

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13133 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 19-LUNDI 20 AVRIL 1987

La taxation à 100 % de certains produits japonais

Tokyo ne ripostera pas aux « représailles » américaines

Jeux dangereux

Oublié le temps des menaces. Face à des Japonais maîtres dans l'art de l'esquive, Washington a décidé de passer à l'action dans un domaine sensible où le Japon commençait à lui damer le pion : les semi-conducteurs. Furieux de voir contourner l'accord passé en juillet dernier et qui avait fait craindre aux Européens un partage des marchés à leur détriment, les Américains viennent d'imposer une augmentation des droits de douane allant jusqu'à 100 % sur une série d'importations nippones.

D'aucuns ironisent déjà sur les cibles choisies. Certains produits n'ont rien à voir avec les semi-conducteurs. La décision qui vient d'être prise confirme - c'est vrai - l'influence des groupes de pression au Congrès, soucieux de profiter d'une erreur japonaise pour protéger leurs propres secteurs. Mais l'erreur japonaise de « tout » la simple question commerciale.

Sur les principes, le paradoxe n'est pas mince de voir s'affronter sur le terrain du protectionnisme deux géants champions du libre-échange.

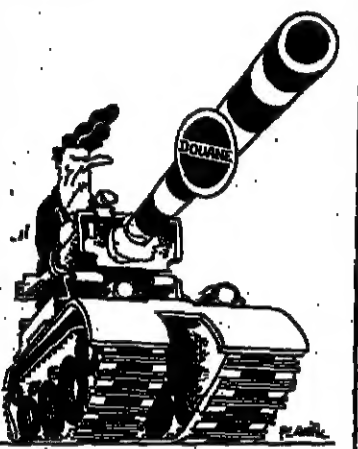
Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le Japon a réussi à construire une impressionnante machine de guerre industrielle et commerciale, transformée depuis la flambée du yen en puissance financière de premier plan, à l'abri de solides, bien qu'invisibles et fluctuantes, barrières douanières.

Blessés dans un leadership de plus en plus contesté, les États-Unis multiplient les tentatives à la liberté des échanges et s'en prennent aux pratiques, jugées déloyales, de leurs partenaires. La prise de conscience du risque d'un affaiblissement immédiat de leur sécurité militaire s'ils lâchaient pied dans le domaine des semi-conducteurs n'a fait qu'accroître cette attitude vis-à-vis du Japon.

La volonté d'être libéral pour les autres n'est pas nouvelle. Ses conséquences internationales n'en sont pas moins préoccupantes dans une conjoncture mondiale très morose qui aggrave la concurrence et aggrave des déséquilibres aussi impressionnants que peu orthodoxes : l'excédent commercial nippon a représenté, l'an dernier, l'équivalent de 550 milliards de francs ; le déficit américain, celui de 1 000 milliards de francs...

Face à ces pays qui s'affrontent tout en étant condamnés à s'entendre - l'interdépendance nippon-américaine exclut l'éventualité d'un vrai divorce - les Européens paraissent désarmés. Sur la défensive lorsque Washington s'en prend, au nom de ses intérêts particuliers, à l'Europe verte ou à l'Afrique, ils ne parviennent pas à opposer un front uni au défi japonais. La pointe européenne du triangle industriel mondial paraît ainsi dangereusement écornée au moment où, selon une stratégie depuis longtemps mise au point, Tokyo tente de retrouver sur le Vieux Continent une part des marchés perdus outre-Atlantique.

M. Reagan a décidé vendredi 17 avril d'appliquer des droits de douanes de 100 % sur certaines importations japonaises (téléviseurs, calculateurs de bureau...). 0,3 % des ventes japonaises. Tokyo a décidé pour le moment de ne pas riposter à ces « représailles ».



(Lire nos informations page 13.)

Les négociations sur les euromissiles

Moscou et Washington ont mis Paris dans l'embarras

Les propositions de M. Mikhaïl Gorbatchev sur le démantèlement des euromissiles et l'attitude adoptée par Washington, qui, soucieux de conclure un accord avec Moscou avant la fin de l'année, presse ses alliés européens de se prononcer rapidement, ont mis la France dans une position embarrassante.

En témoigne le fait que le gouvernement n'a commenté officiellement ni le résultat des entretiens de M. Shultz à Moscou ni les précisions que le secrétaire d'État américain a données devant l'OTAN à Bruxelles.

« Peut-être faudrait-il déjà commencer par ne pas parler à tort et à travers de « dénucléarisation de l'Europe ». Ce n'est pas ce que propose M. Gorbatchev, et ce n'est pas le champ actuel de la négociation. » Ainsi un proche du président de la République résume-t-il l'appréhension que l'on porte, à l'Élysée, sur les commentaires suscités, en Europe en général et en France en particulier, par les dernières « ouvertures » diplomatiques du numéro un du Kremlin. En faisant valoir qu'à ce stade des pourparlers, il n'est question que de « négociations américano-soviétiques sur des armements américains et soviétiques », ou, pour être plus précis, de la suppression des missiles nucléaires de Washington et de

Moscou en Europe. Ce qui, soit dit en passant, laisserait subsister de part et d'autre de très importants arsenaux, notamment dans les forces aériennes des deux alliances. La question est loin d'être négligeable, et peut laisser se profiler derrière elle celle de la dénucléarisation réelle de l'Europe, mais, selon l'Élysée, elle doit être pour l'instant appréhendée sans en exagérer la portée.

La sérénité ainsi affichée n'est pas, toutefois, entièrement partagée au Quai d'Orsay, c'est un euphémisme, ni dans une bonne partie de la classe politique, sans parler des milieux militaires.

BERNARD BRIGOUÈX.
(Lire la suite et nos informations page 4.)

212 km/h sur deux planches

Les fous de la « glisse »

Toujours plus vite, telle est la devise des skieurs qui se sont lancés, vendredi 17 avril aux Arcs, en Savoie, à la conquête du record du monde de la « glisse ». Casqués, vêtus de combinaisons légères et chaussés de skis très longs, ils ont été vingt-deux à dépasser les 200 km/h, et surtout quatre à battre le record que l'Autrichien Franz Weber avait établi à 208,93 km/h.

Sur une neige réchauffée par le soleil, permettant de forcer sur des pentes inclinées à plus de 70 %, les skieurs de la « glisse » se sont lancés pour réaliser le meilleur temps entre deux cibles photovoltaïques distantes de 200 mètres. Surmontant les frayeurs qu'il avait eues pendant la nuit, le Britannique Graham Wolfe a inscrit le chiffre de 212,514 km/h sur le livre des records. Une performance qu'il estime pouvoir améliorer.

Un jeune Français prétend s'attaquer à ce record tout juste établi. Après quatre mois de pratique, Philippe Gotschel, un neveu de la célèbre Mariette, est passé de 170 à 211 km/h. Les « fous » de la glisse n'ont pas terminé leur course au grand frisson.

Samedi, les femmes devraient tenter d'approcher les 200 km/h. La Française Sandrine Lemaud semble bien placée.

(Lire page 7)
Article d'Alain Giraud.

Le « Code Noir » réédité

La loi de la honte

L'esclavage des Noirs fut codifié par le droit français. Les philosophes se sont tus. Louis Sala-Molins, professeur de philosophie politique à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, en rééditant le Code Noir de 1685, ouvre un dossier explosif.

Enlèves, battus, marqués, mutilés, fouettés, humiliés, écorchés, épuisés, trépassés... ils furent des centaines de milliers, hommes, femmes, enfants. L'enfer dura trois siècles. Les traces en sont encore visibles. La France y a tenu un rôle de premier plan. Elle a organisé, entretenu et béni longuement ce calvaire sans nom - dans l'éclat du Roi-Soleil comme dans le triomphe des Lumières. Ces faits sont connus. On en parle moins que des opéras de Lully ou des parties d'échecs du café Procope. Mais qui veut bien s'informer trouvera maints ouvrages incontestables - à condition de ne pas s'en tenir aux manuels, souvent discrets sur ce massacre.

Un texte toutefois demeurait enfoui, oublié, voire refoulé : le Code Noir. Inconnu, il n'était connu que de rares historiens spécialistes. C'est un édité de soixante arti-

cles, promulgué par Louis XIV en mars 1685. Il est reconstruit en 1724, à quelques durcissements près, par le régent pour la Louisiane. Suspendu en 1794, rétabli en 1802, il ne sera abrogé qu'en 1848. Louis Sala-Molins vient de le rendre à nouveau disponible. En publiant le texte complet, commenté article par article, en y joignant une analyse minutieuse de ses fondements « théologiques » et une fine lecture des silences qui l'ont accompagné, il nous force à regarder l'insoutenable. Le choc est rude. Il n'est pas sûr qu'on s'en remettra aisément.

Car ce texte est un monstre. Il dit le droit de l'absence de droit. Il codifie soigneusement l'inhumain. Il règle en détail l'arbitraire. Il organise juridiquement l'enfantement par la violence, sans recours. Pour finir, il passe sur les plaies qu'il a légitimées un baume de cynisme souverain. Ce déni de justice est un monstre officiel. Ce fut la loi de la royauté, de la République, de l'Empire, de la monarchie restaurée. Il faut lire.

Les Noirs sont des choses, des denrées, des biens meubles. L'article 7 défend de « tenir le marché des

negres et de toutes autres marchandises » (...). « Les jours de dimanche et fêtes qui sont gardées par nos sujets de religion catholique, apostolique et romaine ». Comme des choses peuvent être possédées, mais non pas posséder elles-mêmes quoi que ce soit, l'article 28 leur dénie tout droit de propriété : « Déclarons les esclaves ne pouvoir rien avoir qui ne soit à leur maître ; et tout ce qui leur vient par industrie ou par la libéralité d'autres personnes ou autrement à quelque titre que ce soit, être acquis en pleine propriété à leur maître, sans que les enfants des esclaves, leurs père et mère, leurs parents et tous autres libres ou esclaves puissent prétendre par succession, disposition entre vifs ou à cause de mort. » (Art. 28.)

Même leurs enfants ne sont pas à eux : « Les enfants qui naîtront de mariages entre esclaves seront esclaves et appartiendront aux maîtres des femmes esclaves, et non à ceux du mari, si le mari et la femme ont des maîtres différents. » (Art. 12.)

ROGER-POL DROIT.
(Lire la suite page 7.)

Tuerie à Sri-Lanka

Cent vingt-deux civils massacrés dans le nord-est de l'île.

PAGE 4

Un succès du président Alfonsín

Le chef de l'Etat argentin semblait dès samedi avoir désamorcé la rébellion d'une partie de l'armée.

PAGE 3

Accord Ericsson-Matra

Un accord pour le groupe suédois dans la reprise de la CGCT.

PAGE 13

Le XI^e Printemps de Bourges

Le festival du renouveau de la chanson française.

PAGE 8

Le Monde

RÉGIONS

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 16

Une forêt inexploitable et des projets avortés

La Guyane des mirages

Les premières heures de la visite que M. Jacques Chirac, accompagné notamment de M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, effectuera jusqu'au 19 avril en Guyane ont été dominées par les préoccupations économiques. Le premier ministre a annoncé des mesures de soutien à l'agriculture guyanaise.

CAYENNE
de notre envoyé spécial

Ne parlez pas de miracle guyanais à Henri Morisse ! Ce grand gaillard à l'accent pied-noir, né à Madagascar il y a cinquante-cinq ans, était venu en Guyane pour faire de l'élevage. L'Etat français, qui possède pratiquement toutes

les terres dans ce département grand comme trois fois la Seine-et-Marne, lui a prêté en 1983 150 hectares de savane au lieu-dit Trou-Poisson, près de la grande route côtière. Notre paysan pionnier, qui avait dû abandonner une exploitation prospère dans son île natale après la révolution, se mit aussitôt à enclore ses pâtures avec ardeur. Las ! Sur un sol sableux dépourvu de matière organique, l'herbe ne poussait pas. Adieu, vaches... Aujourd'hui, avec l'aide technique des ingénieurs du CIRAD (1), il s'est converti à la tomate hors sol, et il essaye de récupérer l'argent qu'il avait versé à une compagnie d'engrais qui a fait faillite... « Il faut vraiment s'accrocher ici », dit-il en

contemplant des rangs de tomates attaqués par un mystérieux champignon. Miracle ? Non, mirage.

L'histoire de la Guyane est ainsi jalonnée de projets mirifiques aussitôt abandonnés. Sans remonter à la ruée vers l'or des années 50, qui n'a laissé que des entrepôts vides par les pluies et des villages moribonds, on ne peut oublier le fameux « plan vert » lancé à son de trompe en 1975 par M. Olivier Stirn, alors responsable des DOM-TOM.

ROGER CANS.
(Lire la suite et nos informations page 5.)

(1) Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.

L'Éducation

LES LANGUES QUI GAGNENT

LE PALMARÈS DES « PRÉPAS »

NUMÉRO D'AVRIL 1987
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 170 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 12,70 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 13,70 cr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

Dates

Il y a vingt ans

La mort de Konrad Adenauer

RENDEZ-VOUS

Dimanche 19 avril. — **Hanoï** : élections législatives au Vietnam.

Lundi 20 avril. — **Alger** : ouverture du Conseil national algérien (jusqu'au 26).

Mardi 21 avril. — **Paris** : M. Jacques Chirac s'entretient avec le président de Madagascar. — **Moscou** : signature d'un accord de coopération technique sur la sécurité nucléaire avec la RFA. — **Madrid** : visite privée du prince Charles.

Mercredi 22 avril. — **Rabat** : début de la visite officielle de M. François Mitterrand (jusqu'au 24). — **Paris** : négociations franco-canadiennes sur Saint-Pierre-et-Miquelon. — **Brasilia** : visite d'Aminé Gemayel (... 27). — **Le Caire** : première séance du Parlement nouvellement élu.

Jeudi 23 avril. — **Geneve** : reprise des négociations soviéto-américaines sur les armes nucléaires et le dossier des INF. — **Djakarta** : élections législatives en Indonésie.

Vendredi 24 avril. — **Berlin-Ouest** : début officiel des festivités pour le 750^e anniversaire de la ville. — **Reykjavik** : élections au Parlement islandais.

Dimanche 26 avril. — **Ankara** : manifestations à Samsun (nord de la Turquie) contre la politique d'austérité. — **Tokyo** : élections des conseillers municipaux.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 659572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-31
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Berni-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Lemaître (1982-1985)

Date de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Éditeurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Berni-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Weiss.

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Type LEMOND

ABONNEMENTS

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II - SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 044 F 1 890 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

remettre leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde (ISSN 0395-2037) is published daily,

except Sundays for \$ 4.00 per year by Le

Monde, c/o Speedprint, 48-48 35th

Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class

postage paid at New-York, N.Y.

postmaster : send address changes to Le

Monde, c/o Speedprint, L.I.C., P.O.C.,

48-48 35th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

KONRAD Adenauer, le premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne, est mort le 19 avril 1967. Carrière sans exemple que celle d'un homme qui atteignit les responsabilités suprêmes à soixante-treize ans, pour ne les quitter, et à contrecoeur, qu'à quatre-vingt-sept !

Ayant toujours vécu d'une manière spartiate — ses seuls « excès » connus le portant à la spéculation boursière et aux tableaux anciens, — Adenauer, devenu « der Alte » (le Vieux) pour la classe politique bonnoise, paraissait doté d'une vie inépuisable. Quelques semaines avant sa mort, due à une mauvaise grippe, il prononçait encore des discours d'une grande vigueur intellectuelle. Je lui rendis visite en décembre 1965, entre les deux tours du scrutin présidentiel français. Il me dit alors : « Je viens d'envoyer un télégramme au général de Gaulle. On m'a dit que, mécontent du premier tour, il envisageait de renoncer à sa candidature. Mais, moi, je lui ai dit : Ne démissionnez jamais ! Voyez-vous, mes propres gens m'ont mis la chaise devant la porte [allusion à la promesse de démission à mi-mandat que les libéraux et une partie de ses propres troupes de la CDU lui avaient arrachée après l'affaire du Spiegel en 1962], mais j'ai eu tort de me laisser faire. »

Même à quatre-vingt-neuf ans, il se sentait supérieur, en sagesse et en savoir-faire, à tous ceux qui l'avaient entouré, et surtout à son successeur en titre, le chancelier Erhard, dont il avait toujours mis en doute les capacités politiques. Convaincu que Erhard irait au-devant de l'échec, il fit tout ce qui était en son pouvoir pour hâter la fin d'une expérience qu'il jugeait dangereuse pour l'œuvre accomplie depuis 1949. Pour lui, Erhard était un excellent économiste (un peu trop doctrinaire), mais qui n'avait aucun sens politique.

Lui, Adenauer, n'avait rien d'un doctrinaire, mais il possédait au plus haut point l'art de distinguer l'essentiel de l'accessoire, et celui d'utiliser les hommes selon les services qu'ils pouvaient lui rendre. Il avait pourtant des convictions, si fermes, même, qu'un de ses fils me dit une fois que son père n'avait pas eu une idée nouvelle depuis 1914, mais qu'à celles qu'il possédait alors il restait attaché avec une extrême vigueur. La base de tout était la foi catholique. On peut-être vaudrait-il mieux dire la Weltanschauung catholique, la vision du monde transmise dans et par l'Eglise romaine. La famille Adenauer descendait d'une longue lignée de paysans et d'artisans ; on y était boulangier de père en fils, dans des villages de l'Eifel, ces hauteurs dures et froides qui prolongent vers le nord-est les Ardennes, et dans la plaine qui entoure Bonn et Cologne.

Patriote, mais francophile

L'appartenance de son Heimat à la Prusse était, pour le jeune Adenauer, un fait, certainement subi et non choisi, mais dont rien ne permettait alors de penser qu'il pût être un jour remis en question. Il y avait eu, à deux reprises, un affrontement terrible entre l'Etat et l'Eglise, appuyée sur son peuple catholique. A deux reprises, c'est l'Etat qui avait dû composer. Mais le roi de Prusse était l'autorité légitime, et, peu à peu, les catholiques, longtemps considérés comme des sujets de deuxième classe, progressaient sur la voie de l'égalité. N'empêche que Berlin était loin.

Devenu, au début des années 20, président du Conseil d'Etat prussien, qui formait une sorte de deuxième Chambre du Parlement, à voix consultative et composée des représentants des provinces et des grandes villes, Konrad Adenauer, qui de ce fait était le deuxième personnage de l'Etat après le président du conseil, ne restait à Berlin que les quelques jours indispensables à ses fonctions, chaque mois, en prenant pension chez des sœurs. Il ne devint Berlinois à demeure, et pendant quelques mois seulement, qu'en 1933-1934, quand sa sécurité n'était plus assurée à Cologne après la prise du pouvoir par les nazis.

On aurait tort, cependant, de dire qu'Adenauer détestait la Prusse ; sans doute serait-il plus exact de penser qu'il se sentait étranger à sa double tradition de despotisme administratif et d'idéalisme éclairé. Ce qui lui permit de se faire nommer maire de Cologne en 1917 par le ministre de l'Intérieur de Prusse, entérinant la désignation faite par le conseil municipal, et de proposer quelques mois plus tard, après la défaite du Reich impérial, la création d'un Land de Rhénanie, membre du Reich, mais détaché de la Prusse.

Adenauer pensait en effet que la pression française en vue de la séparation complète de la rive gauche du Rhin d'avec le reste de l'Allemagne serait mieux contenue par une Rhénanie autonome. Il resta longtemps fidèle à cette conception, opposée à la fois au « centralisme » berlinois et au séparatisme favorisé à certains moments par des politiques, des administrateurs et des militaires français.

Patriote allemand, il le fut toujours ; mais, dès 1918, il se convainquit que l'avenir de l'Allemagne était à l'Ouest, et qu'il faudrait trouver, notamment par l'interpénétration des intérêts économi-

ques, les voies d'une association pacifique avec la France. Il défendit cette position contre Stresemann, quand celui-ci, en plein « conflit de la Ruhr » (1923), voulait abandonner les habitants des régions occupées à leur triste sort, et, plus tard encore, quand Stresemann conclut l'arrangement de Locarno dans l'espoir d'obtenir pour l'Allemagne les mains libres à l'est.

Le principal homme d'Etat de la République de Weimar avait pleinement conscience de la divergence fondamentale qui le séparait d'Adenauer. En 1926, il se vanta d'avoir réussi à barrer le chemin qui devait conduire le Rhénan à la chancellerie. S'il avait été une première fois chef de gouvernement sous Weimar, Adenauer n'aurait sans doute pas en l'autorité qui fut la sienne comme homme nouveau après 1945. Catholique, rhénan, patriote raisonnable, Adenauer est aussi, depuis les premières années du vingtième siècle, un administrateur, d'abord adjoint et ensuite maire d'une

dans sa petite maison de Rhöndorf sur les bords du Rhin, une retraite certes attentive, mais que l'on pouvait croire définitive.

Les Américains vinrent l'en tirer pour le remettre à la tête de sa ville détruite. Il reprit immédiatement ses idées d'autrefois : créer entre l'Allemagne et ses voisins de l'Ouest une solidarité indestructible. La folie nazie avait montré où conduisait la voie du nationalisme. Elle montrait aussi ce que donnait une économie étatisée, qui ne pouvait sortir de la pénurie que par les conquêtes.

Les Anglais succédant aux Américains avaient (c'était les travaillistes) qu'Adenauer était trop conservateur, et trop lié aux Français. Ils le déposèrent et lui interdirent de faire de la politique. Quelques mois plus tard, il fut élu président pour toute la zone britannique du nouveau parti démocrate-chrétien, la CDU, qui réunissait pour la première fois catholiques et protestants.

Elle est suffisamment fédérale pour correspondre à l'expérience du maire de Cologne, et suffisamment centralisatrice pour permettre à Adenauer de diriger un Etat digne de ce nom. Cela sera fait à l'automne 1949. Les chrétiens-démocrates ayant battu les sociaux-démocrates d'une courte tête (139 sièges contre 131 au nouveau Bundestag), Adenauer conclut l'alliance avec les libéraux et quelques partis mineurs : il est élu chancelier avec une voix de majorité, la sienne naturellement.

Majorité absolue pour « le Vieux »

Ce pouvoir devait durer quatorze ans. L'Etat fut édifié avec ce qui restait d'utilisable des régimes antérieurs. Aucun nazi d'envergure, mais beaucoup de petit rang pourvu qu'ils connussent leur affaire et qu'ils se tinsent à leur place. L'économie remise en marche : sans l'appui d'Adenauer, Ludwig Erhard n'eût pas survécu aux dures crises d'adaptation après qu'il eut d'un trait de plume supprimé le rationnement et tout ce qui rappelait l'économie de guerre.

La réconciliation vint : le « miracle économique », qui n'avait rien de miraculeux, mais qui était le fruit d'un formidable effort national et de l'aide américaine. A ne pas oublier parmi les raisons du succès : un gigantesque transfert social de revenus au profit des moins bien lotis, victimes de toutes sortes, veuves, orphelins, expulsés des provinces de l'Est, juifs et autres émigrés revenant au pays. Treize millions de nouveaux habitants furent intégrés en peu de temps, sans que l'opération laisse de trace politique visible.

Quand les Soviétiques eurent possible de lancer une nouvelle offensive, en Asie cette fois-ci, Adenauer était en place pour offrir aux alliés le potentiel allemand. Déjà avec Schuman ils avaient résolu le problème de l'égalité des droits réclamée par les Allemands en créant la Communauté charbon-acier qui intégrait, au niveau européen, des branches industrielles alors considérées comme maîtresses, et dont les Français, de leur côté, ne pouvaient accepter que les Allemands disposent à nouveau librement chez eux.

La guerre de Corée naquit ; la Communauté européenne de défense, dont l'échec, entre l'opposition gaulliste et la farouche hostilité communiste, fut une grave défaite pour Adenauer, aussitôt transformée en succès, puisqu'elle ouvrit à la République fédérale les portes de l'Otan. La déception demeura. Adenauer eût de loin préféré que l'Allemagne fût moins souveraine, à condition que les autres la suivissent sur cette voie.

Deux ans après, en 1957, alors que se négociait le futur traité du Marché commun, les électeurs reconnaissants donnèrent au « Vieux » la majorité absolue. Nul, avant lui, ne l'avait eu dans aucun Parlement allemand, pas même Bismarck.

Les cinq années de pouvoir qui lui restèrent furent plus cahotantes : tantôt du grandiose et tantôt du pénible. Le mur de Berlin, en 1961, met fin aux dernières illusions quant à un rétablissement possible de l'unité politique allemande, sans que des développements entrecroisés nouveaux et imprévisibles se produisent dans l'univers divisé. L'insécurité des alliés déçoit : de ce moment date la recherche d'une autre « politique à l'Est » dont Willy Brandt et son fidèle mentor, Egon Bahr, seront les auteurs, et que les successeurs démocrates-chrétiens d'Adenauer seront obligés d'entériner pour une grande part. A l'intérieur, les révoltes grondent contre un pouvoir qui dure trop, et se fait souvent inutilement pesant.

La mort de Dulles et l'avènement de Kennedy mettent Adenauer aux prises avec une Amérique idéaliste et imprévisible. Le courant ne passe plus guère. Malgré les pénibles souvenirs de la CED, Adenauer joue alors la carte française, et même la carte du général de Gaulle, qui, lui, sait fort bien prendre le vieil homme. Mais, là aussi, le grand dessein de l'union franco-allemande est bloqué à mi-chemin. Adenauer ne réussit même pas à barrer la route du pouvoir à Erhard.

L'héritage n'est pas en bonnes mains. Comme il a entrevu la nécessité d'une politique plus mobile à l'Est, il favorise maintenant l'alliance avec la social-démocratie, qui, après Bad-Godesberg, paraît avoir rallié les principes adenauériens en matière de défense et de politique extérieure.

Mais si l'ancien chancelier continue à jouer un rôle dans le monde politique national et international après sa retraite en automne 1963, les succès prennent le dessus. L'Europe avance trop lentement, on se fait trop d'illusions sur les innombrables intentions de Moscou visant le pouvoir universel.

Dans un dernier grand discours fulgurant, prononcé à Madrid le 16 février 1967, Adenauer s'écrit : « L'Europe, vite ! » N'importe laquelle, pourvu que l'unité, la politique extérieure et la politique de défense soient assurées. Il s'écrit quelques semaines plus tard.

A ce dernier cri, vingt ans plus tard, rien n'est à ajouter.

JOSEPH ROVAN.



P. ANCHO

très grande ville. Des études de droit l'y avaient préparé. Il sera un maire autoritaire, efficace et très entreprenant, à qui Cologne devra de traverser sans dommages les périodes agitées de la révolution et de l'occupation, qui — quelques semaines après la défaite, — appellera à une nouvelle existence la vieille et prestigieuse université supprimée du temps de Napoléon, et qui construira entre Cologne et Bonn la première autoroute d'Allemagne.

Déposé par les nazis

Ce qui compte, avant 1933, dans la pensée politique de Konrad Adenauer, ce n'est pas tant la démocratie, qui n'appartient pas encore au vocabulaire de la plupart des catholiques, mais l'Etat de droit, l'ordre constitutionnel, l'égalité des citoyens devant la loi. C'est dans cet esprit aussi qu'en 1922 il soutint une très vive polémique avec le cardinal von Faulhaber, archevêque de Munich, qui, au congrès général des catholiques allemands, avait affirmé le devoir de rester fidèle à la monarchie, alors qu'Adenauer se plaignait résolument sur le terrain de la Constitution républicaine.

C'est pourquoi il entretint toujours de bonnes relations avec les sociaux-démocrates membres de son conseil municipal. C'est pourquoi aussi le national-socialisme autoritaire, son nationalisme radical et son antisémitisme lui firent tout de suite horreur ; et son amitié avec un certain nombre de juifs, amis qui dura plus d'un demi-siècle, fut pour beaucoup dans sa détermination, après 1949, à rétablir la relation entre juifs et Allemands sur la base de tout ce qui fut possible dans le domaine du dédommagement matériel, et surtout de la reconnaissance d'une coresponsabilité générale du peuple allemand. L'accord avec Israël et les grandes organisations juives fut, en 1951, le premier traité international signé par la nouvelle République fédérale.

Les nazis déposèrent immédiatement le maire de Cologne et le mirent deux fois en prison. La deuxième fois, il faillit être exécuté à la veille de l'arrivée des troupes alliées, et ne fut sauvé que par le courage de sa femme et l'intervention du conseil général de Suisse. On confisqua ses biens et on tenta de lui faire un procès en détournement de fonds publics. Il finit cependant par obtenir une petite retraite, et, tout en refusant de se mêler des conspirations dont les responsables ne lui paraissaient pas sérieux (trop de militaires !), il mena,

150

ARGENTINE : vers le dénouement de la crise

Un succès du chef de l'Etat et de la démocratie

La situation semble s'améliorer en Argentine, où le président Alfonsín a réussi à désamorcer la rébellion d'une partie de l'armée. Il ne restait plus, samedi 18 avril, qu'une poignée d'insurgés retranchés au camp de Mayo, la garnison militaire située à 30 kilomètres de Buenos-Aires. Le chef de l'Etat a donné l'ordre de les

déloger. Vendredi, plusieurs pays ont adressé des messages de soutien à M. Alfonsín. La France, par la voix du premier ministre, l'a ainsi assuré de sa « profonde sympathie » et lui a adressé son « témoignage de solidarité et d'amitié ». Les Etats-Unis et l'Espagne ont, de même, exprimé leur solidarité avec le président argentin.

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

C'est finalement un succès du chef de l'Etat, mais surtout de la démocratie, de la société civile dans son ensemble, où tous les secteurs, tous les partis politiques, se sont pour une fois trouvés réunis dans la défense du régime qu'ils ont élu, après une journée qui a fait craindre le pire et produit le meilleur.

Le pire quand, au début de l'après-midi, le gouvernement a annoncé sa décision de « réprimer » la rébellion, quand, un peu plus tard, il était prêt à instaurer l'état de siège. Le meilleur, quand aux premières heures de la nuit, un groupe d'un demi-millier de manifestants, emmenés par des conseillers municipaux et chantant l'hymne national, ont marché, sans arme, sur les dernières troupes rebelles du camp de Mayo, les obligeant à se replier à l'intérieur de la caserne. Le meilleur aussi quand, au même moment, dans le centre de la capitale, des milliers de Portenos, les habitants de Buenos-Aires, toutes tendances confondues, descendaient dans les rues en chantant : « *Al sur, las militares que ont vendu la naci-* »

on « Nous allons voir qui tient la baguette, le peuple unit ou ces fils de chiens de militaires ».

Nuit blanche du président Alfonsín

La journée a été riche en péripéties. Après une nuit blanche passée à la Casa Rosada avec ses ministres, le président Alfonsín rencontra dans la matinée le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Rios Erenu, et les commandants des quatre corps d'armée pour analyser la situation. On apprenait en même temps qu'une nouvelle unité venait de se soulever, cette fois tout près de Buenos-Aires, l'Ecole d'infanterie du camp de Mayo, avec à sa tête, le lieutenant-colonel Aldo Rico, qui avait fait spécialement le voyage depuis la province de Misiones (1200 kilomètres de Buenos-Aires). Lui-même et son confrère de Córdoba, Luis Polo, étaient immédiatement destinés.

En sa qualité de commandant en chef de l'armée, le président Alfonsín donnait alors l'ordre au général Rios Erenu d'employer tous les moyens nécessaires pour réduire les rebelles.

A peine deux heures après, on apprenait de Córdoba que l'ex-commandant Barreiro, celui par qui tout est arrivé, avait pris la fuite. La situation se dénouait alors rapidement. Cette disparition permettait en effet aux autres insurgés de se rendre sans perdre la face, d'autant que le gouvernement avait laissé entendre qu'il n'y aurait pas de représailles. Au même moment, les forces loyales au gouvernement marchaient vers le camp de Mayo pour réduire le dernier foyer d'insurrection. Là, elles se trouvaient face à une foule décidée à défendre seule s'il le fallait sa liberté.

Comme l'a déclaré à la télévision Adelina de Viola, l'une des leaders de la droite libérale, « aujourd'hui est un grand jour, car c'est la première fois que les Argentins prennent leurs responsabilités ». En effet, le soutien au président et à la démocratie qu'il représente n'a pas cessé de s'exprimer tout au long de ces deux jours de crise et de danger pour la démocratie. Vendredi matin, les chaînes de télévision commentaient leur programme par des images de la prise de pouvoir d'Alfonsín et les slogans qui y étaient chantés : « *Ne nous laissons plus mener par le bout du nez* ».

CATHERINE DERIVERY.

PÉROU : la guerre civile

Le Sentier lumineux durcit ses actions

Les attentats récents perpétrés par le Sentier lumineux marquent une nouvelle phase dans l'escalade de la violence déclenchée par la guérilla péruvienne il y a sept ans : pour la première fois, les commandos urbains passent de l'attentat sélectif à la tuerie aveugle.

LIMA

de notre correspondante

Au lendemain du massacre de plus de deux cents prisonniers sentieristes, le 19 juin dernier, la guérilla avait annoncé qu'elle vengerait chacun des camarades assassinés par la mort de dix « ennemis ». Les attentats sélectifs se sont alors multipliés, touchant tout particulièrement les dirigeants de l'APRA, le parti au pouvoir, et des officiers de la police et de l'armée.

Depuis janvier, une trentaine de personnalités ont été assassinées. Les noms de dizaines d'autres figurent sur des listes noires saisies au cours d'une perquisition. Le président du Sénat et secrétaire général de l'APRA, Armando Villanueva, est en tête sur l'une d'entre elles, ce qui ne l'empêche pas de continuer à travailler : « *Après cinquante ans de lutte, nous n'allons pas renoncer à cause des menaces de quelques individus lâches et fanatiques* ».

Cette escalade de la violence urbaine coïncide avec une reprise de la « sale guerre » dans la région d'Ayacucho. Depuis quelques semaines, l'armée annonce à coups

Certains chefs militaires pratiquent déjà des méthodes voisines dans les Andes, puisqu'ils estiment que le caractère de la guerre anti-insurrectionnelle les oblige à liquider des dizaines de paysans pour avoir la chance d'éliminer quelques guérilleros.

de communiqués laconiques la mort, au cours de combats, de « *délinquants communistes* ». Depuis le début de l'année, le Sentier lumineux met en application son plan 2, qui ne vise plus à « *conquérir des bases d'appui* » (objectif du plan 1), mais à les « *développer* ». La nouvelle consigne est « *d'attaquer dans toutes les directions jusqu'à parvenir à une partie stratégique* » avec l'armée pour l'obliger soit à disperser ses forces, soit à se retrancher sur ses défenses.

Offensive généralisée

Cela explique les formes plus violentes qu'ont prises la guérilla urbaine et l'offensive généralisée lancée en divers points du pays, à Cuzco et Puno dans le sud, à Huaraz et Huaran au centre, Trujillo et Chiclayo au nord de la capitale. La guérilla s'est même donnée le luxe d'occuper, la semaine dernière, pendant toute une nuit, la ville côtière de Barranca, située à 200 kilomètres au nord de Lima... et d'attaquer la garnison de Quicapaia qui abrite un détachement de six cents hommes.

NICOLE BONNET.

Afrique

KENYA

Quand le président Arap Moi traque la « subversion »...

NAIROBI
de notre correspondant

Depuis son retour de Washington, à la mi-mars, où il avait essuyé les critiques de la presse américaine en matière de respect des droits de l'homme, M. Daniel Arap Moi, le chef de l'Etat kenyan, n'en finit pas de poursuivre de ses foudres tous ceux qui tentent, aux yeux de l'étranger, la réputation de son pays, jusqu'alors apprécié pour ses succès économiques et sa modération politique. De sa visite outre-Atlantique, qualifiée, par certains observateurs, de « *désastre diplomatique* », il est, en effet, revenu de fort méchante humeur, plus déterminé que jamais à mieux assouir son pouvoir et à nettoyer les écuries d'Augias.

Haro, donc, sur les « *détachements subversifs* » au sein de la police. « *Ceux qui aident les voleurs et les criminels et maltraitent les wananchi* [citoyens de base] sont ceux-là mêmes qui sont en rapport avec le gouvernement tortueux les gens », affirme M. Moi. Sur sa lancée, le chef de l'Etat kenyan vient d'ordonner par un décret la suppression de l'administration pour en chasser les fonctionnaires coupables d'attitudes négatives.

Le démantèlement du mouvement clandestin Mwakenya continue de préoccuper M. Moi et les siens : le liste de ceux qui ont été condamnés pour avoir marqué quelque sympathie à l'endroit de cette organisation s'allonge de semaine en semaine : plus de soixante-dix personnes à ce jour. S'y ajoutent un nombre indéterminé de prisonniers politiques gardés au secret. D'autres ont été exécutés, chiffre d'environ trois cents. Selon le chef de l'Etat, « *il y a seulement onze personnes détreussées sans procès* ».

Quoi qu'il en soit, les « *bavures* » se multiplient : fin février, Peter Njenga Karanja, un coureur automobile kenyan, décédait alors qu'il était aux mains de la police. Trois semaines plus tard, Gregory Byaruhanga, un instituteur ougandais, mourait dans les mêmes circonstances. Même les hommes de loi ne sont plus au-dessus de tout soupçon : M. Gibson Kamau Kuria, un avocat en vue de Nairobi, qui défendait deux prisonniers politi-

ques, s'est récemment vu notifier un ordre de détention sous couvert de sécurité publique. Cette chasse aux « *dissidents* » crée des ondes de choc dans le monde politique, puisque M. Oginga Odinga, ancien vice-président de la République, est sorti de sa réserve pour démentir qu'il soit de mèche avec le mouvement Mwakenya et qu'il l'ait financièrement aidé. « *C'est contraire à mes croyances démocratiques d'agir clandestinement* », a-t-il précisé dans une déclaration écrite.

Une dimension internationale ?

Le vieux chef socialiste, qui avait été exclu de la KANU, le parti unique, en mai 1982, et dont le fils Raia est détenu sans jugement depuis la tentative de putsch d'août 1982, a profité de l'occasion pour dire ordinairement fait à M. Moi, et dénoncer « *l'érosion des traditions démocratiques* ». A son avis, « *la base politique sur laquelle le gouvernement s'appuie est si étroite que ceux qui ont en charge les affaires de l'Etat sont à ce point sensibles à la critique qu'ils assimilent à de la subversion* ».

Y aurait-il, dans cette affaire du mouvement Mwakenya, une dimension internationale ? Deux anciens étudiants de l'université de Nairobi ont été récemment arrêtés pour avoir livré des informations secrètes à l'ambassade de Libye. L'un d'eux a reconnu les faits et vient d'être condamné à dix ans de prison. D'autre part, les autorités locales ont récemment lancé une vaste campagne, conduite sans ménagement, contre les étrangers en situation irrégulière — Ougandais, Tanzaniens, Somaliens, etc., — accusés par M. Moi d'abuser de son hospitalité. A la mi-mars, dans l'est du pays, cinq bandits, d'ethnie somalie et peut-être de nationalité somalienne, avaient attaqué un autobus et tué treize voyageurs. Le 9 avril, près de Meru, autre embuscade : six morts. Les autorités locales s'émouvent d'autant plus de ces tragiques faits divers que se multiplient des actes de sabotage sur les lignes de chemin de fer. Désormais, un détachement de policiers en armes « *œuvre* » la voie devant les trains...

Faut-il voir dans cette insécurité naissante, la main du mouvement Mwakenya ? Trois de

ses membres ont déjà été condamnés à de lourdes peines de prison, après avoir avoué être les auteurs du déraillement d'un train de marchandises, près de Nakuru. Cette organisation clandestine n'a cependant pas l'audace qu'on serait tenté de lui reconnaître à l'écoute de la propagande gouvernementale. Mais, dans le contexte actuel, chacun est tenté d'imaginer les « *dissidents* » partout à l'œuvre, par exemple, le 30 mars, lorsqu'une coupure d'électricité a plongé dans l'obscurité, pendant plusieurs heures, le pays tout entier...

Malgré tout, M. Moi, qui multiplie les déplacements à travers le pays, semble jouir d'une certaine popularité, même si les Kikuyus — l'ethnie dominante — dépossédés des privilèges qu'ils détenaient à l'époque de Jomo Kenyatta, ne le portent pas dans leur cœur. Le chef de l'Etat ne paraît pourtant pas disposé à calmer le jeu politique comme ne cesse de le lui demander tout ce que le Kenya compte d'autorités morales.

« *Notre pays est tyrannisé par quelques individus puissants qui, délibérément, commettent des crimes en toute impunité* », vient de déclarer Mgr Alexander Muge, l'évêque anglican d'Eldoret. « *A qui sert de protéger les injustices commises en Afrique du Sud alors que les violations des droits de l'homme sont pires dans notre pays ?* »

Les thuriféraires du régime s'emploient, au contraire, à entretenir un climat de tension. Un membre du gouvernement propose, par exemple, de poursuivre Amnesty International devant la Cour internationale de justice, tandis qu'un autre assure, tout de go, que les correspondants de journaux étrangers sont des agents stupides de l'Afrique du Sud.

Le commissaire de la province du Centre, quant à lui, interdit à ses fonctionnaires le port de la barbe, suite à une allusion de M. Moi qui stigmatisait « *les agents barbus des idéologies étrangères* ». De son côté, le président de l'Association des propriétaires de magasins (taxis collectifs), invite ses adhérents à bannir, dans leurs véhicules, toute discussion politique entre voyageurs... Pour avoir la paix, les Kenyans en seront-ils bientôt réduits à ne parler que de la pluie et du beau temps ?

JACQUES DE BARRIN.

ZAMBIE : grèves à répétition

L'autorité du président Kaunda est de plus en plus contestée

Avant son départ pour Lusaka, où il doit participer à un sommet réunissant les dirigeants de l'Angola, du Zimbabwe et du Zaïre, le président zambien, M. Kenneth Kaunda, a affirmé, mercredi 15 avril, que l'Afrique du Sud avait tenté de renverser son gouvernement avec le concours d'hommes d'affaires zambiens ayant sollicité l'aide de l'armée en vue d'un coup d'Etat. M. Kaunda, qui n'a donné aucun détail sur cette affaire, a, d'autre part, accusé les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale d'inciter les syndicats zambiens à se soulever contre son régime. Le chef de l'Etat zambien a ainsi « *interdit* » aux ambassadeurs accrédités, à Lusaka, de rencontrer les trois dirigeants du Congrès zambien des syndicats (ZCTU), organisation qui représente tous les syndicats de pays. — (AFP, Reuters.)

NAIROBI
de notre correspondant
en Afrique orientale

En Zambie, une grève semble chasser l'autre. Tour à tour, on a vu, ces dernières semaines, les médecins, les infirmières, les enseignants, puis les employés des postes et télécommunications cesser le travail pour obtenir des augmentations de salaire, voire des indemnités de transport. Aujourd'hui, tout est rentré dans l'ordre, mais pour combien de temps ? Mécontent de l'attitude gouvernementale, le puissant Congrès des syndicats (ZCTU), a décidé de boycotter les cérémonies du 1^{er} mai.

La façon dont M. Kenneth Kaunda, le chef de l'Etat, a présenté ces grèves de travail, a mis en fureur ceux qui y ont participé. « *Il n'y a pas de doute dans mon esprit, a-t-il expliqué, que les instigateurs de ces grèves ont agi à des fins politiques* », laissant entendre que, par « *rebelle* » interposés, l'Afrique du Sud s'efforçait ainsi de déstabiliser le pays. « *Cet exercice, qui consiste à chercher des boucs émissaires au lieu d'affronter les vrais problèmes, est sans utilité pour une nation qui a besoin de franchise* », a répliqué M. Newstead Zimba, le secrétaire général de la ZCTU.

Difficile réveil

Ce n'est, en effet, un secret pour personne que la Zambie est au bord de l'effondrement économique pour avoir négligé de voir les choses en face et de prendre, en temps voulu, les mesures qu'imposent la baisse inexorable du cours du cuivre, dont elle tire l'essentiel de ses revenus. Plus long a été le sommeil, plus dur a été le réveil. Comme partout, la médication prescrite par le Fonds monétaire international (FMI) a frappé les couches les plus défavorisées de la population. Le doublement du prix de la farine de maïs a fini par provoquer, en décembre dernier, dans la « *ceinture de cuivre* »,

des émeutes de la faim, dont le bilan officiel est de quinze morts.

Depuis ces tragiques événements, M. Kaunda n'est plus cru sur parole et son autorité est contestée au sein même de la classe dirigeante. Il y a peu de temps, à la tribune du Parlement, un député, pourtant membre de l'UNIP, le parti unique au pouvoir, a osé qualifier de « *suicides* » d'éventuelles sanctions économiques contre le régime de Pretoria, dont le chef de l'Etat ne cesse d'agiter la menace. « *En imposant à l'Afrique du Sud, a-t-il dit, ce serait nous en imposer à nous-mêmes. Il est dangereux de mélanger commerce et politique* ».

J. de B.

COMORES

Un démenti du ministre de l'intérieur

A la suite d'un article de notre envoyé spécial aux Comores, Jacques de Barrin, consacré aux dernières élections législatives dans l'archipel (le Monde du 10 avril), nous avons reçu de M. Omar Tamou, ministre comorien de l'intérieur et de l'information, la mise au point suivante : « *Il est inacceptable que votre collaborateur de droite, comme il l'a appelé, dénigre les élections législatives du 22 mars dernier, mais il n'est pas tolérable qu'il me prête la phrase suivante : « *M. Omar Tamou a vu avec satisfaction toutes les ficelles que l'on a pu* ». J'oppose un démenti formel à cette allégation, et vous prie de bien vouloir en informer vos lecteurs, bien que je sois sans illusion sur la manière dont vous présenterez mon démenti dans votre journal* ».

[N.D.R. — Le titre de cet article indiquait « *Comores : bourrages d'urnes, bureaux de vote fantômes, intimidations*... Le pouvoir recensement avait été toutes les ficelles » lors des élections. Dans le texte, notre envoyé spécial écrivait : « *M. Tamou (...)* avait, avant d'être élu, tout bien fait honneur, toutes les ficelles que l'on a pu ». Jacques de Barrin maintient entièrement cette version.]

EN BREF

● **GABON** : M. Le Pen reçu par le président Bongo. — M. Le Pen a été reçu, jeudi 16 avril à Libreville, par le président Omar Bongo. Les deux hommes sont tombés d'accord sur le fait que les étudiants africains en France devaient regagner leur pays d'origine au terme de leurs études. Le président du Front national a, d'autre part, décidé d'écouter sa tournée africaine. Il ne se rendra pas à Dakar, comme prévu, après sa visite à Kinshasa. La presse sénégalaise avait, ces derniers jours, dénoncé le projet de visite de M. Le Pen à Dakar. — (AFP).

● **MAROC** : le mur de défense au Sahara occidental atteint la côte atlantique. — Le système mur de défense marocain au Sahara occi-

dental, dont la construction avait commencé le 16 février dernier, a atteint, le 16 avril, la localité de Guerguaret, sur la côte atlantique, a annoncé, vendredi 17 avril, le général Abdelaziz Benani, commandant du dispositif marocain de la zone sud. Cette nouvelle ligne de défense a permis d'établir un périmètre de sécurité d'une superficie de 85 000 kilomètres. Elle s'étend sur 550 kilomètres.

● **TUNISIE** : interpellation d'un opposant. — M. Ahmed Mestiri, secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), organisation d'opposition légalement reconnue, a été interpellé, vendredi 17 avril, à son domicile de Tunis, et conduit dans les locaux de la sûreté,

apprenant-on au siège de ce parti. Aucune confirmation officielle de cette interpellation n'a pu être obtenue. — (AFP).

● **ZIMBABWE** : interruption des négociations entre le ZANU et le ZAPU. — Le premier ministre, M. Robert Mugabe, a annoncé, vendredi 17 avril, que son parti, le ZANU, avait interrompu les négociations visant à établir une fusion avec la ZAPU, parti d'opposition dirigé par M. Joshua Nkomo. Les « *pourparlers pour l'unité* », qui visaient à fonder les deux partis rivaux, avaient duré près de trois ans. — (AFP).

Le gouvernement dément l'acquisition de Mig-23. — Le ministre d'Etat à la défense du Zim-

babwe, M. Ernest Kadungure, a démenti les informations selon lesquelles son gouvernement aurait acheté douze appareils soviétiques Mig-23, indiquant qu'il s'agissait de « *rumours et de spéculations erronées* ». Le journal britannique Sunday Telegraph avait notamment affirmé, dimanche, que le premier ministre, M. Robert Mugabe, avait secrètement acheté ces avions pour une somme de 324 millions de dollars (le Monde du 15 avril). On indique, à Harare, de source informée, qu'une délégation zimbabwéenne aurait bien proposé, en mars dernier, à Moscou, l'achat de chasseurs soviétiques, mais l'URSS avait refusé la vente de ses appareils les plus modernes. — (AFP, Reuters.)

Asie

SRI-LANKA : la « tuerie du vendredi saint »

Cent vingt-deux civils ont été massacrés dans le nord-est de l'île

NEW-DELHI
de notre correspondant
en Asie du Sud

Une route isolée dans la jungle du nord-est de Sri-Lanka, 55 kilomètres au sud-ouest du grand port de Trincomalee. Trois autocars municipaux chargés de passagers et deux camions s'avançaient, vendredi 17 avril, cabotant sur l'étroit ruban de macadam, de part et d'autre, embusqués dans la végétation, quatre hommes, pistolet-mitrailleur au poing, attendent. Il fait chaud et humide en ce début d'après-midi de mousson. Dans une minute, cent vingt-deux personnes, des femmes et des enfants, vont être massacrés. Les hommes, tous armés, se précipitent sur les autocars, les camions, les tuent, les incendient. Le massacre du vendredi saint sera également une soixantaine de blessés, dont une douzaine dans un état désespéré.

A Colombo, un porte-parole du gouvernement a aussitôt accusé les séparatistes tamouls en général et le mouvement des Tigres de l'Eelam en particulier (LTTE), d'avoir perpétré cette « diabolique tuerie », la plus sanglante dans l'île depuis le massacre par les Tigres de cent cinquante civils cinghalais à Anuradhapura en mai 1985.

Le gouvernement du président Jayewardene a annoncé qu'il mettrait immédiatement fin à la trêve unilatérale de neuf jours décrétée le 11 avril pour la période des fêtes indiennes (Pôurnami) et la « Nouvelle Année » célébrées par les Cinghalais bouddhistes et les Tamouls indiens (I).

Un couvre-feu général a été imposé pour une durée indéterminée, surtout dans le district de Trincomalee, et des renforts militaires importants chargés de retrouver les criminels dans une région essentiellement contrôlée, non par l'armée, mais par les redoutables « com-

mandos spéciaux » de la police, sont dépêchés sur place. Les pluies torrentielles retarderont assez pour permettre aux tueurs de s'évanouir dans la nature.

De Madras, capitale du Tamil Nadu indien, où les mouvements rebelles tamouls ont tous conservé au moins une antenne, les « Tigres » ont fait savoir vendredi soir qu'ils n'ont aucune information particulière sur « le prétendu massacre ». A New-Delhi, le gouvernement indien, souvent accusé par Colombo de sympathies coupables envers les « terroristes tamouls », n'avait encore rien dit samedi matin. Les experts indiens chargés d'une médiation entre les rebelles et Colombo se disent en privé « atterrés » par la nouvelle d'un massacre perpétré au moment même où un certain espoir de règlement recommençait à se faire jour. Le président Jayewardene avait annoncé la semaine dernière qu'il était prêt à venir à New-Delhi pour reprendre les négociations avec les Tamouls sous les auspices de M. Rajiv Gandhi.

Sans chercher pourtant à écarter la responsabilité éventuelle, dans cette affaire, des Tigres, avec lesquels les relations se sont fortement dégradées ces derniers mois, on rappelle à New-Delhi que la région de Trincomalee ne constitue pas leur point fort, mais plutôt celui d'un autre groupe séparatiste, le Front révolutionnaire de libération du peuple de l'Eelam (EPLF), lui-même engagé dans une lutte fratricide avec les LTTE et réputé complice, à l'occasion, des forces de sécurité sri-lankaises.

Un autre groupe révolutionnaire terroriste, d'ethnie cinghalaise celle-ci, le Front de libération du peuple (JVJ), a également recommencé, après quinze ans d'absence, à faire parler de lui. Un commando de cette organisation, impliqué dans la

grande insurrection de 1971 - à l'époque noyée dans le sang - s'est emparé mercredi dernier, dans un camp militaire de Kandy, au centre de l'île, d'une vingtaine d'armes modernes. Vendredi, jour du massacre, cinq bombes puissantes ont été déchargées sur le grand barrage Vicar dans la même ville. La police a été placée en état d'alerte générale dans le centre et le sud de Sri-Lanka pour parer à toute opération éventuelle du JVJ.

Le renforcement de l'armée

Pour revenir à la tuerie du vendredi saint, personne ne voit très bien pourquoi les Tigres, qui luttent depuis quatre ans pour établir un Etat tamoul indépendant dans le nord et l'est de l'île, auraient décidé de frapper aussi brutalement ce moment. Les massacres et représailles qui ensanglantent Sri-Lanka depuis les programmes antitamouls de 1983, et qui ont déjà fait environ huit mille morts, répondent généralement à des situations précises. Or aucun massacre de civils tamouls, aucun bombardement d'averture de leurs régions, ne semble avoir été perpétré par les forces gouvernementales ces derniers jours.

Le mouvement, qui a virtuellement éliminé armes à la main tous ses rivaux dans son bastion de Jaffna, au nord de l'île, apparaît certes dans une situation assez précaire pour tenter une manœuvre de diversion dans l'Est de manière à alléger la pression militaire subie dans le Nord.

Depuis plusieurs mois maintenant, il paraît en effet que l'armée sri-lankaise, mieux entraînée et plus disciplinée qu'elle ne l'a jamais été, est en mesure de reprendre aux Tigres le contrôle de la ville et de la péninsule de Jaffna. Cette « opération finale » ne pourrait cependant réussir qu'au prix d'un énorme massacre parmi une population civile d'un million de personnes dans laquelle les rebelles évoluent comme des poissons dans l'eau. Jusqu'ici, pour des raisons selon lui « humanitaires », peut-être surtout, parce qu'il craint d'éventuelles réactions indiennes, le président Jayewardene s'est refusé à donner l'ordre de l'assaut général. La tuerie du vendredi saint pourrait bien l'inciter à changer d'avis.

PATRICE CLAUDE.

(1) Les Tamouls représentent environ 10 % de la population sri-lankaise, et les Cinghalais 70 %.

VIETNAM

Election d'une nouvelle Assemblée nationale

HANOI (AFP). - La population vietnamienne est appelée à élire, dimanche 19 avril, quelque 500 députés, dont la première tâche sera de nommer un nouveau président du Conseil d'Etat et un nouveau premier ministre, lors de la session de la nouvelle Assemblée nationale, en juin prochain. Contrairement aux précédentes élections législatives d'avril 1981, quand le nombre de candidats (613) n'avait été que légèrement supérieur au nombre de sièges (496), les électeurs auront cette fois le choix entre pratiquement deux candidats pour chaque siège de député; 829 personnes, parmi lesquelles 187 femmes (22 %), sont en effet inscrites sur les listes électorales, pour un total de 496 sièges de députés, à l'indépendance de l'agence vietnamienne d'information VNA. Le nombre des circonscriptions est passé de 93 à 167.

En janvier, le bureau politique du PC a précisé que les candidats à la députation devaient être âgés d'au moins dix-huit ans, être fidèles à la patrie et au socialisme, avoir remporté des succès dans le travail ou dans le combat (contre les Français,

les Américains ou les Chinois) et faire preuve d'un « esprit nouveau » (mot d'ordre du sixième congrès du parti en décembre 1986). La directive du bureau politique a ajouté que les députés trop vieux ou trop faibles sont « autorisés » à se reposer, en façon peu élégante de leur conseiller de laisser la place aux jeunes.

Parmi les 13 membres à part entière du bureau politique, seul Tran Xuan Bach (numéro dix) ne se présente pas à la députation. L'actuel président du Conseil d'Etat, M. Truong Chinh (quatre-vingt ans) et le chef du gouvernement, M. Phan Van Dong (quatre-vingt-un ans) ont annoncé en décembre dernier, lors du sixième congrès du PCV, qu'ils abandonneraient toutes leurs responsabilités et ne sont d'ailleurs pas candidats. Parmi les personnalités connues, trois généraux disparaissent des listes électorales : il s'agit du général Vo Nguyen Giap, du général Van Tien Dung, « le vainqueur de Saigon », ex-ministre de la défense écarté du bureau politique, et du général Chu Huy Man, ex-directeur du département de politique générale de l'armée, exclu du bureau politique et du comité central en décembre.

● CAMBODGE : manifestation à Paris à la mémoire des victimes des Khmers rouges. - Plusieurs centaines de réfugiés cambodgiens se sont réunis, vendredi 17 avril, dans la soirée à Paris, pour une célébration religieuse à la mémoire des victimes des Khmers rouges et de l'invasion vietnamienne. Les participants se sont réunis sur la terrasse de Chaillot derrière deux faux cercueils portant respectivement les inscriptions « Victime des Khmers rouges » et « Victime des Vietnamiens ». Munis de flambeaux et regroupés derrière des pancartes proclamant notamment « ni Khmers rouges ni Vietnamiens », ils se sont ensuite rendus sous la tour Eiffel, où l'office religieux a été célébré par des bonzes selon le rite bouddhiste.

● PAKISTAN : un avion afghan abattu. - L'avion pakistanaise a abattu, jeudi 16 avril, un avion de combat afghan au nord de la localité frontalière de Miran Shah (ouest du Pakistan), en territoire pakistanaise, a annoncé le ministère pakistanais de la défense. Le ministère n'a pas précisé le type d'appareil abattu.

L'agence Tass a confirmé l'incident, tout en affirmant que l'avion afghan avait été abattu « au-dessus du territoire afghan ».

CORÉE DU SUD

Nouvelles manifestations d'étudiants

Séoul. - De violents incidents ont opposé, vendredi 17 avril, plusieurs milliers d'étudiants sud-coréens à la police anti-émeutes. Les manifestants ont réclamé la démission du président Chun Doo Hwan et critiqué sa décision de repousser une réforme de la Constitution. Selon des témoins, trois mille étudiants de l'université de Corée ont attaqué plus d'un millier de policiers armés d'un coup de pierre et de cocktails Molotov, sans qu'il y ait eu d'arrestations ni de victimes.

Une agitation similaire a touché plusieurs universités du pays, à l'approche du jour anniversaire, dimanche, du soulèvement de Kwangju, en 1980, qui avait fait cent quatre-vingt-trois morts selon les autorités et beaucoup plus selon l'opposition.

Vendredi, la police a annoncé avoir perquisitionné dans cinquante-trois lycées et universités et saisi quelque deux mille deux cents objets, dont des pamphlets subversifs, des marteaux et des cocktails Molotov. Des milliers d'étudiants manifestent depuis lundi, jour où le président Chun, à la surprise générale, a renoncé à un projet de réforme constitutionnelle. - (Reuters.)

Diplomatie

Paris dans une situation embarrassante

(Suite de la première page.)

On observe d'ailleurs que les anciens ministres de la Défense, y compris socialistes, semblent plus proches des inquiétudes manifestées à ce sujet par leur successeur, M. Girard, que de l'approbation apportée par M. Mitterrand à la première vague de propositions de M. Gorbatchev, celles qu'il avait formulées le 28 février dernier en faveur du démantèlement des armes nucléaires.

Mais à l'Elysée même, on manœuvrait cette approbation en principe d'un certain nombre d'observations. La première est plutôt un rappel : il n'est toujours pas question, pour Paris - pas plus, d'ailleurs, que pour Londres - de laisser sa propre force de dissuasion nucléaire être prise en compte dans le futur grand marchandage Est-Ouest. La portée des missiles en question ne changeant, il n'y a rien à l'affaire : ces fusées appartiennent à un système central de dissuasion nucléaire, non aux armées, et ne pourraient, en cas d'agression en Europe, la France s'étant retirée du commandement militaire intégré et ayant fait choix d'une autre stratégie - celle de la dissuasion dite « du faible au fort ». - Il ne lui appartient évidemment pas d'exprimer des exigences à cet égard. Mais elle peut difficilement se désintéresser d'un tel débat.

Les limites du consensus

Or, dit-on à l'Elysée, il ne peut être question pour elle de cautionner une négociation dont le résultat pourrait être un affaiblissement de sa sécurité, ou de son autonomie de décision. Mais la France ne veut pas, dans le nouveau contexte diplomatique créé par les dernières propositions de M. Gorbatchev, laisser se creuser entre l'Allemagne et elle ce fossé d'incompréhension qui, si tôt qu'il s'agit du nucléaire, est toujours prompt à réapparaître, au moins au niveau de l'opinion publique. Une opinion dont, pour sa part,

M. Kohl peut difficilement ne pas tenir compte. En outre, elle souhaiterait éviter que le débat actuel ne compromette les chances de la réflexion qui s'annonce depuis quelque temps sur l'avenir d'une défense vraiment européenne, thème qui, quelque trente-trois ans après l'échec de la CED, a cessé d'être tabou, même si l'on n'est pas encore unanime quant à l'enceinte la plus appropriée pour l'examiner (Union de l'Europe occidentale ou CEE ?).

L'empressement mis par Paris à ne pas commenter officiellement les résultats des conversations de M. Shultz à Moscou, puis à Bruxelles avec ses alliés européens, indique en tout cas que, sur l'ensemble des questions soulevées par M. Gorbatchev - avec une habileté à laquelle on rend unanimement hommage - la discussion est loin d'être close entre l'Elysée, Matignon, le Quai d'Orsay et la Défense. Le mois dernier, devant la presse diplomatique, M. Mitterrand avait pris soin de réaffirmer que, en ces matières, le consensus était fort, la continuité des grands choix présidentiels assurée, et que la tradition de la V^e République faisait de lui, sur un tel terrain, le « patron » incontestable. A certains signes, il est permis de se demander aujourd'hui s'il est encore intact, et jusqu'où va exactement ce fameux consensus.

BERNARD BRIGOUDEX.

Selon le directeur de l'Agence américaine pour le contrôle des armements

M. Reagan « ne va pas sacrifier les intérêts des Européens » pour rencontrer M. Gorbatchev

Les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN répondront « ici à la fin du mois » aux propositions soviétiques sur les missiles nucléaires à portée intermédiaire, a déclaré, vendredi 17 avril, M. Kenneth Adelman, directeur de l'Agence américaine pour le contrôle des armements. Washington continuera de consulter ses partenaires au sein de l'alliance atlantique, a-t-il ajouté, et « le président Reagan ne va pas sacrifier les intérêts des Européens à seule fin d'avoir un sommet avec M. Gorbatchev ».

M. Allan Holmes, assistant du secrétaire d'Etat américain pour les questions politiques et militaires, a remis vendredi au gouvernement polonais une note concernant les conversations que M. Shultz avait eues à ce sujet à Moscou au début de la semaine. Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Bessmertnik, avait, la veille, informé les ambassadeurs des pays

socialistes en poste à Moscou de la teneur de ces mêmes entretiens.

L'agence Tass, d'autre part, s'en est prise vendredi aux gouvernements occidentaux, en particulier ceux de Londres, Paris et Bonn, qui « poussent un cri d'alarme chaque fois que l'URSS fait des propositions pour le désarmement nucléaire en Europe ». « Il semble, poursuit l'agence officielle soviétique, que chaque fois que l'URSS se rapproche un peu de la position des pays de l'OTAN sur le désarmement, les dirigeants occidentaux reculent d'un pas leurs propres propositions » et « déploient tous leurs efforts pour trouver de nouvelles prétextes afin de bloquer la situation politico-militaire sur le continent ». L'attitude de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne fédérale s'explique ainsi, selon Tass, par « leur attachement aux concepts anarchiques de la politique internationale de forces ». - (AFP, AP.)

Europe

ITALIE

Le gouvernement constitué par M. Fanfani comprend des démocrates-chrétiens et des personnalités apolitiques

ROME
de notre correspondant

En prêtant serment devant le chef de l'Etat, samedi 18 avril, le cabinet dirigé par M. Amintore Fanfani devient officiellement le quarante-neuvième gouvernement de l'Italie après-guerre. Le vieux leader démocrate-chrétien a mené l'affaire au pas de charge puisqu'il n'avait été présenté par le président Cossiga que trois jours plus tôt. Les ministres démocrate-chrétiens du précédent gouvernement ont été reconduits, sauf M. Forlani, qui abandonne la vice-présidence du conseil. M. Forlani était, en réalité, l'« interface » démocrate-chrétienne du premier ministre socialiste, M. Bettino Craxi, et ce poste n'a effectivement plus lieu d'être sous M. Fanfani.

Un seul des membres de la précédente équipe change de portefeuille : M. Remo Gaspari passe de la fonction publique au ministère de la Défense, laissé vacant par le républicain M. Giovanni Spadolini. M. Giulio Andreotti garde donc les affaires étrangères, qu'il cumule avec la politique communautaire : le nouveau cabinet, avec vingt-cinq ministres, est en effet un peu « restreint » par rapport au précédent, qui en comptait trente. M. Giovanni Forlani ajoute ainsi le budget au Trésor, qu'il avait déjà, et M. Giuseppe Zamberletti prend les travaux publics, outre la protection civile.

La nouveauté est l'arrivée aux affaires, fût-ce pour très peu de temps, de neuf personnalités n'appartenant à aucun parti - même si les préférences de tel ou tel d'entre elles sont connues. Un

ancien président de la Cour constitutionnelle, Mario Di Lazzaro, est chargé de la fonction publique et des affaires régionales; trois hauts fonctionnaires fort connus sont dans la même catégorie : MM. Mario Sarcinelli, directeur du Trésor (commerce extérieur), Franco Piga, président de la Commission de surveillance des opérations de Bourse (industrie), et M. Gaetano Citroni, secrétaire général du Sénat (relations avec le Parlement).

Les cinq autres « non-politiques » sont des professeurs d'université ou des juristes de quelque renom : MM. Giuseppe Guarino aux

finances, Giovanni Tavagnini aux transports, Mario Di Lazzaro au tourisme, Mario Pava à l'environnement et Ermanno Gorrieri au travail.

M. Fanfani a annoncé qu'il se présenterait devant la Chambre des députés dès le lundi de Pâques, ce qui en Italie est tout à fait insolite, ou au plus tard mardi matin 21 avril - et ce alors que le Parti républicain eut à ce sujet le lendemain, - une circonstance qui, d'ordinaire, suspend la vie politique de la péninsule.

Le débat promet d'être très polémique. Les autres formations cen-

dent bien, en effet, faire payer à la DC le fait qu'elle ait finalement opté contre la tenue des référendums sur le nucléaire et la justice prévus pour le 14 juin, pour une voie conduisant très certainement à la dissolution anticipée des Chambres. M. Craxi a reproché, le 17, au président de la République d'avoir favorisé cette issue à la crise qui, selon lui, « viole la lettre et l'esprit de la Constitution ». M. Cossiga a déclaré se « stupé » face à une accusation qui « ne prend pas en compte la façon dont s'est déroulée la crise ».

JEAN-PIERRE CLERC.

POLOGNE

M. Walesa irremplaçable aux chantiers Lénine ?

Invité en Italie par les dirigeants des trois grandes centrales syndicales de la péninsule, M. Lech Walesa, président de Solidarność, avait décidé d'entreprendre des démarches pour obtenir l'autorisation de sortir de Pologne pour la première fois depuis 1981.

La première « formalité » était une demande de congé auprès du chantier naval Lénine de Gdansk, où il travaille comme électricien. Au bout de quinze jours d'attente, la réponse est venue - négative, - ce qui met M. Walesa dans l'impossibilité de déposer une demande de passeport.

La présence de M. Walesa aux chantiers (plus de dix mille

ouvriers) est indispensable compte tenu des besoins du service. Prenant au mot l'argument de la direction, la CFIC vient de proposer, vendredi 17 avril, d'envoyer son secrétaire général adjoint, M. Guy Drilleaud, pour remplacer M. Walesa pendant son absence. M. Drilleaud n'est-il pas lui-même électricien...

Pourtant, si les autorités polonaises semblent toujours hésiter à permettre à M. Walesa de voyager - et donc de faire parler de Solidarité en Occident, - elles semblent avoir légèrement changé de comportement à son égard. Les articles où il était tourné en dérision ou violemment attaqué ont disparu de la presse.

A l'inverse, un court texte signé de son nom (consacré aux préparatifs de la visite du pape) - pour la première fois depuis le 13 décembre 1981 - est autorisé à paraître dans un journal catholique indépendant. Et un projet d'amélioration technique élaboré par l'électricien Walesa - qui ne s'est jamais désintéressé de son métier - va être présenté par les chantiers Lénine à une réunion nationale consacrée à la rationalisation technique. Peut-être M. Walesa est-il réellement irremplaçable aux chantiers.

J. K.

1250

Journal de l'ISO

matie

ation embarrassante

Politique

Le Monde • Dimanche 19-Lundi 20 avril 1987 5

La visite du premier ministre en Guyane

M. Chirac souhaite une meilleure insertion économique des DOM dans la Communauté européenne

M. Jacques Chirac est arrivé à Cayenne, pour une visite de quarante-huit heures, le vendredi 17 avril. Samedi matin, le premier ministre s'est entretenu successivement avec M. Gérard Holder, (PS guyanais) maire de Cayenne puis avec l'évêque, Mgr François Morvan, enfin avec M. Elie Castor, (PSG) président du conseil général. M. Chirac s'est adressé ensuite aux élus et aux responsables socio-professionnels du département, réunis au conseil général.

L'essentiel du propos de M. Chirac a porté tout d'abord sur l'importance de l'ouverture du marché unique européen en 1992 pour les départements et territoires français d'outre-mer. « Non loin d'ici, a-t-il dit, dans la Caraïbe, l'initiative du président des Etats-Unis a ouvert le vaste marché américain aux productions régionales. Il appartient à la France, responsable de ses départements d'outre-mer d'être le trait d'union entre cette région du continent américain et l'Europe ».

Pour M. Chirac, il s'agit d'obtenir que les DOM voient « simultanément comble leur handicap, prise en compte leur spécificité et reconstruire l'atout qu'ils constitueront demain pour l'Europe ». S'agissant de la Guyane, le premier ministre a souligné l'importance du programme spatial européen dont la base de tir se trouve à Kourou. Ce qui est en jeu dans ce programme - a-t-il dit - c'est « l'indépendance de la France ».

Le développement du programme spatial

M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, a déposé à Bruxelles un mémorandum pour une meilleure insertion des DOM dans la Communauté économique européenne. Le premier ministre a annoncé que M. Pons conduira, les 4 et 5 juin prochains à Bruxelles, « une vaste délégation représentative de toutes les forces économiques, sociales et institutionnelles de l'outre-mer français pour un grand rendez-vous avec l'Europe ».

CAYENNE de notre envoyé spécial

M. Chirac a notamment annoncé des mesures en faveur de l'agriculture guyanaise qui connaît de graves difficultés de trésorerie. En particulier l'octobre 1987 des prêts à long terme pour les exploitations saines sera reportée. M. Chirac a évoqué ensuite les problèmes d'emploi que connaît le département où le taux de chômage est de 15 % de la population active.

Il a souligné que les frontières « sont désormais mieux contrôlées » et que les entrées des travailleurs étrangers en Guyane, qui augmentaient de 30 % chaque année, ont diminué de 13 % en 1986. A ce propos, il a indiqué que le gouvernement entend créer, dans les plus brefs délais, les conditions d'un retour au Suriname des sept mille sept cents réfugiés de ce pays qui se sont installés en Guyane.

Le premier ministre a évoqué ensuite les différentes mesures de soutien à l'économie des DOM inscrites dans la loi-programme adoptée l'hiver dernier. Sur le plan social, il a indiqué que la condition d'activité professionnelle pour l'octroi de prestations familiales sera supprimée et que ces prestations seront destinées aux employés et aux travailleurs indépendants.

L'UDF et le RPR présenteront des listes d'union à Marseille pour les élections de 1989

MARSEILLE de notre correspondant régional

Ni M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, ni M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, ni aucune autre personnalité nationale du RPR ne seront candidats à la mairie de Marseille aux élections de 1989.

Les rumeurs qui avaient pu courir à ce sujet ont été démenties, le vendredi 17 avril, au cours d'une conférence de presse donnée, à Marseille, par M. Maurice Toga, secrétaire départemental du RPR et député des Bouches-du-Rhône. M. Toga a toutefois précisé que M. Aurillac, ancien préfet des Bouches-du-Rhône, serait vraisemblablement désigné comme coordonnateur de la campagne pour l'élection présidentielle en 1988 dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le secrétaire départemental du RPR a également indiqué que des listes d'union UDF-RPR dirigées par M. Jean-Claude Gaudin, député PR des Bouches-du-Rhône, et lui-même seraient présentées dès le premier tour, en 1989, dans tous les secteurs de Marseille. « Les électeurs le souhaitent, les militants également. Cette union, sans faille, a ajouté M. Toga, sera une très grande réponse au problème du Front national ».

Il était, en fait, difficile d'imaginer la candidature d'une personnalité nationale du RPR dans un département où le rapport de forces est largement favorable à l'UDF et où M. Gaudin s'est imposé comme le leader naturel de la majorité. Le principal souci du RPR dans les Bouches-du-Rhône est, au demeu-

rant, de stopper l'hémorragie constante de ses adhérents et de ses électeurs depuis 1978. Cette déperdition l'a fait passer, en 1986, au-dessous de la barre des 10 % des suffrages exprimés (7,63 % à Marseille).

Selon M. Toga, l'appareil fédéral est « enfilé en ordre de marche » et les querelles de personnes qui avaient miné le mouvement sont désormais surmontées. L'objectif du parti de M. Chirac est de doubler le nombre de ses adhérents, qui est actuellement de quatre mille cinq cents. Confronté dans ses fonctions par M. Jacques Toubon, le secrétaire départemental du RPR, il a cependant lancé un avertissement : « à ceux qui voudraient continuer à jouer un jeu totalement personnel ».

Cet avertissement visait M. Hyacinthe Sautou, ancien député, qui, depuis plusieurs mois, mène un combat solitaire en marge de la fédération, et M. Robert Villani, conseiller général, dont le flirt avec le Front national est devenu public. M. Toga a laissé entendre que M. Sautou ne serait pas reconduit dans ses fonctions de membre du comité central et du bureau politique du RPR.

et de l'Europe » mais aussi « le maintien de notre niveau scientifique qui conditionne, par les innombrables retombées des progrès technologiques, la compétitivité de notre industrie et donc la création d'un grand nombre d'emplois ».

Le premier ministre a indiqué que le gouvernement entend assurer les investissements d'accompagnement qui impliquent le développement du programme spatial. Il s'agit notamment de la déviation de la route nationale 1 qui coûtera près de 250 millions de francs d'ici à sa mise en service en 1991 et dont le premier ministre a indiqué que la tranchée de travaux 1987 sera financée comme prévu. Il s'agit aussi du développement de la ville de Kourou pour lequel le fonds interministériel d'aménagement du territoire versera cette année 20 millions de francs. Il s'agit enfin de l'équipement hospitalier de la ville, qui doit être adapté et modernisé.

Le premier ministre a souligné que le centre spatial de Kourou constitue aussi un atout pour la formation des jeunes Guyanais. Il a confirmé qu'un établissement universitaire de formation technologique supérieure sera implanté dans le département « en tenant compte à la fois du support et du décloisonnement du centre spatial ». MM. Chirac et Pons devaient visiter samedi, en compagnie de M. André Girard, ministre de la défense, le centre spatial de Kourou.

PATRICK JARREAU.

EN BREF

● Le FLNKS répond à M. Chirac. — Le FLNKS souhaite toujours l'instauration d'un dialogue avec le gouvernement, par l'intermédiaire d'un médiateur désigné par le premier ministre et le président de la République, mais exclut toute discussion sur le problème calédonien avec le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, a déclaré vendredi 17 avril, à Nouméa le « numéro deux » du FLNKS, M. Yewiné Yewiné.

Commentant les propos de M. Jacques Chirac, qui a émis le vœu d'une « reprise du dialogue », volontairement interrompu par le FLNKS, M. Yewiné a réaffirmé qu'« aucune négociation n'avait jamais été engagée ».

« Le bureau politique du FLNKS a demandé en décembre que M. Pons soit désestabilisé du dossier calédonien en raison de sa partialité. Nous restons sur nos positions ».

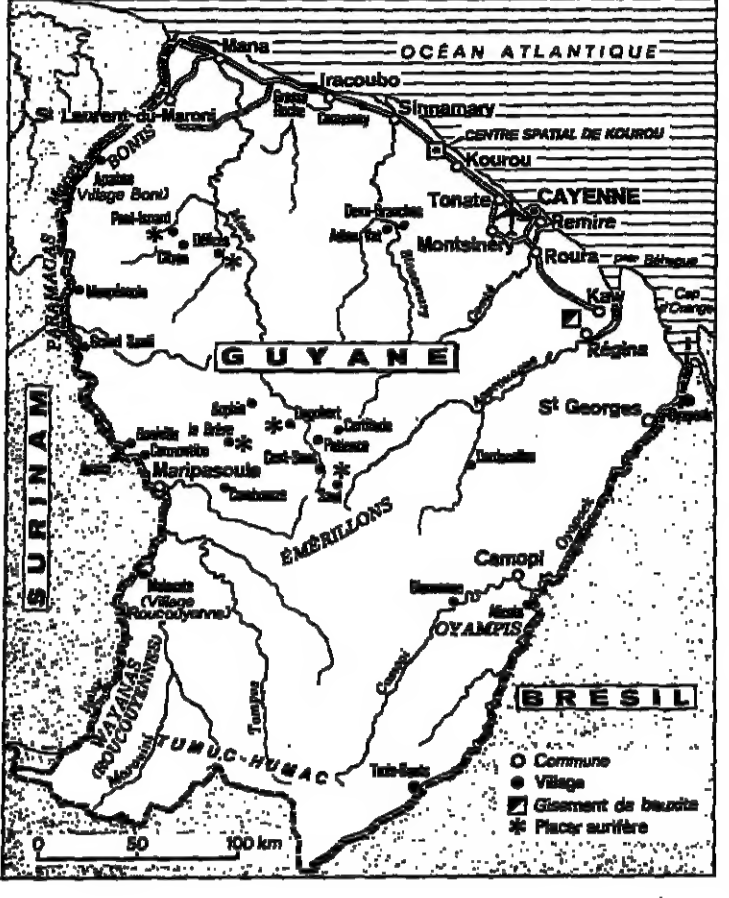
● Sondage de l'Humanité Dimanche sur le désarmement. — Selon un sondage IFOP réalisé pour l'Humanité Dimanche du 17 avril, 85 % des personnes interrogées estiment que la France doit participer activement aux discussions sur le désarmement et 55 % souhaitent qu'elle ne se lance pas dans « la fabrication d'armes nouvelles ».

Si un Français sur deux sait que « l'Union soviétique a décidé de cesser la production d'armes chimiques et propose de détruire celles qui existent », huit sur dix pensent que « les autres pays devraient faire de même ». Enfin, 33 % des personnes interrogées ont répondu que les propositions de M. Gorbatchev en matière de dénucléarisation de l'Europe sont « une opération de propagande », 44 % que c'est « une chance à saisir » et 23 % ne se prononcent pas. Ce sondage a été effectué, par téléphone, les 13 et 14 avril, auprès d'un échantillon représentatif de 793 personnes.

(Suite de la première page.)

L'épopée devait déboucher sur trois chantiers de défrichement de 300 000 hectares chacun, fournissant en bois de pâte à papier trois puissantes usines et offrant à l'élevage 300 000 hectares. Echec sur toute la ligne.

Sur le plateau de Nancibo, à 40 kilomètres de Cayenne, les 1 500 hectares défrichés à grands frais (150 millions de francs) sont devenus une dalle de latérite où végètent les bovins importés du Honduras. Pas une tonne de pâte à



Un pays de mirages

qu'en pirogue, à la bonne saison, — l'exploitation consiste d'abord à construire des routes, qui absorbent 60 % de l'investissement. Une « pénitence » capable de supporter les camions grumiers coûte en moyenne 250 000 F du kilomètre. Une simple piste de débarquement revient de 50 000 F à 150 000 F selon le terrain, toujours accidenté sur le plateau guyanais.

Une loi-programme du 31 décembre 1986 a débouqué 15 millions de francs pour financer l'accès à la ressource. L'Etat verse donc 35 000 F du kilomètre à l'exploitant pour faire des pénétrantes. Il ne perçoit en retour qu'un droit d'exploitation de 1 F par hectare et par an, et 10 F par mètre cube de bois sorti de la forêt (en qualité n° 1). Comment s'explique, dans ces conditions, que l'ONF soit déficitaire en Guyane, comme dans nos départements improductifs de forêt méditerranéenne ?

Vitrine ou jouet coûteux ?

Si, encore, les exploitants faisaient des bénéfices... Très peu y arrivent. L'un des arbres les plus courants de la forêt guyanaise, le wapa (20 % du massif), présente l'inconvénient majeur d'éclater à l'abattage, et même au repos dans son parc, sous l'effet du soleil. Les deux tiers des wapas abattus ne sont pas sortis de forêt et, en bout de chaîne, on constate « un rendement d'environ 5 % », comme le précise M. Claude Barbier, directeur du Centre technique forestier tropical (CTFT). On en vient maintenant à cuire les grumes à l'étuve pour les amollir avant le tranchage !

Résultat : 80 000 mètres cubes de bois sortis en 1986, pour quelque 200 000 hectares concédés. Une misère, si l'on compare ce résultat à un district de France-Comté où 32 000 hectares fournissent 300 000 mètres cubes ! On en arrive ainsi à ce paradoxe que les seigneurs guyanais (une trentaine) manquent de bois et que l'on vend du bois métropolitain dans les grandes surfaces de Cayenne ou de Kourou !

Et voici maintenant que la seule initiative pour aider les seigneurs, une centrale thermique à bois construite à Degrad-des-Cannes, qui doit démarrer le 15 mai prochain, voit déjà son avenir compromis par un projet de barrage EDF à Petit-Saut, sur la Sinnamary (vers 1995) ! Ce prototype de centrale à gazogène, censé être « une vitrine pour l'Amérique du Sud », risque de devenir un jouet coûteux dont l'approvisionnement n'est même pas assuré.

Le conseil général de Guyane reproduit à la lettre les erreurs de la métropole du type Concorde ou Superpôle.

Si l'on songe que, malgré ces handicaps, le bois est le deuxième poste d'exportation de la Guyane (mais c'est surtout vers les Antilles françaises...), on mesure la faiblesse de l'économie guyanaise. Dans ce département sans industrie, on ne compte plus maintenant que sur trois ressources : la pêche, la riziculture et le tourisme.

La pêche en mer, axée d'abord sur la crevette, est devenue le pro-

mier poste d'exportation. Elle va être renforcée par l'élevage de la crevette d'eau douce ou « chevrete », dont la Guyane produit déjà 35 tonnes par an (dont 20 tonnes consommées sur place). A Cacao, les Himongs — montagnards des hauts plateaux du Laos — s'apprennent à exploiter 14 hectares de bassins alimentés par la rivière Comté. Plus en aval, les frères Magnan sont en train d'achever trente-quatre bassins (27 ha) avec une écloserie. Ils escomptent 2,5 tonnes de chevrettes par hectare et par an.

Un corps étranger

Quant au riz irrigué, introduit après la révolution de 1982 au Suriname par deux citoyens de ce pays (l'un Hollandais, l'autre Indien), il constitue aujourd'hui le seul espoir de l'agriculture guyanaise. « Faute de main-d'œuvre à bon marché », explique M. Jean-Yves Praquin, directeur de l'Agence CIRAD, on se rabat sur le riz irrigué. Hormis les labours et la récolte, qui obligent le tracteur à entrer dans la rizière, tout se fait par avion : semences, engrais, pesticides, etc. »

Dans les marais de la Savane Sarcelles, 3 500 hectares sont en cours d'aménagement (25 millions d'investissement) et 3 500 autres sont prévus. Avec 2 000 hectares déjà exploités, la Guyane est auto-suffisante en riz. Certains s'interrogent cependant sur l'avenir commercial de cette culture, à 8 000 kilomètres de l'Europe. A moins d'un effondrement complet de l'économie surinamaïenne.

Le tourisme, pour l'instant, reste le fait de quelques amateurs d'« enfer vert » et de gens ayant de la famille en Guyane. Le littoral, envahi par les boues de l'Amazonie, interdit pratiquement toute baignade en mer — sauf aux îles du Salut, à 15 kilomètres au large. Restent la remontée des fleuves en pirogue avec incursions dans la forêt, la pêche, la chasse et la rituelle visite aux villages indiens.

Les autorités misent beaucoup sur le rallye motoassautique de TSO (Thierry Sabine Organisation), en septembre prochain, pour « promouvoir l'image de la Guyane », selon le préfet, M. Jacques Desvignes. Mais nul ne sait encore si les troubles au Suriname permettront aux concurrents de remonter le Maroni. On mise donc sur l'ouverture, dans l'ancien « camp de transportation » de Saint-Laurent-du-Maroni, d'un village du Club Méditerranée — le premier coup de pioche est prévu pour juillet. Encore des millions pour un « grand chantier » dont on ne connaît pas la rentabilité.

Avec son climat équatorial, la Guyane voit constamment s'écouler de grands projets sans lendemain. Seule la base de lancement des fusées Ariane de Kourou (Centre spatial guyanais ou CSG) apparaît comme une « success story » dans une longue liste de déboires. Mais c'est une initiative purement métropolitaine, et même européenne. Les Guyanais, qui conservent pourtant 70 % des rémunérations versées par le CSG, ne peuvent pas ne pas la considérer comme un corps étranger.

ROGER CANS.

Une mosaïque

Avec à peine plus de quatre-vingt mille habitants — la population de la Lozère — la Guyane offre une extraordinaire diversité ethnique. Aux quelques milliers d'Amérindiens qui subsistent au bord des fleuves sont venus s'ajouter des Européens (les métros), des Africains, retournés à la forêt après avoir fui les plantations (les bonis) ou restés avec les Blancs (les créoles).

A ces Guyanais, citoyens français à part entière, sont venus s'ajouter ces dernières années quelque trente mille immigrants d'origines diverses : Himongs du Laos, arrivés en 1976 et 1979 (environ mille deux cents, répartis en deux communautés), qui acquièrent progressivement la nationalité française — plusieurs centaines en ont profité pour gagner l'Hexagone ; Haïtiens (environ dix-huit mille), que les autorités incitent à rentrer au pays avec une aide au retour ; Brésiliens, qui franchissent sans contrôle l'Oyapock mais ne restent, en général, que deux ou trois ans ; Chinois, qui ont la haute main sur le commerce de détail ; Surinamais de diverses ethnies (surtout Amérindiens et Noirs « bosch »), qui sont actuellement sept mille sept cents en territoire français.

L'Etat dépense 6 millions de francs par mois pour les nourrir, les soigner et, pour la moitié d'entre eux, les héberger. Quoi-

que stoppé maintenant, cet afflux de réfugiés pose un problème à l'autorité locale, car ni la France, ni les Pays-Bas, ni le Suriname, ni les Guyanais n'en veulent. Et la guerre civile au Suriname peut s'étendre.

Une délégation de chefs coutumiers du haut Maroni surinamaïen, le Tapanahoni, viennent de demander au préfet de Guyane de nourrir leur population en détresse, soit environ huit mille personnes supplémentaires ! Les 2 et 3 avril derniers, des négociations tripartites ont eu lieu à Cayenne entre la France, le Suriname et une délégation de réfugiés surinamais pour tenter de trouver une solution.

La France veut éviter la pérennisation sur son sol des camps de réfugiés, baptisés « centres d'accueil pour personnes déplacées ». Elle souhaite, en accord avec le gouvernement de Paramaribo, trouver au Suriname des sites de rapatriement qui seraient gérés par les instances internationales.

Paradoxalement, dans ce département qui manque beaucoup de main-d'œuvre et où les immigrants occupent la plupart des postes de production, la France se voit obligée d'expulser les étrangers (cinquante en 1982, mille en 1986).

R. C.

HOLOGRAMA
LE MONDE EN 3 DIMENSIONS

CREATION - MARKETING
20, passage de la borne grise
75011 PARIS - 4700 28 38

Société

De Bayonne à Lisbonne et à Bilbao

La piste du GAL

Ménée par un juge d'instruction de Bayonne, une enquête sur un attentat contre des réfugiés basques à Saint-Jean-de-Luz se développe au Portugal et en Espagne. Dans leurs déclarations, plusieurs inculpés portugais ont mis en cause des policiers espagnols et fait apparaître ainsi les relations qu'ils entretenaient avec des commandos du GAL.

BAYONNE
de notre correspondant

Le 13 février 1986, trois hommes faisaient feu sur des consommateurs du bar La Consolation à Saint-Jean-de-Luz. Malgré de graves blessures, M. Ramon Barzant, qui avait déjà perdu un œil lors d'un précédent attentat, réussissait à survivre. Pour suivi par un passant, l'un des membres du commando, M. Paulo Figueiredo, était intercepté au moment de monter dans un train à destination de l'Espagne. Les informations recueillies au cours des interrogatoires par le juge d'instruction de Bayonne, M. Christophe Seyn, débouchaient sur l'arrestation au Portugal de trois citoyens lusitaniens, MM. Mario Correia da Cunha, Rogério da Silva, Antonio George Ferreira, et d'un Français, M. Jean-Philippe Labade.

Celui-ci avait été arrêté en 1984 par la police française, à la suite d'un attentat du GAL, puis libéré six mois plus tard par M. Michel Svahn, président de la chambre

d'accusation de Pan. M. Labade était, depuis, l'objet de plusieurs mandats d'arrêt, étant considéré par les enquêteurs français comme un des dirigeants du GAL, et Paris adressait à Lisbonne une demande en vue de son extradition.

Inculpés par M. Antonio Castelo, juge à Lisbonne, de participation à bande armée, les trois malheureux portugais ont avoué avoir été recrutés par deux Espagnols au terme d'un dîner auquel ils avaient été conviés le 31 janvier 1986 à Lisbonne. L'enquête a permis d'établir que l'addition du repas avait été réglée par une carte de crédit Visa appartenant à M. José Amedo Fouve, commissaire adjoint des renseignements généraux de Bilbao. D'autre part, le portrait-robot établi à partir des informations données par les inculpés correspond au physique du policier espagnol. La même carte de crédit a servi à régler les deux chambres occupées à l'hôtel Ritz de Lisbonne par MM. José Amedo, Mario Correia et Jean-Philippe Labade et par une autre policier espagnol, dont l'identité n'a pu être établie à ce jour.

Les deux fonctionnaires espagnols n'auraient pas fait mystère, selon les inculpés, de leur qualité (*le Monde* du 16 mars 1986). Ils auraient même présenté leur carte de police à deux reprises lors d'un contrôle routier dans le centre de Lisbonne, puis à la frontière hispano-portugaise, afin de faciliter le passage d'un des membres du commando qui était dépourvu de papiers d'identité.

Convaincu comme témoin par le juge d'instruction de Bilbao enquê-

tant sur le meurtre d'un dirigeant nationaliste basque, le commissaire Amedo, après un premier refus, a déferé à la citation, sur injonction de ses supérieurs. Mais il n'a pas voulu répondre aux questions concernant sa présence au Portugal, invoquant pour cela le secret professionnel. Un silence considéré comme suspect par le juge d'instruction de Bayonne, qui a l'intention d'entendre prochainement M. José Amedo.

«Droit de suite»

Depuis 1978, les services de police espagnols ont souvent exercé un «droit de suite» contre des membres présumés de l'ETA, soit directement soit par l'intermédiaire d'anciens membres de l'OAS ou de malfaiteurs recrutés dans le «milieu» français.

En décembre 1980, le commissaire Manuel Ballesteros, chef de la lutte anti-terroriste en Espagne, avait donné l'ordre de libérer trois hommes qui, quelques minutes après le meurtre de deux consommateurs dans un bar d'Henriette, avaient été forcés de contrôler frontalier pour se réfugier auprès de la police espagnole. Plusieurs fois cité à comparaître comme témoin par un juge bayonnais, il ne s'était jamais présenté. Refusant de révéler l'identité des tuteurs, il avait été condamné par le tribunal de Saint-Sébastien à trois ans de mise à pied, puis relâché par le Tribunal suprême de Madrid après lequel il avait interjeté appel.

En mars 1981, après une fusillade survenue à Saint-Jean-de-Luz, la

gendarmerie découvrait dans la voiture abandonnée par le commando deux pistolets 9 millimètres achetés aux États-Unis par des policiers en poste à Bilbao.

En octobre 1983, quatre policiers espagnols appartenant au même commissariat étaient arrêtés à Hendaye alors qu'ils tentaient d'enlever un réfugié basque. Un mois plus tard, un légionnaire français, M. Pedro Sanchez, était intercepté à la frontière espagnole quelques minutes après l'enlèvement à Hendaye d'un représentant de commerce, rapt revendiqué par le GAL : on découvrait sur lui le numéro de téléphone personnel du commissaire principal de Bilbao, M. Francisco Alvarez, accusé au cours du «Magazine» d'Antenne 2 du 10 avril 1986 d'être un des fondateurs du GAL. D'autre part, M. Mohan Talbi, incarcéré à Bayonne pour sa participation à deux attentats du GAL, a affirmé au cours de l'instruction avoir rencontré, fin 1982, un chef de la police de Bilbao dans un hôtel de cette ville.

Enfin, en juin 1984, des enquêteurs de la PJ de Bayonne qui «filent» M. Jean-Philippe Labade assistent de loin à une rencontre à la frontière, dans les environs d'Henriette entre le suspect et des hommes descendus d'une voiture immatriculée à Bilbao. Après une longue enquête, il était apparu que le véhicule appartenait à la brigade anti-terroriste de Bilbao (*le Monde* du 9 mai 1985).

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

A la cour d'assises de Seine-Maritime

Roger Knobelspiess est condamné à sept ans de réclusion criminelle

Après quatre heures de délibéré, vendredi 17 avril, la cour d'assises de Seine-Maritime a condamné Roger Knobelspiess à sept ans de réclusion criminelle, le déclarant coupable notamment de rébellion avec résistance et voie de fait envers des forces de l'ordre, lors de la fusillade d'Elbeuf du 23 septembre 1982.

Michel Baron, ami de Roger Knobelspiess, un garagiste de trente-neuf ans, a été condamné à huit ans de réclusion et Jacques Knobelspiess, trente-trois ans, frère de Roger, à quatre ans de prison.

L'avocat général, M. Roger Tacheau, avait requis une peine de douze ans contre Michel Baron, de cinq à sept ans contre Roger Knobelspiess et de trente mois de prison contre son frère.

A l'annonce du verdict, Roger Knobelspiess a crié : «Mais c'est injuste». Au fond de la salle d'audience occupée principalement par des policiers, quelques inspecteurs ont manifesté une discrète satisfaction.

Fait exceptionnel, le président de la cour, M. Marcel Vandeville, a autorisé Roger Knobelspiess à plaider lui-même. Sur un ton calme, parfois pathétique, l'accusé, qui a quarante ans et déjà passé près de vingt ans de sa vie en prison, s'est

affirmé comme un homme «blessé et malade».

Intervenant avant ses deux avocats, l'auteur de QHS (quartiers de haute sécurité) ne s'est adressé qu'aux jurés, «qui forment la conscience humaine mais qui sont aussi les geoliers des accusés : après le verdict, vous retourneriez dans vos maisons et moi dans ma cage. Mes vingt ans de prison, cela a été vingt ans sans l'odeur d'une femme, vingt ans sans le regard d'un enfant, vingt ans de déchéance et de mort lente...». «J'ai un alibi, il est irréfutable, et contre moi il n'y a que des témoins de mauvaise foi, quels se trouvent derrière les policiers...». On dit que j'ai été abandonné par les intellectuels, cela n'est pas vrai, je suis là, l'existence n'espère ne plus avoir besoin des intellectuels pour me faire entendre.

Les défenseurs de Roger Knobelspiess, M. Henri Leclerc et M. Thierry Lévy, ont plaidé l'acquiescement. «Il n'y a pas d'autre solution», a affirmé M. Leclerc. «Tant pis si vous l'acquiessez, tant pis, il le faut», a ajouté, pour sa part, M. Lévy.

Les avocats des autres accusés ont eux aussi réclamé l'acquiescement pour leurs clients qui ont toujours plaidé non coupable.

Témoignage

La gendarmerie n'est plus ce qu'elle était

Après la mise à l'écart du directeur de la gendarmerie nationale (*le Monde* du 1^{er} avril) et les accusations portées contre la brigade de Vitry-aux-loges (Loiret) lors de l'arrestation des membres de groupe Action directe, nous avons reçu le témoignage suivant du général (CR) Daniel Pothuot.

Maintenant beaucoup de zones, dites rurales, ont un peuplement assez dense et très particulier (cf. M. Mendras, directeur au CNRS, *la Fin des paysans. Vingt ans après*, PUF) alors qu'on paraît encore croire au «désert français». Il y a des résidences secondaires, des résidences principales dont les habitants vont travailler à la ville en faisant quelquefois de longs trajets ; des petites entreprises ; des caravanes ; des campings. Les exploitants agricoles restent assis sur leurs tracteurs ; quand ils rentrent au logis, c'est pour bricoler, s'occuper du syndicat, regarder la télé, etc. Chacun ignore la gendarmerie et veut qu'on lui fiche la paix. C'est son droit.

Les gendarmes eux-mêmes ne sont plus des paysans, ils sont surchargés : enquêtes administratives, délinquance courante, accidents de circulation, etc. Personne ne nie qu'ils travaillent en moyenne cinquante heures par semaine.

Quand on arrive à Paris un groupe de terroristes, est-ce qu'on incrimine le poste de police du coin ? Alors pourquoi les habitants de ces territoires qui ne sont pas réputés urbains seraient-ils soumis à une investigation généralisée (au nom du mépris du citoyen pour le «péquenot») ? Les gendarmes ne sont pas des espions officiels ; ce ne sont pas des Américains qui soulevaient les toits des maisons. S'ils le faisaient, ceux qui leur reprochent de ne pas savoir hurler à l'ennemi aux libertés et les accusateurs de rechercher le renseignement politique sous le couvert de celui de droit commun.

Autrefois, (suivant les ponts) les campagnes avaient des bourgs, des fermes isolées, elles étaient peuplées de familles d'agriculteurs implantées depuis longtemps ; les notables : maires, curés, etc. encadraient la population.

Les gendarmes, issus pour la plupart de la paysannerie, étaient à l'aise dans ce milieu ; ils circulaient

En Polynésie française

Une affaire d'héritage provoque des remous à Papeete

Une nouvelle «affaire» défraye la chronique polynésienne et, s'il ne s'agit pas, cette fois, d'une polémique politique, l'écho des remous qu'elle provoque vient néanmoins de parvenir jusqu'à l'Elysée, où un chargé de mission du président de la République a été saisi d'un dossier de plaideur mettant en cause directement un éminent notaire de Papeete, M. Marcel Lejeune, et indirectement le parquet général du territoire.

Dans une vieille querelle d'héritage qui a pris naissance il y a vingt-cinq ans, un entrepreneur polynésien, M. Charles Higgins, a en effet déposé, le 10 février dernier, une plainte avec constitution de partie civile dirigée contre le notaire de Papeete, qui l'accuse d'avoir contribué au détournement de la part d'une succession qui devait, selon lui, lui revenir après la mort, en 1961, de sa tante Mary-Ann Higgins et, en 1962, de son oncle Charles Brown-Petersen.

Selon cette plainte, M. Lejeune se serait rendu coupable de plusieurs manœuvres illicites puisqu'il aurait notamment occulté le contenu du testament et dissimulé, au détriment des héritiers de Mary-Ann Higgins, l'existence de dix-neuf legs particuliers ayant une valeur globale de près de 500 millions de francs, représentant environ la moi-

tié de la fortune laissée par ce couple de négociants riches.

Le notaire mis en cause réfute avec une véhémence indignée toutes les pibées versées au dossier par M. Charles Higgins et ses deux avocats, M. Jean-Claude Lollichon et Jean-Claude Gourva.

Cette querelle serait restée banale si la plainte déposée n'avait mis en évidence des divergences entre les appréciations du président du tribunal civil de Papeete et du juge d'instruction chargé de l'affaire, d'une part, et celles du procureur de la République, d'autre part.

Bien que le procureur ait estimé, le 6 mars, que la plainte n'était pas fondée et qu'il n'y avait pas lieu de prolonger l'instruction, le magistrat a, cependant, par une ordonnance du 1^{er} avril, de passer outre. Entre-temps, le président du tribunal civil avait fait placer sous séquestre l'étude et les biens du notaire qui s'était, jusqu'à présent, opposé avec succès à cette décision conservatoire. M. Lejeune avait vivement protesté en se déclarant victime «d'un acte de terrorisme judiciaire».

Le parquet général a fait appel de l'ordonnance rendue par le juge d'instruction. La chambre d'accusation doit se prononcer à ce sujet le mardi 21 avril.

C'est dans ce contexte que sont intervenues les démarches faites à Paris auprès de l'Elysée comme auprès du cabinet du ministre de la justice par les avocats de M. Charles Higgins, qui laissent entendre que la «cible» de leur client bénéficierait de «protections».

ALAIN ROLLAT.

Nouvelle inculpation pour un chauffeur de taxi meurtrier

Jean-Claude Bouland, cinquante-deux ans, le chauffeur de taxi parisien qui avait tué, le 13 février dernier à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), deux jeunes gens qui voulaient voyager sans payer leur course (*le Monde* daté 15-16 février), vient d'être inculpé de «coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort».

Il s'agit d'une nouvelle inculpation qui pourrait conduire le chauffeur de taxi devant la cour d'assises, alors que, conformément à la première inculpation d'homicide involontaire, celui-ci relevait du tribunal correctionnel.

Le juge d'instruction a pris sa décision après la reconstitution. Jean-Claude Bouland avait vidé le chargeur de son revolver 357-Magnum sur Jean-Luc Morvan, vingt-quatre ans, originaire de la Guadeloupe, et Djamel Abdalrazzak, dix-neuf ans, de nationalité pakistanaise. Après les faits, le chauffeur de taxi avait affirmé avoir été blessé au bras par le pistolet à gilet d'un des deux jeunes gens. Il avait ensuite avoué s'être blessé avec sa propre arme (*le Monde* du 17 février).

Bibliographie

Retour sur les prisons privées

Comme de juste, le projet de privatisation des prisons faisait l'objet d'études et de réflexions avancées. La faculté de droit d'Aix-Marseille fut la première, au mois de janvier, à organiser un colloque sur le sujet. Les actes de ce colloque paraissent aujourd'hui en librairie (1), un peu de suite à ceux du colloque gouvernemental, ce qui est domage, car il est rare que les universitaires entraînent, comme c'est le cas ici, d'éclairer ceux qui votent les lois ou ceux qui, simples citoyens, souhaitent se faire une opinion.

Certaines contributions gardent leur intérêt comme l'historique de la privatisation qui remonte, pour les jeunes détenus, à 1850 ou cette étude sur le travail en prison. Les autres contributions, généralement favorables à la privatisation, dénotent plus ou moins de clairvoyance. Ainsi M. Louis Favoren, professeur à l'université d'Aix-Marseille-III, conclut-il à la constitutionnalité d'un projet que M. Albin Chalandon n'a pas pris le risque, pour sa part, de soumettre au Conseil constitutionnel.

Opposé, sur ce point, à M. Favoren, M. Loïc Philip, professeur à la même université, déclare de manière prémonitrice : «Je n'arrive pas à comprendre comment cela coûte moins cher d'avoir recours à la gestion privée que d'avoir directement la responsabilité d'une opération. Il faut bien que quelqu'un paie et il faut bien que le secteur privé fasse des bénéfices».

Là réside la raison principale du revirement du garde des sceaux. A cet argument financier s'en est ajouté un autre, bien perçu par les participants à ce colloque, en particulier par M. Daniel Philippon, alors directeur de la maison d'arrêt de la Santé à Paris : comment faire coexister au sein d'une même prison un directeur qui serait resté fonctionnaire et un gestionnaire venu du privé ?

Cet argument a joué, lui aussi, dans la décision de M. Chalandon. Cela n'empêchait pas, en janvier, M. Roland Drago, professeur à l'université Paris-II, d'imaginer un système beaucoup plus compliqué encore, où il aurait eu, à titre expérimental, des établissements entièrement privés, d'autres totalement publics, les trois autres étant mixtes.

Le bon sens

Fa emporté

Le bon sens l'a finalement emporté sur ces échafaudages. Reste une question permanente, posée par M. Fernand Boulan, doyen de la faculté de droit d'Aix-Marseille et organisateur du colloque : privatisé ou non, le système carcéral subit une crise grave et systémique. Faut-il y avoir un financement, en effet, les réformes pénitentiaires ont, la plupart du temps, échoué. Dieu sait pourtant si elles étaient et restent nécessaires.

B.L.G.

(1) «Les prisons dites «privées», une solution à la crise pénitentiaire», actes du colloque organisé les 23 et 24 janvier 1987 par la faculté de droit et de sciences politiques et l'Institut de sciences pénales et de criminologie d'Aix-Marseille. Editions Economica et Presses universitaires d'Aix-Marseille, 228 pages, 125 francs.

PUBLICATIONS OFFICIELLES

- américaines (USGPO, Congrès, DOD, DOE, FDA, NLM, EPA, NASA, OIA, CIA)
- japonaises (MITI, EPA, JETRO, JDA)
- britanniques (HMSO)

Distribution en France :

WORLD DATA - BP 68
75060 Paris 02 - 45 06 85 66

Sélection périodique adressée gratuitement sur simple demande.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h15

HÉLÈNE
AHRWEILER

Reclure de l'Académie de Paris

animé par
Olivier MAZEROLLEavec André PASSERON
et Philippe BERNARD (*Le Monde*)
Philippe CALONI
et Jean-Pierre TISON (RTL)

en direct sur

RTL

1500000000

150

Société

SCIENCES

Pour apaiser les craintes des antinucléaires

M. Carignon publie le dossier « secret » de la centrale de Nogent-sur-Seine

Un important programme de travaux sur la cuve défensive du barillet du surgéneur Superphénix sera défini dans les prochains jours et mis en route durant l'été, selon la direction de la centrale de Creys-Malville. La fuite de sodium liquide ayant été localisée dans l'une des deux enveloppes du barillet (utilisé comme réservoir de stockage du combustible), la tâche sera de retirer le combustible, puis de vider entièrement la cuve. Ensuite, pourront être entrepris la réparation ou le changement du barillet, travaux qui pourraient durer environ un an. Le réacteur expérimental lui-même continuera de fonctionner à puissance normale, et son arrêt n'est pas envisagé par les techniciens.

La « transparence » prônée par le ministre de l'Environnement commence à inquiéter les experts. La fuite de sodium à Superphénix avait déjà donné à M. Alain Carignon l'occasion de mettre en pratique cette idée qui lui est chère (le Monde du 17 avril). Vendredi 17 avril, il récidivait en convoquant la presse pour présenter le « dossier secret » de l'Agence française de bassin Seine-Normandie sur l'approvisionnement en eau de Paris en cas d'accident de la centrale de Nogent-sur-Seine. Plusieurs associations en réclamaient la publication.

Une première étude, en octobre 1984, analysait la dispersion atmo-

sphérique et le dépôt au sol en cas d'accident nucléaire majeur à Nogent-sur-Seine. La deuxième étude, en janvier 1985, fait la synthèse de l'ensemble et c'est là que l'on découvre plusieurs conclusions troublantes : « L'eau superficielle constitue un vecteur de transfert privilégié de la radioactivité émise lors d'un accident avec rejet atmosphérique (...). L'été 1981, en dépit de sa faible période, demeure le principal contaminant potentiel des prises d'eau superficielles situées à l'est de Paris (...). Un accident nucléaire majeur est susceptible d'engendrer de graves conséquences, tant par les niveaux de contamination des prises d'eau superficielles de la Seine ou de la Marne, que par la durée d'immobilisation (...). Une contamination simultanée des prises d'eau de la Marne et de la Seine reste envisageable, mais implique toutefois l'intervention d'événements climatiques beaucoup plus improbables que dans les autres scénarios. En réalité, la Marne peut être considérée comme un cours d'eau relativement préservé sur le plan d'une contamination radioactive massive par une installation nucléaire civile. »

« Pessimisme exagéré »

Le troisième texte « confidentiel », qui remonte à septembre 1985, analyse les études d'impact précédentes. Il en conclut : « Les valeurs adoptées pour certains paramètres sont d'un pessimisme exagéré. » Il précise que « l'alignement

en eau de la région parisienne ne devrait cependant pas être gravement menacé grâce à la diversité des sources d'alimentation, à l'interconnexion du réseau et aux réserves de consommation (...). S'il fallait arrêter les pompes de la Seine, les capacités de fourniture d'eau potable à partir de la Marne, de l'Oise et des champs captifs permettraient largement de combler le déficit normal, sans problème de distribution puisque l'interconnexion du réseau est en cours d'achèvement. »

L'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) a examiné, de son côté, le rapport de l'Agence de bassin. Il ressort de cette étude que : « le scénario envisagé est cent fois moins probable qu'un tremblement de terre qui détruirait Paris. Ce scénario correspond à ce qui se passerait si le cœur du réacteur était déposé en fusion sur le sol, sans enclos de confinement (...). L'émission de radioactivité et ses conséquences sont en réalité bien inférieures (de cent à mille fois) à celles calculées par l'Agence française de bassin. L'analyse globale effectuée montre que la radioactivité reçue par la population serait du même ordre de grandeur que l'irradiation naturelle annuelle. »

Le directeur de l'Agence française de bassin, M. Claude Fabre, a reconnu que les distributeurs d'eau potable se préparaient à traiter la radioactivité de l'eau. « Une unité pilote est en cours d'élaboration, a-t-il dit. Pessimisme ou réalisme ? »

ROGER CANS.

ÉDUCATION

Dans un rapport à M. Monory

Vingt-cinq mesures pour rapprocher l'école de l'entreprise

« Substituer à un système éducatif, formé de filières divergentes et de choix irréversibles, une école ménageant toujours plusieurs parcours, autorisant la réussite et la promotion de tous. » Le rapport du Haut Comité éducation-économie composé de hauts responsables de l'éducation nationale, du patronat et de syndicats, remis à M. René Monory l'ouvre sur cette profession de foi. Il contient vingt-cinq propositions pour désenclaver l'éducation en l'ouvrant sur le monde du travail, pour multiplier les passerelles entre les cursus et proposer des perspectives aux 130 000 jeunes qui quittent, chaque année, l'école sans qualification.

Ce Haut Comité a succédé, avec des compétences élargies, à la « Mission éducation-entreprises » créée en 1984 par M. Jean-Pierre Chevènement, qui avait inspiré la « loi programme sur l'enseignement professionnel » votée en 1985. Mais il reste présidé par M. Daniel Bloch, professeur de physique à l'Institut national polytechnique de Grenoble.

Dans son rapport, il suggère de mener un nombre accru d'élèves jusqu'au niveau de la troisième en supprimant les filières de relégation que sont les classes préparatoires professionnelles de niveau (CPNP) et les classes de préparation à l'apprentissage (CPA) où sont acquies les élèves en échec après le cours moyen, le 6^e ou le 3^e, en attendant l'âge de seize ans, terme de la scolarité obligatoire et seuil légal pour l'entrée en apprentissage.

400 000 bacheliers en 2000

A la place seraient instituées des « classes de formation professionnelle », où une mise à niveau dans les disciplines générales serait prolongée par des stages en entreprises associant enseignants et professionnels. Parallèlement, M. Bloch prône le développement des classes de « 4^e et 3^e technologiques » créées en 1985 et destinées à retarder la spécialisation professionnelle des élèves des lycées professionnels, et à repêcher une partie d'entre eux, vers des études longues.

En total, l'idée est de mener un maximum de jeunes jusqu'au niveau de la 3^e, en réduisant la hiérarchie des filières — enseigne-

ments général, technologique et professionnel — désormais toujours ouvertes sur la poursuite d'études et reliées entre elles par de nombreuses passerelles. Cette évolution est indispensable dans la perspective d'un accès massif au « niveau bac », le Haut Comité tablait sur 400 000 bacheliers en l'an 2000 (grâce notamment à l'extension des bacs professionnels) soit la moitié d'une classe d'âge, contre moins d'un tiers aujourd'hui.

Pour parvenir à ce décollage spectaculaire de la formation, le rapport de M. Bloch milite en faveur d'une collaboration accrue de l'école et des entreprises. Dans les collèges, une évaluation des connaissances économiques devrait être systématisée. Des « groupes d'orientation », auxquels participeraient enseignants, parents et représentants des employeurs et des salariés, dispenseraient une information continue sur les métiers. Des stages en entreprises pour les professeurs et les conseillers d'orientation seraient multipliés. L'orientation, l'aide à l'insertion professionnelle et le suivi des jeunes devraient faire partie des missions de tous les établissements d'enseignement, suggère le Haut Comité.

Mais ces propositions, qui remettent en cause les prérogatives traditionnelles de l'éducation nationale et l'incitent à s'ouvrir sur la formation professionnelle, ne sont pas du goût de tous les partenaires. Les syndicats, même s'ils ont participé aux travaux du Haut Comité, ne se reconnaissent pas tout, loin de là, dans les propositions remises au ministre.

La FEN, la CGT et FO se rejoignent dans l'hostilité et repro-

« Deux étudiants toulousains inculpés de contrefaçon de logiciels. — Depuis leur chambre à la cité universitaire, deux élèves de l'IUT de Toulouse commercialisaient par correspondance les copies d'un programme scientifique. Alertés par l'Agence pour la protection des programmes, les enquêteurs de la police judiciaire de Toulouse ont saisi une substantielle contrefaçon de logiciels et ils ont inculpé, mercredi 15 avril, les deux étudiants. Ainsi que le rappelle l'Agence qui s'est constituée partie civile « en matière de logiciels, toute copie privée est prohibée ».

RELIGIONS

Le chemin de croix de Jean-Paul II au Colisée

Le monde chrétien a célébré, comme chaque année, le vendredi saint par des chemins de croix qui, de Rome à Manille, Jérusalem et Paris, ont réuni des centaines de milliers de fidèles.

A Rome, Jean-Paul II a entendu la confession de onze pèlerins choisis dans la foule de la place Saint-Pierre, avant de participer au traditionnel chemin de croix au Colisée, portant lui-même une croix de bois. La cérémonie, ouverte par la lecture d'un poème d'André Frossard, ami personnel du pape, était commentée par le cardinal nicaraguayen Miguel Obando Bravo, archevêque de Managua, qui, dans sa première méditation, soulignait que « jamais la raison d'Etat, une excuse politique ou la haine de classe » ne condamnerait le Christ.

A Paris, Mgr Lustiger a gravi les marches menant à la basilique du Sacré-Cœur et appelé les fidèles à la « compassion » : « Peut-être, demain, ce sera vous qui serez abandonnés ; croyez en la vie qui vous est donnée par la mort du Seigneur. » A Jérusalem, les chrétiens ont remontré la via Dolorosa en une longue procession, tandis que les juifs traditionnels, qui célèbrent simultanément la pâque cette année, se pressaient au Mur des lamentations. A Johannesburg, des masses ont été célébrées pour les détenus politiques. A Manille, des religieuses et des militants de gauche ont incité des centaines de personnes à manifester dans les bidonvilles pour protester contre le chômage. Des scènes de crucifixion ont été observées non loin de la capitale philippine.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Le « Code Noir » réédité

(Suite de la première page.)

Le vol, la fuite, sont punis de mort, « si le cas le requiert ». Dans cette étrangeté, le prix estimé de l'esclave est remboursé à son propriétaire (art. 40). Pour déchaîner les chairs, le caprice du maître est seul juge : « Pourront seulement les maîtres, et encore moins dans les grands chemins ou lieux écartés, à peine de punition corporelle, qui ne pourra être moindre que du fouet et de la fleur de lys. » La mort est laissée à l'arbitrage des juges. Mais chaque sujet de Sa Majesté est investi de pouvoir de police : « Enjoignons à tous nos sujets de courir sus aux contrevenants, et de les arrêter et de les conduire en prison, bien qu'ils ne soient officiers et qu'il n'y ait contre eux aucun décret. »

Dans sa mansuétude, le Code Noir prévoit de poursuivre les « traitements barbares et inhumains des maîtres envers leurs esclaves ». S'ils ne sont pas nourris, vêtus et entretenus au minimum, il leur suffit de rédiger des mémoires et de les remettre au procureur général. Malgré l'irréalisme de telles prescriptions, l'article 27 paraît faire accorder les esclaves au droit. L'ennui est que l'article 30, qui refuse toute valeur de preuve à leur témoignage, et le 31, qui leur ôte la possibilité d'être partie civile, verrouillent aussitôt cette fausse porte d'accès.

Pour le reste, pour le détail sordide, pour la constance dans l'ignominie et les contradictions internes du texte, lisez vous-même. Vous n'en revendrez pas de si tôt.

Il y a peut-être plus étonnant encore. Ce sont les silences des philosophes. Des silences assourdissants, comme dit Louis Sala-Molins. Esprit d'une plume cinglante, son travail décapa, en amont du Code Noir, les justifications « blanco-bibliques » de l'esclavage élaborées par les théologiens espagnols et romains. En aval, il montre que les Lumières savent et se taisent. Ceux que nous prenons pour des penseurs du droit et de la liberté se révèlent complices. Conscients ou non, peu importe : complices. Montesquieu sait tout des lois mais rien du Code Noir. Mille récits de voyage lui sont familiers, mais les passages qui concernent les atrocités de la traite, il semble se battre contre l'esclavage, il ne fait que le cantonner.

Rousseau a certes d'autres accords. Mais Louis Sala-Molins montre pertinemment que ces arguments ne conservent pas le Code Noir, que Rousseau ne souffre mot, ni la réalité de son temps. L'esclavage doit parler le Contrat social, c'est avant tout l'homme d'Europe assujéti au pouvoir absolu, pas l'Africain qui, aux Amériques, gémit et meurt.

Silence de nos héros sur des monceaux de cadavres, sur plusieurs compagnies de navigation qui en tirent leur prospérité, sur un tiers, probablement, de l'activité commerciale française, en tout cas sur un des rouages essentiels de la société du temps. Honte de la France. Honte du droit. Honte du christianisme. Honte de la philosophie.

Il y aura bientôt trois cents ans, jour pour jour, que le Code Noir fut enregistré par le conseil souverain de la côte de Saint-Domingue, le 6 mai 1687. Il faudrait célébrer dignement cet anniversaire oublié de tous. Ce ne serait pas un acte purement commémoratif. Car cette vieille France de la honte n'est pas tout à fait morte. Sa lie s'agite encore. Elle persiste à croire qu'elle est blanc et catholique, fonde les droits supérieurs d'un homme national. Elle confond toujours charité et torture, peau brune et cuir animal. Elle fonde donc des codes ignobles. Si vous préférez une autre idée de la France, méditez le Code Noir.

ROGER-POL DROIT.

« Le Code Noir, ou le calvaire de Canaan, de Louis Sala-Molins, Presses universitaires de France, collection « Pratiques théoriques », 294 pages, 160 F.

MÉDECINE

Aux Etats-Unis

Des brevets protégeront les espèces animales au patrimoine génétique modifié

Des brevets protégeant de nouvelles formes de vie animale obtenues par manipulations génétiques pourront bientôt être déposés aux Etats-Unis. Cette décision du département américain du Commerce devrait être rendue publique dans quelques jours. Elle a été révélée le 17 avril par le New York Times. C'est la première fois qu'un pays prend une mesure de ce type qui soule de nombreuses questions éthiques et dont les conséquences économiques sont considérables, notamment en agriculture.

Le problème de la protection par brevets des organismes vivants au patrimoine héréditaire (gène) transformé avait commencé à se poser il y a une dizaine d'années avec la mise au point des techniques de manipulations génétiques.

En 1980, la Cour suprême américaine avait accordé à un chercheur de la société General Electric le droit de breveter une bactérie au patrimoine héréditaire modifié, capable de « digérer » le pétrole et utilisée pour combattre les marées noires. Tout supérieur avait alors fait valoir que le système des brevets permettrait d'« inclure tout ce qui, sous le Soleil, est créé par l'homme ». Le Patent Office américain a déjà accordé une quinzaine de brevets à des chercheurs qui ont modifié le patrimoine héréditaire d'espèces animales.

Le développement de ces techniques et l'élargissement de leur champ d'application soulèvent depuis peu de nouvelles questions. On sait aujourd'hui sans problème insérer des gènes provenant d'une espèce vivante dans d'autres espèces. Dans certains cas, les transformations obtenues sont, après manipulation du génome d'embryons, transmises de manière héréditaire. Menées initialement dans un but scientifique, ces travaux ont rapidement eu des applications commerciales. Certaines équipes ont ainsi réussi à créer des cochons d'une taille nettement supérieure à la normale après manipulation du gène dirigeant la synthèse de l'hormone de croissance dans cette espèce.

Si la mesure américaine devient effective, la nouvelle « espèce » ainsi créée pourrait être brevetée. « La décision précise que des formes de vie supérieure pourront être prises en compte, ce qui permettrait d'extrapoler à l'espèce humaine », a expliqué M. Charles E. Van Horn, de l'Office américain des brevets. Ces projets ont déclenché aux Etats-Unis un mouvement de protestation. Une coalition groupant des associations de défense des animaux et plusieurs groupes à visée humanitaire vient de se constituer pour en contester la légalité.

SPORTS

Ski de vitesse

Le « mur » des 210 km/h dépassé

Excepté chez les femmes, tous les records du monde de vitesse à skis (1) ont été améliorés le 17 avril aux Arcs (Savoie). L'Américain Patrick Knapp a atteint 185,089 km/h. A monski, Mamei Bellier a descendu à 180,180 km/h. Enfin, en seniors hommes, le record a d'abord été porté à 212,014 km/h par l'Américain C. J. Muller puis à 212,514 km/h par l'Anglais Graham Wylie.

LES ARCS de notre envoyé spécial

Franz Weber s'était fait tellement pour en franchir les 209 km/h à skis en 1984 qu'il ne s'en est pas véritablement remis. Le puissant Autrichien, qui n'avait aucune honte à avouer sa peur, pensait qu'en atteignant 210 km/h un skieur entraînait dans l'inconnu. Comme il faisait sentir cette vitesse était devenue un mur symbolique. Presque par surprise, vendredi, sur le couloir de l'aiguille Rouge, il a été largement franchi.

Les conditions climatiques étaient idéales pour battre le record sur

cette pente à plus de 70 %. Tout le monde attendait donc avec impatience le run (descente) du Français Mikael Brufer. Il avait été le plus rapide cette saison (207 km/h) et était considéré comme le mieux préparé psychologiquement et techniquement.

C. J. Muller, un Américain bien-tôt âgé de quarante ans, était l'un des vingt-deux membres du club des 200 km/h. Quand il s'arrêta dans l'aire d'arrivée, le speaker faillit avoir son micro : 212,04 km/h, record du monde battu.

Mais ce record ne résista pas plus d'un quart d'heure. L'Anglais Graham Wylie plongea, en effet, à son tour, entre les cellules photovoltaïques. Jusqu'alors, il n'avait jamais dépassé 200 km/h et s'était surtout fait remarquer par des chutes spectaculaires. Encore une fois, il a été sur le point d'« exploser » durant cette descente mais il réussissait 212,514 km/h, nouveau record du monde.

Jean-Louis Lard resta calme : ces deux records successifs étaient aussi ceux de Dynastar, la firme qu'il représente et qui a investi depuis trois ans dans la vitesse pure. Il craignait que Dynastar ne lui souffrait la victoire. Philippe Gotschel passa à 211,143 km/h ; Steve Mac Kinney, qui avait été le premier à plus de 200 km/h, a atteint 209,790 km/h, avec un poignet cassé.

Enfin, Mikael Brufer s'élança. Mais une centaine de mètres avant les cellules, le Français ne touchait plus la neige. Situation extrêmement dangereuse : la pression de l'air dévota ainsi la trajectoire. Brufer a été contraint d'écarter les bras pour rétablir l'équilibre. C'était comme un avion qui aurait ouvert les ailerons : il dépassa à peine le 200 km/h.

L'heure de gloire de Graham Wylie était arrivée. Il évqua, les tremblements incontrôlables qu'il avait eus le matin à l'idée de se lancer si haut dans le couloir. Il explique comment il s'était concentré en imaginant, seconde par seconde, en course. Et il affirme que 212 km/h, ce n'était finalement pas si terrible que les 194 km/h auxquels il avait plafonné jusqu'alors. Il ont été vingt-deux à dépasser 200 km/h, et quatre à battre l'ancien record du monde, chez les juniors : Laurent Siffert et Séverin Lindard ont été chronométrés respectivement à 201,005 km/h et 199,225 km/h.

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS

*Monaco et Bordeaux	2-2
*Marseille et Le Havre	1-1
*Toulouse B. Rennes	4-2
*Auxerre B. Nice	2-1
*RC Paris B. Metz	2-0
*Laval et Nantes	1-1
*Brest et Toulon	1-1
*Paris-SG B. Sochaux	2-0
*Lens et Nancy	0-0
*Saint-Etienne B. Lille	1-0

Le classement. — 1. Bordeaux, 46 ; 2. Marseille, 43 ; 3. Toulouse, 40 ; 4. Auxerre, 40 ; 5. Monaco, 38 ; 6. Metz, 35 ; 7. Paris-SG, 34 ; 8. Nantes, 33 ; 9. Brest, 33 ; 10. Laval, 32 ; 11. Lens, 32 ; 12. Nice, 31 ; 13. Le Havre, 30 ; 14. Lille, 29 ; 15. Saint-Etienne, 27 ; 16. RC Paris, 26 ; 17. Toulon, 25 ; 18. Nancy, 25 ; 19. Sochaux, 22 ; 20. Rennes, 17.

(1) Improprement appelé kilomètre lancé (KL), le ski de vitesse consiste à circuler dans une pente entre deux cellules photovoltaïques, distantes de 200 mètres.

habespies est condamné à de réclusion criminelle

La gendarmerie et plus ce qu'elle était

en direct sur RIL

Culture

Le XI^e Printemps de Bourges

Le festival du renouveau



Murray Head

Le onzième Printemps de Bourges est ouvert depuis le vendredi 17 avril. Cette édition du festival est placée sous le signe du renouveau de la chanson française et rendra hommage à Charles Trenet, considéré un peu comme le « père » de cette manifestation.

Lancé presque confidentiellement en 1977, le Printemps de Bourges est devenu une fête de la chanson, reconnue de tous. Sous des chapiteaux et dans des théâtres de toutes dimensions, en plein air et dans la

roue, groupes, chanteurs, musiciens, humoristes, vont animer pendant dix jours cette ville de la France profonde, paisible, équilibrée, une ville envahie brusquement par cent vingt mille jeunes. Car son succès, le Printemps de Bourges le doit, dès le début, aux moins de vingt-cinq ans venus à la rencontre d'une chanson qui court après la vie.

Deux cent cinquante-cinq artistes vont se produire dans cent douze spectacles et douze salles. En vedette, Charles Trenet, dont le récit lors de la première édition du Printemps fit figure d'événement tant fut grand alors son impact auprès du jeune public. Sur la scène

du Stadium, Trenet sera entouré de Lio, Tom Novembre, Catherine Lara et Carte de séjour, à qui l'on doit une reprise de *Douce France*, façon « beur ». Autre temps fort du festival : l'entrée en force de la musique country avec Wanda Jackson, Jerry Lee Lewis et Emmylou Harris. Côté jazz, Ray Charles et John Mac Laughlin joueront avec l'Orchestre national d'Ile-de-France.

Bien entendu, le programme du festival fait la part belle à une chanson française qui bouge, et il propose des sonorités originales. L'ambiance est à la fête, pourtant Etienne Auberger a la vie qui n'est pas à se tordre de rire. Rita Mitsouko, Viktor Lazlo, les

Ablettes, Niagara, les Désaxés, sont en tête d'une liste qui n'en finit pas de s'allonger, bien que l'industrie musicale soit secouée par une énième crise, depuis la fin de TV 6 : la chute, au mois de mars, des 45 tours apparaît comme la conséquence directe de la brusque disparition de la chaîne musicale. Les compagnies discographiques ont fermé le robinet d'investissement sur le clip. Faute de vitrine assurée, pas de succès. Désormais, le clip ne sera produit que si l'artiste est déjà vendeur ou si la chanson entre à l'évidence dans le Top 50.

CLAUDE FLÉOUTER.

Etienne Auberger : « Savoir se vendre »

Il est apparu pour la première fois à Apostrophes, il y a deux mois, entra « un Bérurier majeur ». Juste avec l'arrivée du printemps. Etienne Auberger, vingt-cinq ans, auteur-compositeur prolifique, cent chansons écrites en un an, publie, chez Phonogram, un premier album de chansons drôles, délectables, tendres et graves.

Etienne Auberger vient de Strasbourg où il a suivi, jusqu'à vingt ans, la filière normale des fils de bonne famille (père directeur d'ETI, grand-père président du port autonome) bien qu'il y ait fait une entorse notable en jouant du piano-bar en fin de semaine dans les restaurants chics et les hôtels de la ville ou sur les paquebots pendant les vacances scolaires. « J'interprétais les titres des Beatles, dit Auberger, et aussi My Funny Valentine, Eté 42 et tous les standards que l'on me chantait à l'oreille et que je reprenais aussitôt ».

Un jour, Etienne Auberger a largué les amarres, voyageant seul à scooter, à travers l'Europe, commençant à dessiner après le vol de son Kodak, histoire de garder en mémoire paysages et paysages.

Et puis, revenu à Strasbourg, il entre dans un groupe de rock, le Loch Ness. « Le métier de chanteur », constate Auberger, « il faut d'abord savoir se vendre ». En janvier 1985, les membres du groupe descendent à Cannes déguisés en producteurs et font parler d'eux. « Ensuite, on nous a donné la possibilité d'enregistrer un 45 tours. Nous sommes passés dans une émission de télévision et puis plus personne n'a entendu parler de nous. Visi-

blement, il fallait aussi produire de la bonne musique. J'ai quitté le Loch Ness et Strasbourg et j'ai essayé de faire comme les surfers californiens qui disent « go for it » « plaque tout pour le vague ».

« Pendant six mois, j'ai composé des chansons, une scénariste imaginée comme auteur de pulsions. Fin 1985, j'ai adressé à une maison de disques une cassette incrustée dans un chou : je n'avais pas envie de me retrouver au bas d'une pile. Quelques mois plus tard, Phonogram publie le premier 45 sous son propre nom (D. Saphir). « La promotion est une chose obligatoire. Autant donc la prendre avec humour : j'ai rédigé de faux articles de journaux avec mon ordinateur et j'ai envoyé à Phonogram un press-book imaginaire en respectant à chaque fois la typographie des titres. » Puis Auberger a signé pour trois albums — « ce qui constitue pour moi, aujourd'hui, une sorte de miracle étant donné l'état catastrophique du marché ».

Il a travaillé ses chansons déjà écrites et en a composé quarante autres avant d'en choisir une dizaine pour un premier album qui a pour titre O.I. : un cri qui résume assez bien ce qu'il appelle son « côté bébé, ravi du village. « Bien entendu, dit-il, j'ai l'esprit rock, c'est-à-dire une espèce de « fun » insolent par rapport à l'art de la vie quotidienne, d'insupportable face à la normalité des choses. »

« J'ai un synthé et une boîte rythme. Je travaille tout seul chez moi. Je ne crois pas du tout au circuit café-théâtre, MJC. J'espère monter un vrai spectacle dans un an. »

C. F.

THÉÂTRE

« Alexandre le Grand » à la Cartoucherie

A l'Est, rien de nouveau

Racine a vingt-six ans, Louis XIV vingt-sept. Le premier dédié au second une tragédie qui célèbre l'absolutisme. Ennuyeux.

Mazarin est mort, Fouquet envoyé depuis peu à Fignerol après un procès peu digne d'un jeune roi qui découvre et impose l'absolutisme. Louis XIV, le Grand, veut l'être tout entier. Racine ne s'y trompe pas qui décide dans les traits de son jeune monarque — il a vingt-sept ans — le visage d'un ancêtre illustre : Alexandre, le Grand aussi. Non sans une évidente flagornerie, l'auteur qu'a révélé, un an plus tôt, la *Thébaïde*, y va en 1665 d'une tragédie en cinq actes et en vers qui ferait foudre le plus froid des tyrans.

Pour présenter *Alexandre le Grand* au roi, Racine écrit : « J'assemble tout ce que le siècle présent et les siècles passés peuvent fournir de plus grand (...). Il n'est pas impossible que la jeunesse et la fortune l'emportent victorieux jusqu'au fond des Indes. L'héroïsme est plein de jeunes conquérants. Et l'on sait avec quelle ardeur Votre Majesté elle-même a cherché les occasions de se signaler dans un âge où Alexandre ne faisait encore que pleurer pour les victoires de son père. » Cette dédicace résume peut-être à elle seule la défiance des publics et des metteurs en scène vis-à-vis de cette seconde œuvre en forme d'action de grâce. La mise en scène que nous en proposons, au Théâtre de la Tempête de la Cartoucherie de Vincennes, Adel Hakim et Elisabeth Chailoux, pour méritoire qu'elle soit, ne saurait nous réconcilier avec elle.

L'action a pour cadre, en 326 avant Jésus-Christ, un camp sur la rive de l'Hydaspe, appelée aujourd'hui Jhelam, rivière du Cachemire. Alexandre, roi de Macédoine, vient de franchir l'Indus et a déjà défait plusieurs rois indiens. Il s'apprête à combattre les armées de deux autres rois, Taxile et Porus, amoureux tous deux de la reine Axiane, qui font de celle-ci l'enjeu de la bataille.

Mais Cléofile, sœur de Taxile, aime Alexandre et voudrait empêcher que le sang ne coule. A cette fin, elle révèle à son frère que la reine aime Porus et non lui. Dès lors, les princes indiens vont se diviser : Porus et Axiane choisissent la résis-

tance à l'envahisseur, Taxile et Cléofile préfèrent pactiser.

Racine nous propose donc d'assister, à l'intérieur d'un cadre vaste qui oppose la culture occidentale à la « barbarie » asiatique, à la lutte physique, psychologique et politique de deux hommes confrontés à la destruction et, puisque *Alexandre le Grand* est une tragédie, à la mort. Leur combat, leur dilemme, leurs passions seront, comble de l'infortune, arbitrés par Alexandre lui-même, soleil tout-puissant qui a droit de vie et de mort sur le monde et les êtres.

Le jeu stylisé des comédiens

Les comédiens en scène ont choisi de développer l'intrigue dans le salon de musique d'un palais indien. Mais lisses et gris, un matelas bordé d'un tapis au centre de la pièce, sur la gauche, un banc et un échiquier. Tantôt posé sur le sol, tantôt dans les mains des protagonistes, un sabre. C'est très simple, très beau, emprunté aux atmosphères si bien rendues par le cinéaste Satyajit Ray. C'est un parti-pris — et tenu — respectable, renforcé encore par le jeu stylisé à l'extrême des comédiens.

Mais si l'on décide de jouer cette tragédie à l'abri des fureurs guerrières, sans accessoires ou presque, sans figuration aucune, sans changement de décor et d'infimes variations de lumières, il faut que chacun des rôles soit assumé par des acteurs hors pair. Or, si Lisa Wurmser (Cléofile) et Malik Farouk (Porus) nous font bien partager leurs redoutables déchirements, les autres comédiens, même s'ils se sont à peu près de la terrible épreuve de la versification, ne parviennent pas à donner la vie aux héros de Racine.

Il est vrai que celui-ci est encore loin du sommet de son art et qu'on n'entrevoit que bien peu dans *Alexandre le Grand* la beauté, la fureur, la poésie de *Bérénice* ou de *Phèdre*. Cette pièce n'est que rarement montée depuis que Molière la créa pour treize représentations le 4 décembre 1665, avant que Racine ne la confie à la troupe de l'Hôtel de Bourgogne. A la lire, à l'entendre, on ne s'en étourdit pas.

OLIVIER SCHMITT.

* Théâtre de la Tempête. A 20 h 30, du mardi au samedi. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-36.

MUSIQUE

Luigi Nono au Festival d'automne

L'événement musical du Festival d'automne, ce sera un programme Luigi Nono avec, notamment, la présentation, au Théâtre de Chaillot, de son opéra, *Prométhée*.

Jusqu'au début des années 60, le nom de Luigi Nono était prononcé dans le même souffle que ceux de Boulez et de Stockhausen lorsqu'il était question d'avant-garde. Est-ce parce qu'il avait la réputation d'être aussi extrême dans son engagement politique et dans sa musique qu'on s'en méfiait davantage ? Toujours est-il qu'on ne le jouait guère et qu'on fut bien aise de trouver en Berio, le grand compositeur italien dont la scène internationale avait besoin.

Nono restait un pionnier, un cas extrême, et l'on ne se privait pas à l'occasion de dénoncer une contradiction entre son idéal démocratique et son esthétique « élitiste ». La question de savoir si cette éventuelle contradiction pouvait être fructueuse ou si Luigi Nono parvenait mieux à la dépasser que ses détracteurs n'aurait été pas soulevée ; la cause était entendue et l'œuvre jugée par défaut.

Il serait excessif d'écrire qu'on n'entendait jamais de Nono en France, mais c'était si rare qu'au vu du programme musical du prochain Festival d'automne on a le sentiment que quelque chose enfin va bouger : trois concerts au cours desquels on entendra cinq créations françaises : *Risonanze Erranti*, *Ha Venuto*, *Cori di Didon* notamment, la création mondiale de *Decouvrir la subversion*, la reprise tant attendue du célèbre *Canto Sospeso* et, surtout, la présentation au Théâtre de Chaillot de l'opéra *Prométhée*.

La venue à Paris de ce dernier ouvrage, créé à Venise puis à Milan en 1985, sera certainement l'un des événements de la rentrée, même s'il ne s'agit pas d'un opéra traditionnel : les musiciens et les chanteurs, disposés autour du public, ne jouent pas l'action, car l'action est « dans » la musique et non « dessus », et les fragments de textes d'Eschyle, Hésiode, Pindare, Höderlin, Nietzsche et Benjamin réunis par le

philosophe Massimo Cacciari ne constituent pas davantage un livret.

On peut prévoir d'ores et déjà un succès de curiosité, de snobisme et des montages de malentendus, mais l'œuvre vaut mieux que cela, et il faut souligner, une fois n'est pas coutume, le mérite de la Fondation Louis-Vuitton pour l'opéra et la musique (n'y a-t-il pas là un pléonasme ?), qui a si substantiellement aidé le Festival d'automne à se lancer dans cette aventure. D'ici là, les mélomanes qui chercheraient en vain des enregistrements de Nono chez leurs disquaires pourront se consoler en achetant une valise ornée du célèbre monogramme LV.

GÉRARD CONDÉ.

Le programme, une sélection

● Samedi 18 : Jane Birkin, Guy Bedos, Jean-Claude Vannier, Zéro de conduite, Autograph, Southside Johnny.

● Dimanche 19 : Rita Mitsouko, les Communiards, les Ablettes, Niagara, Paolo Conte, Angélique Ionatos, Julian Cope.

● Lundi 20 : Karin Kacel, Bernard Lavilliers, Mauranne, Edith Butler, Chet Baker, John Lurie and The Lounge Lizards.

● Mardi 21 : John Mac Laughlin, Jonas Hellberg, Ray Charles et l'Orchestre national d'Ile de France, Jango Edwards, les Avions, Vivien Savage, Erasme, Colette Magny.

● Mercredi 22 : Wanda Jackson, Jerry Lee Lewis, Emmylou Harris, Xalan, Tom Novembre, Joe

Sun, New Grass Revival, David Allan Cole.

● Jeudi 23 : Charles Trenet, Lio, Catherine Lara, Carte de séjour, les Désaxés, Blessed Virgins, Kent, Le plus bô jour.

● Vendredi 24 : Henri Guédon, Malavoi, Alpha Blondy, Kassav, Clémentine Célarié, Sapho, Bashung, Orchestre national de Lille, direction Jean-Claude Casadesu.

● Samedi 25 : Diane Dufrance, Alain Souchon, Carte de séjour, Ti-Fock, Gauguers d'amour.

● Dimanche 26 : William Sheller, The Progues, Trouble Funk, Johnny Clegg, Savaka, James Brown.

MERcredi

Il n'a qu'une obsession.
Le retrouver.
Il n'a qu'une crainte.
Lui ressembler.

LE SIXIÈME SENS

un film de MICHAEL MANN

LE MONDE

MARIGNY

BELMONDO

KEAN

soirée 20 heures
dimanche 15 heures

Pas de matinée le samedi

PIANO ****

BRENDEL
Cycle SCHUBERT
24-27 avril - 17-19 mai

POLLINI
Cycle BEETHOVEN
7-22 mai - 1^{er} juin

PERAHIA
Récital : 25 mai

ASHKENAZY
Récital SCHUMANN : 16 juin

ARRAU
BEETHOVEN - LISZT 22 juin

PERAHIA
Sir GEORG SOLTI
Récital DEUX PIANOS - 29 juin

SALLE PLEYEL
LOC. 45 63 88 73

مسرح الدار البيضاء

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 18 avril à 0 heure et le dimanche 19 avril à 24 heures.

Les hautes pressions vont continuer à faiblir sur l'ouest et le nord du pays, et l'arrivée de masses d'air plus humides gènera sur ces régions des nuages ombrageux.

Début de la journée, des pluies ou orages s'étendront de la Bretagne au Nord, et il y aura plus frais.

De l'Aquitaine et Midi-Pyrénées au Massif Central, Pays de Loire, Centre et Bassin parisien, le ciel sera nuageux et l'après-midi sera plus chaud et plus ensoleillé. Il fera chaud et ensoleillé le soir. Enfin, la façade est

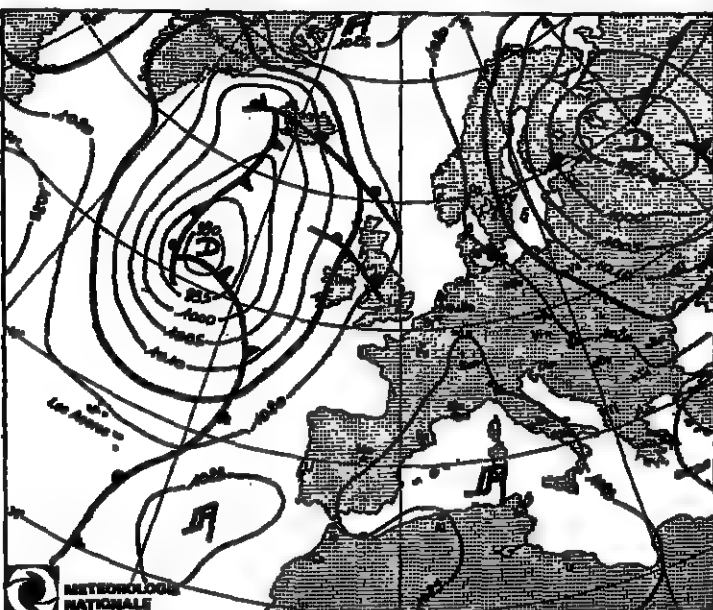
du pays gardera un ciel plus limpide et plus ensoleillé. Mais le Languedoc sera un peu détrempé par des bruyons ou nuages bas matinaux.

Les températures seront du même ordre que celles du samedi, et seule la Manche subira une baisse sensible, l'après-midi.

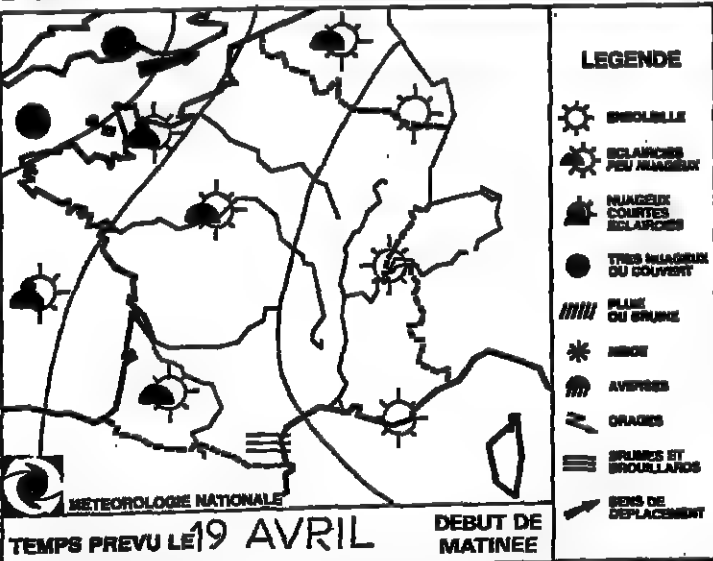
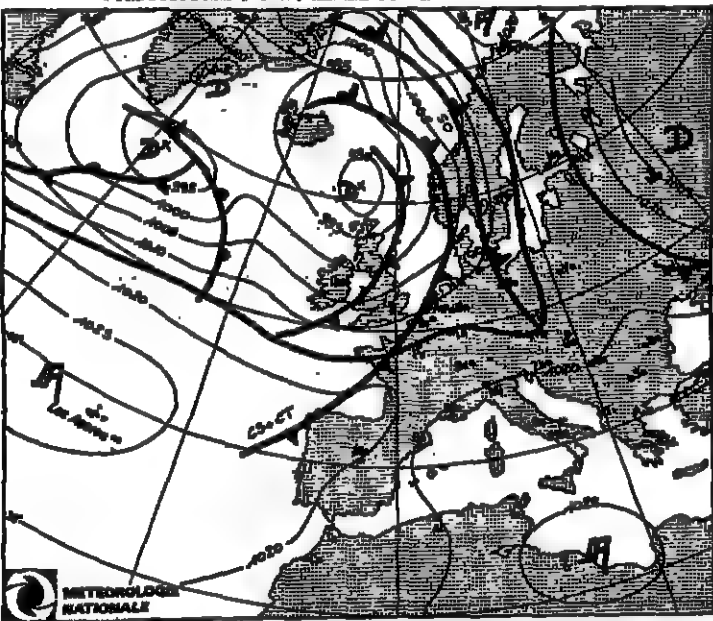
Les minima seront souvent doux : 10 à 14 degrés sur l'ouest du pays ; 7 à 9 degrés des Pyrénées au Nord ainsi que près de la Méditerranée ; enfin 5 à 7 degrés dans le Nord-Est.

Les maxima resteront souvent supérieurs à 20 degrés ; et on atteindra 24 à 25 degrés sur tout l'intérieur du pays. L'exception sera pour les côtes de la Manche, avec 14 à 17 degrés ; et 18 à 20 degrés des Pays de Loire au Nord, ainsi que sur le Languedoc, là où le brouillard persistera.

SITUATION LE 18 AVRIL 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 20 AVRIL A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES										maxima - minima		et temps observé			
Valeurs extrêmes relevées entre										le 18-4-1987					
le 17-4 à 6 h TU et le 18-4-1987 à 6 h TU															
FRANCE				TOURS				24	9	N	N	LYONS	19	13	C
ALGER	18	4	D	TOULOUSE	24	9 <td>N<td>LUXEMBOURG</td><td>17</td><td>8</td><td>D</td></td>	N <td>LUXEMBOURG</td> <td>17</td> <td>8</td> <td>D</td>	LUXEMBOURG	17	8	D				
BARCELONE	22	12	N	TOULON	24	8	N	MARSEILLE	21	15	D				
BORDEAUX	23	9	N	POitiers	22	8	N	MILAN	27	18	D				
BREST	24	9	D	STRASBOURG	18	6	D	MONTREAL	20	10	D				
CAEN	25	10	N	ETRANGER				MOSCOW	27	18	D				
CLERMONT-FERRAND	22	9	C	ALGER	21	6	D	NEW-YORK	11	7	N				
CRETE	22	9	D	ATHENS	17	8	D	OSLO	20	3	D				
DIJON	24	7	D	BANGKOK	34	25	P	PALM-SPRING	20	12	C				
GENEVE	22	9	D	BELGIUM	18	7	D	PARIS	20	12	C				
LYON	22	9	D	BRUXELLES	17	6	D	ROME	18	7	D				
MARSEILLE	21	8	D	COLOGNE	14	2	N	SINGAPOUR	35	26	C				
NANTES	24	8	D	LA HAYE	23	13	D	STOCKHOLM	11	1	N				
PARIS	24	8	D	DAKAR	28	21	D	SYDNEY	19	16	A				
STRASBOURG	19	4	D	DELHI	27	9	D	TOKYO	18	11	N				
				GUANAJUATO	39	26	D	TUNIS	19	7	D				
				HAVERHILL	21	4	D	VIENNE	19	7	D				
				JOHANNESBURG	23	19	D	YERRE	18	11	D				
				LOS ANGELES	20	13	C								
				LONDON	22	7	D								

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TRANSPORTS

La propreté du métro parisien ne s'améliorera que lentement

Tout le monde est mécontent de la saleté du métro parisien : l'usager d'abord qui monte dans des rames sales par des graffitis et des détritus ou qui attend dans des stations où les déjections le disputent aux papiers. Mais la RATP aussi, car elle n'a jamais autant dépensé pour le nettoyage (283 millions de francs en 1987), et le résultat est à l'opposé de ce qu'elle désire.

Pour sa défense, la société concessionnaire COMATEC, filiale de la Générale des eaux et du groupe Genest, invoque les conditions difficiles qui ont été faites aux transports en commun parisiens depuis le début de l'année : grèves, manifestations et surtout invasion de clochards venus se protéger des rigueurs de l'hiver.

RATP et COMATEC ont donc présenté, le 16 avril, les parades qu'elles entendent mettre en place pour redresser la situation. Six mille corbeilles à papiers seront installées. Surtout, les 429 stations du métro et du RER, les 2 900 voitures et les 118 arrêts de bus vont être lavés par des moyens modernes et mécanisés.

La COMATEC commence à utiliser des plates-formes élévatrices, des nettoyeurs à haute pression. Elle dispose de 25 autolaveuses et de 35 autobalayeuses électriques. Des robots nettoyeurs programmables seront testés dans un an. La COMATEC a aussi décidé de demander aux voyageurs d'utiliser un numéro « vert » de téléphone pour signaler les problèmes ponctuels (43-56-16-11).

L'amélioration ne pourra être que lente, car la dégradation de l'état du métro tient surtout à l'organisation mise en place. La COMATEC est revenue sur sa décision de nettoyer au minimum pendant le week-end : le résultat était catastrophique le lundi matin. Par ailleurs, elle doit poursuivre la fusion et la formation des personnels issus des seize entreprises de nettoyage dont elle a repris, depuis le 1^{er} janvier 1986, les marchés. Une tâche malaisée qui ne permet pas de pronostiquer une amélioration immédiate.

AL F.

Nouvelles conditions d'évacuation des avions civils

Le Journal officiel du 14 avril publie un arrêté améliorant les conditions d'évacuation d'urgence des passagers d'un avion civil. Constructeurs et compagnies aériennes devront simplifier les systèmes d'ouverture des portes de secours, mieux expliquer leur fonctionnement et élargir les passages permettant d'y accéder.

De même que les modifications prévues par un arrêté d'août 1986, qui ordonnaient l'installation

de fléchages d'évacuation visibles dans l'obscurité et l'équipement des sièges en tapis ignifuges, ces mesures ont été inspirées par l'accident d'un Boeing 737 de British Airways qui avait fait cinquante-cinq morts, le 22 août 1985, à Manchester. L'explosion d'un réacteur au décollage avait communiqué l'incendie à la cabine et l'évacuation des passagers n'avait pas été assez rapide.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4466

HORIZONTALEMENT

I. Un endroit où les pépins pleuvent. — II. Produit pour boucher. Se trouve derrière pour éventuellement prendre les devants. Terre de France. — III. Commence un retour de flamme après être parti en feu. Arbre à pommes. — IV. Dé.

monstratif. Voyages organisés. — V. Vi.

table pour le charme. — VI. Le Taurus comme le Bélier. Peut mettre fin à une série de mauvaises passes. — VII. Fibre de jeu. — Est toujours plate mais a souvent des

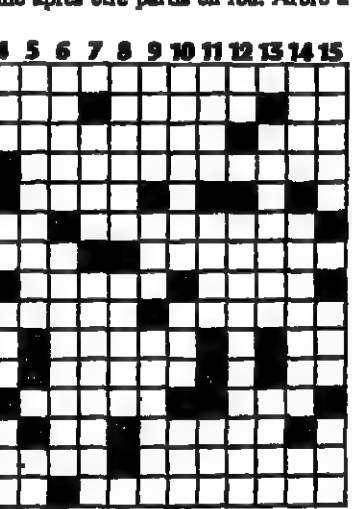
rouges. — VIII. Déesse marine. Élément du « couvert ». Résonne en encourageant à sonner. — IX. Fait de l'escalade avec des crampons. La place d'un

crochet. — X. Négation. Élément d'un rideau de bois. Pour aller d'un point à un autre. — XI. Le centre du globe.

Vieux monsieur. Conjonction. — XII. Poisson d'eau douce. Ne mange pas d'engorgement. Point de saignée. — XIII. Dans l'auxiliaire. Bien roulé. Finit dans le peloton. — XIV. Organe de la parole. Traverse de bois. — XV. Permettait d'éviter les coups de fusil. Sans clôture.

VERTICALEMENT

1. Préposé à la caisse. — 2. Absente après avoir été distraite. A la force en lui. Une plume réputée. — 3. Lorsqu'il ne vole pas, il aide à voler. Un jour d'arrêt. — 4. Gardés pour soi. Réaction mutine. L'Angleterre comme le Japon. Base peu solide. 5. Roche d'eau. Sont indispensables à une contrainte. — 6. La seule chose qu'un rat ne garde pas pour lui. Résultat d'une alliance entre l'Asie et l'Europe. — 7. Variété d'ail. Ne connaît pas de problèmes de circulation. — 8. Pièces de jeu. Homme d'arme. — 9. Bon pour le service. Base de lancement. Passage entre deux artères. — 10. Pinf ou



ploupin. Est fréquentée par des étoiles et des vedettes. Source d'inspiration. — 11. Desservit. Retraite éventuelle de vœux. Rivière de Suisse. — 12. Vieille ville. Prête à partir. 13. Un homme qui n'est jamais à cran. Méthode d'imposition. — 14. Grande surface antérieure. Chinoises. Symbole chimique. — 15. Fait selon les règles. Rond ou pas rond. Peu pour des mocassins.

Solution du problème n° 4465

Horizontalement
I. Tympan. EL. — II. Yeu. Bobo. — III. Ru. E.V. Ban. — IV. Ate. Au. R.D. — V. Microbe. — VI. Poona. En. — VII. Janvier. — VIII. Ardent. Me. — IX. Tien. Ede. — X. Tarde. Ore. — XI. Es. Usines.

Verticalement
1. Tyrant. Jatte. — 2. Yeux. Paris. — 3. Mu. Emouder. — 4. Invenu. — 5. Vaccin. Es. — 6. N.B. Uratie. — 7. Ob. Doa. — 8. Ebarbe. Mère. — 9. Tondeuse. Es.

DUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

LUNDI 20 AVRIL

« Galeries rénovées et passages couverts », 14 h 30, métro Bourse, sortie BN (Fileries).

« L'Opéra », 11 heures et 14 h 30 (Christine Marie).

« Hôtels et jardins du Marais », 15 heures et 17 heures, grille Carnavalet, rue des Francs-Bourgeois (C.A. Messier).

« Histoire du Vieux Paris souterrain », 15 heures, portail central de Notre-Dame (Art et histoire).

« Une heure dans le Marais », 11 heures, métro Pont-Marie (M.C. Lasserre).

« L'Opéra », 15 heures, au haut des marches (Tourisme culturel).

« Montmartre : cité d'artistes, ruelles et jardins », 10 h 30, métro Abbesses (P.-Y. Jastot).

« Tombes célèbres du cimetière de Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (P.-Y. Jastot).

« L'ancien abbaye de Saint-Germain-des-Prés et son quartier », 15 heures, entrée Saint-Germain-des-Prés, sortie (G. Botreau).

« L'île Saint-Louis », 10 h 30, métro Pont-Marie (M. Polyer).

« L'Académie française et l'Institut », 15 heures, 23, quai Conti (Michèle Polyer).

« Les appartements royaux du Louvre », 15 heures, entrée Saint-Germain l'Auxerrois (M.-C. Lasserre).

« Le Vieux Belleville et ses jardins », 15 heures, métro Télégraphe, sortie (Résurrection du passé).

« Notre-Dame de Paris », 15 heures, métro Cité, sortie (L. Haillier).

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures, 11 h 30, 14 h 30 et 16 heures, boulevard Ménilmontant face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).

« Promenade de beauté et Vieux Nogent », 15 h 30, gare de RER de Nogent-sur-Marne (Approche de l'art).

« Riches salons du ministère des finances », 17 heures, 93, rue de Rivoli, carte d'identité (Approche de l'art).

« L'ancien village de Montmartre », 11 heures, métro Abbesses (Monuments historiques).

« Sur les pentes de la Montagne Sainte-Genève », 15 heures, jardin de Saint-Julien-le-Pauvre par le métro Saint-Michel (Monuments historiques).

CONFÉRENCES

12, rue des Fossés Saint-Jacques, de vendredi 17 avril 1987 :

« Du revenu social à l'économie distributive » (Albert Beaumont et Charles Lacombe).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel de vendredi 17 avril 1987 :

DES DÉCRETS
● Du 16 avril 1987 portant approbation des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire de la Société nationale de programmes Télévision française en date du 4 avril 1987 portant augmentation de capital de la société et transfert du siège social ;

● N° 87-271 du 16 avril 1987 modifiant le décret n° 81-1067 du 3 décembre 1981, modifié instituant une aide exceptionnelle destinée à concourir au rétablissement de certaines exploitations en difficulté.



PROMENADES D'ARCHITECTURE A PARIS



GUIDES ET ITINÉRAIRES POUR DÉCOUVRIR UN PARIS IGNORÉ DES TOURISTES

- GUIMARD et l'art nouveau
- FER ET VERRE autour de la Bourse
- ATELIERS à Montparnasse
- HABITAT SOCIAL à Ménilmontant
- ARTS DÉCORATIFS à Passy et Auteuil
- AVEC L'AUTOBUS de petite ceinture

En vente 49 F à notre siège ou par correspondance

BON DE COMMANDE
« PROMENADES D'ARCHITECTURE A PARIS »

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

NOMBRE D'EXEMPLAIRE(S) x 59 F =
(49 F + 10 F de frais d'expédition)

LM 1

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU
« MONDE », Service des ventes au numéro,
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 03

loterie nationale

TRANCHE (N°38) DU

TIRAGE DU SAMEDI 18 AVRIL 1987

LE NUMÉRO 118920 GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETS SE TERMINANT PAR 624 GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

Le Monde

REGIONS

ALSACE

Mulhouse-informatique

Les sociétés Alsaciennes de gestion informatique (c'est une filiale des Mines de potasse d'Alsace) et Vecteur (filiale du groupe indépendant Oroumoff) viennent de créer un groupement d'intérêt économique qui permet à la société Vecteur, conseil en organisation des entreprises, d'ouvrir à Mulhouse sa première antenne régionale en Alsace.

Ce choix de Mulhouse s'explique, selon les responsables du GIE, par l'importance du tissu industriel de la ville, les projets d'extension de la technopole haut-rhin et la proximité de l'Allemagne et de la Suisse.

AQUITAINE

Les boîtes Ford

La cinquième millième boîte-pont produite par Ford France est sortie le 13 avril 1987 des chaînes de l'usine de Bordeaux-Blanquefort. Cette unité, implantée en Gironde en septembre 1976, livre deux mille deux cents boîtes par jour pour les gammes Fiesta, Escort, Orion assemblées en Europe et pour la Zeta brésilienne. Elle est la seconde usine Ford à Bordeaux voisine d'une unité de transmissions automatiques installée en 1973.

Ford dédie, avec trois mille trois cents salariés dans ses deux unités, le titre de premier employeur girondin. Il est actuellement le premier exportateur du département devant le négoce des vins.

A l'occasion de la cinquième millième boîte-pont, Ford a confirmé le lancement d'une transmission à variation continue, dont l'usine de Bordeaux-Blanquefort assurera l'industrialisation à partir du 2 mai 1988 : un investissement de 380 millions de francs.

BORDEAUX. - Le guide *Le Junior de Bordeaux*, édition 1987-1988, vient de paraître. Une initiative originale : deux mille cinq cents adresses utiles pour les enfants et les parents. 49 F. MS Communication, 4, rue Poqueville-Molière, 33000 Bordeaux.

Pour aider le cinéma

Le réalisateur périgourdin Jean-Pierre Denis, dont le film *Champ d'honneur* est sélectionné pour le Festival de Cannes, a bénéficié de l'aide de la région Aquitaine. En 1986, alors que Jean-Pierre Denis était obligé de reporter le tournage de son film pour des raisons financières, le conseil régional décida de lui allouer une avance sur recettes de 1 400 000 F.

C'est la première fois que l'Aquitaine s'associe de la sorte à un projet de cinéma.

BRETAGNE

Le câble à Brest

MM. Gérard Longuet, ministre des P et T, et Georges Kerbrat (RPR), maire de Brest, viennent de signer une convention pour la création d'un réseau câblé à Brest. Quinze à trente chaînes de télévision seront disponibles moyennant une redevance de 150 F par mois. Les premières images apparaîtront sur les écrans en 1989.

85 % de l'agglomération de Brest - les zones d'habitat les plus denses - plus une commune suburbaine, Le Relecq-Kerhuon, seront câblées. Coût de l'installation : 250 millions de francs.

La gestion du réseau ne sera pas confiée à une société d'économie mixte comme cela était prévu dans une première étude, mais à une filiale de la CGE.

De la voile au ballon

Connue dans le monde de la plaisance, la Voilerie Dorléans (dix personnes au total) vient de prendre un virage « gonflé », si l'on peut dire.

Non contente d'avoir réalisé, et ce depuis trois ans, à Arzal, dans le Morbihan, les spés et autres grandes voiles pour Jet Service, VSD, Biscuits LU, Poulain, Stalaven, Crédit agricole, elle a pris une seconde orientation avec son département Engins publicitaires gonflables (EPG). « Il s'agit de structures publicitaires gonflables qui permettent aux clients d'afficher leur rei-

UN MUSÉE PAS COMME LES AUTRES

Boulogne vraiment sur mer

L'E Centre national de la mer, qui ouvrira ses portes à Boulogne-sur-Mer en 1988, ne sera pas un simple musée océanographique. Il abritera également des équipements professionnels et scientifiques de haut niveau.

Ce projet ambitieux, qui se veut l'un des éléments essentiels de « la réponse de Boulogne au lien trans-Manche », représente un investissement de plus de 140 millions de francs (11 dont près de la moitié (46 %) sera financée par le Comité économique européen, dans le cadre du Fonds européen de développement régional (le FEDER).

L'idée naît dans la tête de Guy Langegne au début des années 80. Le maire (PS) de Boulogne n'est pas encore ministre de la mer mais il sait que sa ville, qui a beau cumuler les titres de premier port de pêche français, de second port de voyageurs et de premier centre européen de transformation des produits de la mer, n'en devra pas moins relever elle aussi le défi de cette fin de siècle. La crise de l'industrie n'épargne pas la Boulonnais, la pêche connaît des difficultés, le tunnel sous la Manche risque d'enlever au port toute une part de son activité. Boulogne devra s'affirmer plus que jamais comme « cité de la mer ».

« Nous avons nos remparts », explique Guy Langegne, notre château, notre histoire, nos rues animées, le port au cœur de la ville, les paysages magnifiques du Boulonnais et de la côte d'Opale... Des atouts sérieux mais insuffisants à l'heure du tunnel sous la Manche, du TGV et des Disneyland. Comment créer un événement qui déclenche chez ces millions de voyageurs le désir qui les incite à visiter la ville, à y développer commerce et activités économiques ? »

son d'être de façon originale », explique le jeune patron Daniel Dorléans.

Ses premiers clients : VSD sur le Paris-Dakar, un groupe immobilier, constructeur d'une partie de la Défense.

D'autres réalisations vont naître dans le petit atelier de l'estuaire de la Vilaine : une Bastille gonflable pour le bicentenaire de la Révolution, et, actuellement, à Sète, une frégate de 200 mètres carrés pour l'opération « Grand Pavois force 7 », orchestrée par Christian Bourret, le metteur en scène du spectacle de Michel Jarro à Houston.

CENTRE

Blois et la carte à puce

Blois est devenue une ville pilote pour l'utilisation de la carte à puce. Sous l'impulsion d'une association municipale, Vauvert 2000, y ont été expérimentées : la carte de paiement IPSO en 1981, la carte PTT Publi-Phone en 1984, la carte de santé en 1985, la carte de transport en 1986 ou « ticket-puce », qui associe titre de transport et moyen de paiement.

Pierre Sudreau, le maire de la ville, vient d'annoncer que Blois accueillera en mai prochain le Symposium européen des systèmes d'information urbains, qui aura comme thème : « Les nouvelles technologies au service des citoyens et des collectivités locales ». Au programme : des exposés de spécialistes européens et une exposition.

Le Monde
document et documents

NUMÉRO SPÉCIAL
HORS SÉRIE

TRENTÉ ANS D'EUROPE

24 PAGES, UN DOSSIER COMPLET
SUR L'HISTOIRE ET L'AVENIR
DE L'EUROPE

CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX

La réponse, ce sera le Centre national de la mer, dont la carcasse de béton et de verre, dessinée par l'architecte Jacques Rogerie (2) pour évoquer l'image d'un crustacé, se tapira entre le port et la plage, à l'emplacement du casino en cours de démolition.

Projet ambitieux - qui rassemblera en un même lieu - et c'est là son originalité - un musée, une exposition permanente, un aquarium et un pôle scientifique et technologique avec toujours le souci d'être un outil de culture, la culture de la mer dans ses aspects économiques, touristiques aussi bien que techniques.

L'exposition permanente proposera ainsi au public un véritable « voyage au centre de la mer ». Elle conduira notamment le visiteur vers un bassin de requins, une alvéole sous-marine de 600 mètres cubes, puis elle l'emmènera au milieu du plancton à la découverte des premiers maillons des chaînes alimentaires marines. En quelques minutes, le promeneur émigrera

d'un lagon corallien au milieu des mers chaudes vers les régions froides et polaires. En aussi peu de temps, il découvrira les techniques de pêche et leur évolution, de la simple cueillette à la pêche industrielle. Il se retrouvera, par un effet de mise en scène et d'éclairage, au milieu d'un banc de thons traqués par les filets ou, en pleine nuit, sur le pont d'un chalutier assistant à la manœuvre du chalut. Un audiosérial et des maquettes le projeteront ensuite dans le futur parmi les sous-marins, les robots, les villages sous-marins ou les fermes aquacoles. Revenu dans le présent et sur terre, il pourra poursuivre son parcours vers la médiathèque (mise en place avec le concours de l'INA), la piscine, la galerie commerciale, etc.

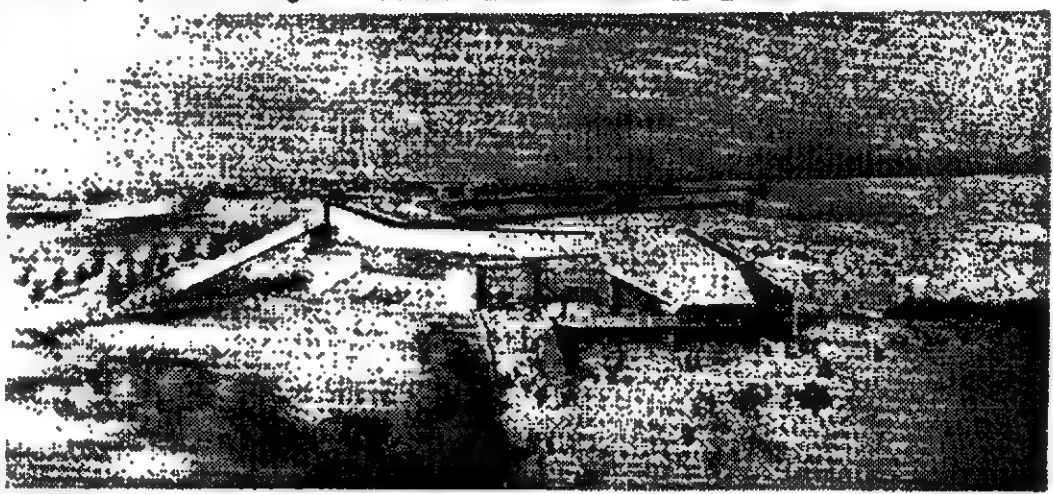
Le centre de la mer, qui pourrait accueillir à partir de 1989 quelque cinq cent mille visiteurs par an, sera aussi ouvert aux scientifiques et aux professionnels. A côté d'un laboratoire de biologie marine et d'une assistance pour les techniciens de l'IFREMER, ils trouveront notamment un bassin d'essais de

chalut. Véritable équivalent pour les engins de pêche de la soufflerie pour les avions, ce sera, par ses 40 mètres de long et la qualité de sa veine d'eau, l'un des plus performants d'Europe. Outil de recherche, de formation et de démonstration, il sera aussi lieu d'échange entre professionnels, scientifiques et grand public qui, du parcours de l'exposition permanente, pourra assister aux expérimentations.

JEAN-RENÉ LORE.

(1) Le coût global est estimé à 141,35 MF. Le financement sera assuré par le CEE (64,035 MF), la région Nord-Pas-de-Calais (22,35 MF), l'Etat (ministère de la mer, de la culture et de la recherche : 19,55 MF), la ville (12,24 MF), le département de Pas-de-Calais (11,175 MF), l'IFREMER (8 MF) et la chambre de commerce et d'industrie de Boulogne (4 MF).

(2) Jacques Rogerie est l'architecte qui a été retenu parmi cinq concurrents pour la création du Centre de la mer. La conception de l'exposition permanente a été confiée à l'architecte paysagiste Christian Le Conte.



LANGUEDOC-ROUSSILLON

Un comité pour l'Europe

L'ouverture en 1992 du grand marché européen préoccupe le Languedoc-Roussillon, région qui, naguère hostile à l'adhésion de l'Espagne, redoute une invasion des produits agricoles ibériques.

Réunis autour de Laurent Spanghero, président de l'Union patronale interprofessionnelle régionale, et Philippe Lamour, président du conseil économique et social du Languedoc-Roussillon, les responsables économiques languedociens et

catalans viennent de fonder à Castelnaudary, dans l'Aude, le comité 92.

« Notre but, précise Laurent Spanghero, c'est de faire l'inventaire des forces et des faiblesses du Languedoc-Roussillon. Le Comité 92, formé de patrons et de responsables économiques, entend jouer un rôle mobilisateur et mettre fin à un certain éparpillement des énergies en proposant notamment le recours systématique à un interlocuteur unique auprès des divers porteurs ».

LORRAIN

Un annuaire de la recherche

Le Centre lorrain de l'enfance et de la jeunesse (CLEJ) vient de réaliser un « annuaire de la recherche » aussi simple dans sa présentation qu'efficace dans sa conception. Il regroupe quelque quatre cent cinquante adresses de laboratoires publics et privés de Lorraine avec des coordonnées précises et un résumé des recherches en cours.

FIN DE POLEMIQUE

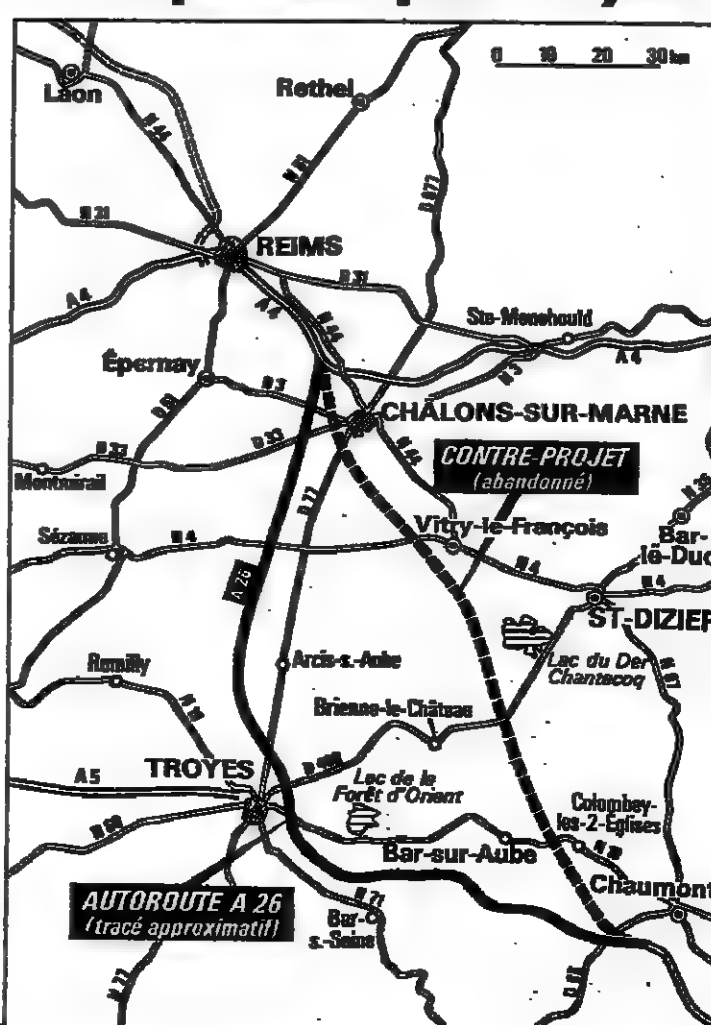
L'autoroute A-26 passera par Troyes

Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, a tranché la querelle du tracé de l'autoroute A-26 entre Châlons-sur-Marne et Chaumont. Il a confirmé le choix fait en 1973 par son prédécesseur, Olivier Guichard, en faveur d'un passage par Troyes et non par Vitry-le-François et Colombey-les-Deux-Églises.

Robert Galley, député, maire RPR de Troyes, l'a donc emporté avec l'appui de la région qui préside Bernard Stasi (UDF) contre les vœux de la Haute-Marne et de Gérard Longuet, élu de la Meuse, qui proposaient de revitaliser les bassins d'emploi de Vitry-le-François et de Saint-Dizier grâce à cette infrastructure.

Le ministre a, en définitive, suivi les conclusions de la direction des routes. Celle-ci estimait que le tracé par Vitry, plus court d'une centaine de kilomètres que celui par Troyes, était handicappé par un surcoût de 800 millions de francs en raison des problèmes techniques et écologiques qu'il soulevait. D'autre part, entre Troyes et Chaumont, l'autoroute A-26 se confondait avec l'autoroute A-5.

Selon les prévisions du ministère, les sections Châlons-Troyes et Troyes-Chaumont devraient être nées en service aux environs de 1991.



L'annuaire n'est pas destiné aux chercheurs mais aux enseignants, aux animateurs et aux jeunes qui élaborent dans des classes ou des associations des projets d'études ou des réalisations qui ont rapport avec des sciences et des techniques de toute nature. L'annuaire, tiré dans un premier temps à mille cinq cents exemplaires, devrait selon les concepteurs permettre une rencontre entre groupes de jeunes et adultes, voire des parrainages, du prêt de matériel, ou des visites de laboratoire.

« L'image traditionnelle et simpliste d'une Lorraine peuplée de mines et d'usines est en train de disparaître. La douleur de la transition sera atténuée si émerge la réalité moderne d'une vaste technopole au sein de laquelle les laboratoires de recherche occupent la meilleure place. Le devenir de cette mutation repose sur la passion que les générations montantes lui consacrent », souligne en introduction du document le P. A. Maillart, délégué régional à la recherche et à la technologie pour la Lorraine. L'annuaire lorrain devrait prochainement être présenté à d'autres régions intéressées par l'idée.

PAYS DE LA LOIRE

Nouvelles pistes pour Nantes

Sur l'aéroport de Nantes-Château-Bougon (initialement aéroport de France), sera réalisé à partir du mois de mai un programme d'investissement de 100 millions de francs sur trois ans afin de faire face à l'augmentation du trafic, qui atteindra, selon les prévisions, un million de passagers par an en 1988/1989.

D'autre part, deux nouvelles lignes régulières seront ouvertes à partir du 1^{er} avril 1988, l'une à destination de Genève et l'autre vers Milan. Par contre, le projet d'une liaison Nantes-Francfort (RFA), qui était également en discussion, est reporté sine die.

La moitié des investissements concernent l'extension de l'aérogare pour les passagers, dont la surface sera agrandie de 70 %.

PROVENCE-ALPES - COTE D'AZUR

Pour sauver le mérout

« La rencontre imprévue avec un mérout dans le pénombre bleue des profondeurs constitue toujours un choc émotif, un événement pour le plongeur », affirme le professeur Charles Boudouresque, directeur du laboratoire d'écologie du Benthos de la faculté des sciences de Marseille-Luminy et président du comité scientifique du Parc national de Port-Cros. « La grande taille de ce poisson, la majesté de sa nage, en font un véritable animal de légende », poursuit-il.

Le mérout est que même la légende risque d'être bientôt oubliée, car si l'on continue à ce train il n'y aura bientôt plus de mérout en Méditerranée. Trop facilement chassé pour l'excellence de sa chair, le mérout est victime de sa placidité et de sa trop grande confiance en l'homme.

Cette rareté inquiète le Comité scientifique du Parc national de Port-Cros, une quarantaine de spécialistes de botanique, zoologie, géologie, océanographie, des universitaires de Nice, Montpellier, Marseille, Perpignan et Paris, qui ont décidé (avec la collaboration de la Fédération française d'études et de sports sous-marins et la participation des apnéistes de la Commission nationale de la chasse sous-marine) la mise en place d'un programme de recherche baptisé « Opération mérout », auquel seront associés sous la direction du professeur Quignard (Montpellier) et de Jean-Louis Bache, directeur de la réserve de Cerbère-Banyuls, le Parc national de la Corse, la réserve de Cerbère-Banyuls et le Parc national de Port-Cros. But de l'opération : pour tenter de reconstituer les populations de mérout, il convient de mieux les connaître.

Cette page a été réalisée par nos correspondants :

Jean-Louis Bemer, Jean Contrucci, Michel Loret, Ginette de Matha, Bernard Revel, Gabriel Simon.

Coordination : Jacques-François Simon.

150

REPÈRES

Faillites

En hausse

Après correction des variations saisonnières, le nombre de défaillances nouvelles d'entreprises s'est élevé à 2 857 en mars contre 2 631 en février et 2 433 un an plus tôt. « La série demeure orientée vers une croissance régulière », note l'INSEE. Abstraction faite de l'artisanat et du champ d'application de la nouvelle législation, le chiffre de mars fait encore apparaître une croissance du nombre de défaillances (2 844 contre 2 488 unités en février).

Par ailleurs, le nombre de créations d'entreprises a de nouveau baissé le mois dernier, passant de 22 680 en février à 20 840 en mars. Ce mouvement de repli s'est amorcé en janvier après le vague exceptionnel de créations enregistrées en fin d'année 1986, remarque l'INSEE. En décembre 1986, leur nombre s'était élevé à 27 560 unités.

Commerce extérieur

Déficit record pour le coton français

Le déficit de la balance commerciale de l'industrie cotonnière française a atteint le niveau record de 2,7 milliards de francs en 1986 contre 2 milliards en 1985 et 1,7 milliard en 1984. Les importations de tissus et fils de coton ont progressé de 4 %, tandis que les exportations ont baissé de 2,5 %. La production française a baissé en volume de 1,3 point par rapport à 1985. Les professionnels soulignent que la reprise de la consommation enregistrée en 1986 (+ 2,5 %) a bénéficié à la concurrence étrangère, notamment à leurs confrères de la CEE. Les échanges cotonniers français avec la Communauté européenne accusent en effet un déficit de 1,5 milliard de francs, en hausse de 77 % par rapport à 1985.

AFFAIRES

Les titres de la BTP soixante-cinq fois demandés

Le succès fou de la privatisation des petites banques

« Les privatisations, c'est désormais comme les châteaux de la Loire, il y a des gens qui les font systématiquement les uns après les autres ».

A ce commentaire d'un banquier parisien, il faut ajouter aujourd'hui que ces voyageurs d'un type nouveau ne délaissent pas les petites étapes, comme en témoigne le succès fou de la privatisation des banques moyennes. Après la Société générale alsacienne de banque (la Sogenal), dont les titres avaient été demandés quarante-six fois, le ministère de l'économie, des finances et de la privatisation a indiqué, vendredi 17 avril, que les 1,1 million d'actions de la Banque de bâtiment et des travaux publics avaient été demandées soixante-cinq fois ! La Banque industrielle et mobilière privée, l'étape de la semaine prochaine, sera-t-elle l'occasion d'un nouveau record ?

Première banque moyenne mise sur le marché par l'Etat après la gigantesque Compagnie financière de Paris, la Sogenal, filiale de la Société générale, avait, on s'en souvient, rencontré un succès important. La campagne de publicité avait pourtant été volontairement assez discrète.

Le titre était ensuite destiné à être coté sur une place de province modeste, la Bourse de Nancy. Malgré cela, face aux 5,1 millions d'actions de la Sogenal mises en vente par l'Etat (à 125 F l'unité), la demande s'élevait à 236 millions

(quarante-six fois plus) ! Le ministre de l'économie devait finalement décider de ne servir que les ordres « prioritaires », ceux des particuliers. Et encore, ceux-ci n'ont pu obtenir au maximum que six titres. Avec la Banque du bâtiment et des travaux publics, la BTB, la seconde banque moyenne mise en vente par l'Etat, tous les records viennent d'être battus. Les 1,1 million de titres offerts (à 130 francs) à la Bourse de Paris ont été demandés soixante-cinq fois ! Quelques précautions avaient pourtant été prises. La division de chaque action initiale de la banque avait permis de quadrupler le nombre d'actions à vendre. La période de la vente avait été ensuite limitée à une semaine (deux semaines pour la Sogenal).

Cuichet unique

La publicité, importante, a-t-elle contribué à l'enthousiasme ? « N'avez-vous jamais rêvé de vous offrir une banque ? », demandait-elle. En tout cas, plus d'un million de Français ont répondu par l'affirmative. Ils ne posséderont chacun qu'une seule action de la BTB. Ainsi en a décidé M. Balladur, vendredi 17 avril.

La prochaine étape connaîtra-t-elle le même afflux ? La Banque industrielle et mobilière privée (nationalisée en 1982 mais qui est

restée « privée » dans son nom) sera mise en vente la semaine prochaine, l'action étant proposée à 140 francs. Le gouvernement et les dirigeants actuels de cette petite banque indépendante à guichet unique ont pris quelques précautions pour éviter un actionnariat trop large. Les titres de cet établissement haut de gamme ont été divisés par huit cette fois. La majorité des titres (51 %) ayant été attribués à un groupe d'actionnaires stables - Siparex, Michelin, la Mutuelle générale de France (voir le Monde du 18 avril) - et 10 % des actions étant destinées au personnel (353 salariés), ce sont finalement 833 783 titres de la BTB qui vont faire l'objet de l'offre publique de vente.

Mais, pour celle-ci, la BTB n'a pas fait de publicité du tout. « Seulement une information sur le site de la clientèle », indique-t-on rue Pasquier, à Paris, au siège de la banque. La vente ne durera que quatre jours - du mardi 21 au vendredi 24 avril - qui plus est en pleine période de vacances scolaires. Tous ces éléments limiteront-ils l'afflux de demandes ? Les responsables de la BTB l'espèrent. Il est vrai que la « gestion » d'un actionnariat très large coûte cher en temps et en argent. Il faut notamment informer les actionnaires et les réunir régulièrement (à l'occasion d'assemblées générales par exemple).

Ce succès fou de la privatisation des petites banques amène maintenant les dirigeants des futurs privatisés à s'interroger sur leur propre stratégie, notamment en matière de communication. Pour les voyageurs de la finance en tout cas, les prochains guides bleus parus ou à paraître portent sur le Crédit commercial de France (mise en vente prévue à partir du 27 avril), la Compagnie générale d'électricité (mi-mai), l'agence Havas (fin mai), et la Société générale (mi-juin).

On insiste. Rue de Rivoli, sur le fait qu'en matière de calendrier rien n'est définitivement arrêté. Tout dépendra du climat boursier. L'aventure, que diable !

ERIK IZRAELWICZ

ÉTRANGER

Augmentation des droits de douane sur certains produits japonais

Washington est passé à l'acte

La décision prise par M. Reagan, vendredi 17 avril, d'augmenter les droits de douane sur certaines importations japonaises aux Etats-Unis (TV couleur, perceuses et outillages électriques, calculatrices de bureau et machines de traitement de l'information) a provoqué des réactions mesurées au Japon. Tokyo, qui a immédiatement demandé aux Etats-Unis de rapides négociations devant le GATT (l'institution internationale organisant le commerce mondial) pour régler le conflit, s'abstiendra « de toute représaille immédiate » a annoncé samedi, à Tokyo, le ministre du commerce international et de l'industrie, M. Tanaka.

WASHINGTON de notre correspondant

De son ranch californien où il passe les vacances de Pâques, M. Reagan a officiellement annoncé, vendredi 17 avril, l'entrée en vigueur des sanctions commerciales qu'il avait, le 27 mars dernier, décidé d'imposer au Japon.

A compter de ce même vendredi, des droits supplémentaires de 100 % seront donc appliqués, comme prévu, sur des produits d'importation japonaise d'une valeur globale de 300 millions de dollars. La liste de ces produits - appareils de télévision en couleur (90 millions), outils électriques manuels (30 millions) et micro-ordinateurs portables (180 millions) - a été établie de manière à « minimiser, indique le communiqué présidentiel, l'effet sur les entreprises et les consommateurs américains (japonais) ». Les sanctions ont été imposées par des firmes « des Etats-Unis ou d'autres pays ».

« Regrettant », dans sa déclaration que ces sanctions aient été rendues « nécessaires », M. Reagan a cependant bien pris soin de se dire, dans le même temps, « encouragé par des récentes actions prises par le gouvernement japonais pour mieux respecter l'accord américano-japonais sur les semi-conducteurs ». Spectaculaires car il s'agit là des premières mesures protectionnistes que les Etats-Unis aient édictées contre le Japon depuis la fin de la seconde guerre mondiale, ces sanctions paraissent fermement cantonnées à leur rôle de salve d'avertissement - brutale, mais essentiellement destinée à démontrer au Congrès la fermeté de la Maison Blanche.

Côté avertissement, la Maison Blanche s'en est tenue à son refus d'envisager d'abandonner ses sanctions avant la visite officielle que le premier ministre japonais, M. Nakasone, doit effectuer à la fin de ce mois à Washington. Tokyo, qui avait pourtant déposé aux Etats-Unis l'un des plus hauts responsables de son commerce international, s'est à cet égard heurté à un mur. Il ne pourra ainsi être dit que M. Reagan se sera laissé apaiser par de nouvelles promesses.

Eviter une guerre commerciale

Côté souplesse et volonté d'éviter une véritable guerre commerciale, Washington a, en revanche, multiplié vendredi les paroles de conciliation. Outre le début de la satisfaction donnée à Tokyo par le communiqué présidentiel, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, a répété que les Etats-Unis étaient des sanctions assailli qu'ils disposent de « preuves » statistiques du respect sur une période « représentative » de l'accord par lequel le Japon s'était engagé, en juillet dernier, à augmenter ses achats de semi-conducteurs américains et à cesser de vendre les siens à des prix de dumping dans les pays tiers.

Le représentant spécial du président pour le commerce, M. Yeutter, a quant à lui exprimé sa conviction qu'il n'y aurait pas de guerre commerciale avec le Japon et estimé aussi que ce conflit pourrait être réglé « en quelques semaines » ; beaucoup moins de temps donc que les trois à quatre mois dont avait auparavant parlé M. Baldrige, le secrétaire au Commerce, mais également devant le Congrès la semaine dernière.

M. Yeutter devait se rendre à Tokyo ce dimanche pour des entre-

tiens annuels sur le commerce international entre les Etats-Unis, le Japon, la Communauté européenne et le Canada. Ce déplacement devrait être l'occasion de discussions bilatérales sur les sanctions américaines. Parallèlement, M. Shintaro Abe, l'ancien ministre japonais des affaires étrangères, est attendu ce même dimanche à Washington comme « envoyé spécial » de M. Nakasone dont il doit préparer la visite par des entretiens de très haut niveau. Avant son départ, M. Abe avait indiqué qu'il allait présenter les mesures que Tokyo est décidé à adopter, a-t-il dit, pour « tenter de sortir de ce moment assez critique ».

Il s'agit de l'annonce de concessions sur les importations japonaises de produits alimentaires et de super-ordinateurs, sur la participation de firmes étrangères au développement des télécommunications au Japon ainsi que sur la construction d'un nouvel aéroport international. Enfin serait confirmée la volonté du Parti libéral démocratique, au pouvoir, d'augmenter les dépenses publiques de quelque 35 milliards de dollars. « Ni les représailles ni le protectionnisme ne sont une solution », avait déclaré M. Abe, laissant clairement percevoir que le coup de semonce avait été entendu. Reste à savoir s'il s'est pas trop tard pour faire reculer le protectionnisme montant aux Etats-Unis.

Les marchandises sur lesquelles seront imposés des droits de douane supplémentaires ne représentent que 0,3 % des exportations japonaises vers les Etats-Unis qui ont enregistré, l'année dernière, un déficit commercial de près de 59 milliards de dollars avec leur principal allié de la zone pacifique.

BERNARD GUETTA.

Dans le cadre de son plan de restructuration

Le sidérurgiste italien Finsider supprime quatorze mille emplois

ROME de notre correspondant

Une réduction de quatorze mille emplois sur quatre-vingt mille en trois ans : telle est la partie la plus amère du plan de restructuration de l'acier que la Finsider, holding publique spécialisée du secteur, a, le vendredi 17 avril, proposé à l'IRI (l'institut pour la reconstruction industrielle), le grand groupe d'Etat italien.

Deux raisons justifient cette décision draconienne. Il s'agit tout d'abord de se conformer aux directives de la CEE visant à lutter contre la surproduction d'acier au niveau européen. Les Douze produisent près de 30 millions de tonnes, chaque année, en excès, et l'Italie, au cinquième rang mondial et deuxième européen, après l'Allemagne, en fournit à elle seule 25 millions. En second lieu, le secteur est un gouffre financier absorbant l'équivalent de 4 milliards de francs par an. Ce trou est d'autant plus béant que l'IRI qui était « en rouge » sur tous les fronts, il y a encore trois ans, a procédé à de spectaculaires redressements, hormis dans le domaine de l'acier, qui demeure l'un des derniers vecteurs lourdement déficitaires.

La situation est rendue particulièrement complexe du fait qu'une moitié environ des réductions d'emplois devra intervenir dans le Sud, déjà touché par un taux de chômage très supérieur à la moyenne nationale de 12 %. C'est dans le Mezzogiorno, en effet, que, dans les années 50-60, ont été construits les deux plus gros et plus modernes centres de production de l'acier italien : à Bagnoli, juste au nord de Naples, et à Taranto, à l'extrême sud de la « botte ». Dans ces deux établissements, les coupes devraient être respectivement de 1 500 postes sur 4 350, et de 4 600 sur 18 000.

Tant pour la métropole napolitaine, où la situation générale de l'emploi est dramatique, que pour la cité des Pouilles où l'établissement sidérurgique représente de loin la principale source de revenus, ce sont là des coupes dont elles ne seraient bien passées. Les autres réductions d'emplois devraient affecter notam-

ment des établissements proches de Gênes Campi, Piombino) et une importante usine du Val d'Aoste. En outre, une restructuration devrait intervenir en relation avec le secteur privé demeuré important. La cession de plusieurs établissements de la Finsider au célèbre groupe Falck est ainsi envisagée.

Ce plan draconien pourra-t-il être mené à son terme dans les délais prévus ? Ni les habitudes lentes italiennes ni les réactions très vives des syndicats de métallos, encore puissants, à l'annonce de ces mesures ne permettent d'en jurer. Même si le plan réussissait, le secteur public de l'acier ne serait même pas en équilibre. Des pertes cumulées de six milliards de francs sont encore prévues pour les trois années à venir. Ce n'est qu'au début des années 90, que la cure d'amalgamement pourrait permettre à la sidérurgie d'Etat italienne de faire des bénéfices à nouveau.

J.-P. C.

Aux Etats-Unis

Le directeur du budget s'inquiète d'une politique monétaire trop restrictive

Le directeur du budget, M. James Miller a fait part de son inquiétude, vendredi 17 avril, devant la décision de la Réserve fédérale de « surréagir » pour contenir l'inflation en augmentant les taux d'intérêt. Cette attitude, selon M. Miller, aura pour conséquence de provoquer une récession en pleine campagne électorale.

« Je suis très inquiet quand je vois que la masse monétaire diminue considérablement depuis quelques temps », a déclaré M. Miller, soulignant que ses remarques ne constituent pas un message indirect du président Reagan au directeur de la Fed, M. Paul Volcker, pour qu'il mette davantage de liquidités à la disposition des banques américaines.

« Une réaction trop forte aujourd'hui en ce qui concerne l'inflation pourrait se traduire par un ralentissement substantiel de l'activité économique dans un an », a précisé M. Miller.

Quelques heures après cette déclaration faite devant des journalistes, M. Fitzwater, le porte-parole de la Maison Blanche, précisait que la politique monétaire actuellement menée était bonne et que les propos de M. Miller n'engageaient que lui.

FAITS

ET CHIFFRES

● Nouvelles technologies : les objectifs de la mission Riboud. — M. Jacques Chirac vient de préciser à M. Antoine Riboud, PDG de BSN, les objectifs de la mission qu'il lui a confiée sur les nouvelles technologies. Ce rapport qui aura pour but d'étudier les effets sur l'emploi des mutations technologiques devra être remis pour la fin septembre. Le premier ministre a indiqué à M. Riboud que trois questions devront être abordées. Il faudra d'abord évaluer l'efficacité des instruments dont disposent les entreprises pour prévoir les effets sur l'emploi des mutations technologiques. Deuxième question : « analyser les voies et moyens par lesquels est assurée dans l'entreprise l'information des salariés sur les nouvelles technologies ». Enfin, « recenser les contraintes qui constituent actuellement autant de freins à la mobilité professionnelle des salariés et donc autant d'obstacles à leur meilleure adaptation à l'emploi ».

● Huit cents suppressions d'emplois seraient envisagées chez Radiotechnique. — Selon la section CFDT de l'usine du groupe à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), la direction de Radiotechnique envisage la suppression de huit cents emplois en raison d'une sous-charge de travail en 1987. Lors d'une réunion extraordinaire du comité central d'entreprise, la direction aurait annoncé deux cent cinquante suppressions d'emplois au Mans (Sarthe), cent cinquante à Fleury (Orne), deux cents à Nogent-le-Rotrou et deux cents à Rambouillet. Selon la CFDT, « une des mesures de ce plan comprendrait une demande globale de convention PNE, qui pourrait, selon la direction, concerner trois cent vingt-huit personnes à l'âge légal de cinquante-six ans et deux mois et quatre cent soixante-dix personnes de cinquante-cinq ans, après dérogation ». — (AFP.)

A la veille de la décision gouvernementale sur la CGCT

Ericsson renforce son offre grâce à un accord avec Matra sur le radiotéléphone

A quelques jours de la décision gouvernementale sur la CGCT (Compagnie générale de constructions téléphoniques), attendue pour le mardi 21 avril, le groupe suédois Ericsson a fait un geste important pour offrir des compensations industrielles en échange de son entrée sur le marché français du téléphone.

Trois candidats étrangers - l'américain ATT, l'allemand Siemens et le suédois Ericsson - sont encore en lice pour racheter la CGCT, ancienne filiale d'ITT-France nationalisée en 1982, qui détient 16 % du marché français de la téléphonie publique (estimé à environ 800 millions de francs par an). Mais, jusqu'ici, les autorités françaises estimaient que les contreparties offertes par les industriels européens n'étaient pas tout à fait suffisantes face à l'offre américaine, qui promet, en échange de la CGCT, d'acheter à la France pour 200 millions de dollars d'équipements dans les faisceaux hertziens.

Or, le jeudi 16 avril, Ericsson a conclu avec le groupe Matra un protocole d'accord dans le domaine du radiotéléphone cellulaire numérique européen. Le groupe de M. Lagardère, ou le sait, est le principal partenaire français associé à Ericsson dans le rachat de la CGCT (1) puisque, pour satisfaire à la loi de privatisation, les groupes étrangers ne peuvent prendre une participation dépassant 20 % dans les entreprises nationalisées.

Le protocole d'accord conclu entre les deux groupes est important dans la mesure où le marché du radiotéléphone est promis à une formidable explosion dans les années qui viennent. Il est estimé à une centaine de milliards de francs en Europe.

Matra est présent en France dans le radiotéléphone (Radio-com 2000), mais il s'agit d'aller plus loin et de mettre au point une nouvelle technologie unifiée applicable à l'Europe entière vers 1992, dite « cellulaire numérique ». Le proto-

cole d'accord prévoit un développement en commun de cette nouvelle technologie par les deux groupes, et il est assorti de perspectives industrielles et commerciales pour Matra à l'échelle européenne. Il semble donner satisfaction au groupe français, qui prônait depuis le début de ses discussions avec Ericsson un accord réciproque d'égal à égal.

Nul doute qu'après cette entente, la candidature d'Ericsson pour la CGCT soit renforcée. Le gouvernement français, embarrassé par la tournure prise par le dossier CGCT - qui s'est transformé au fil des mois en un match américain-allemand (ATT contre Siemens), assorti de menaces de rétorsions de part et d'autre, - pourrait être tenté de choisir l'outsider pour sortir de ce dilemme. Un autre grand groupe industriel, le canadien Northern Telecom, a semblé un moment pouvoir jouer ce rôle, mais sa proposition financière est restée inacceptable et sa candidature est écartée, de même que celle de l'italien Italtel.

Il était donc important que Matra et Ericsson parviennent à un accord. M. Lagardère pourra ainsi appuyer de tout son poids sa candidature, quelques jours après sa tentative malheureuse pour racheter TF 1.

Les autres candidats pourraient toutefois réagir. L'un d'entre eux, à la veille du week-end de Pâques, n'hésitait pas à brandir la menace d'une action judiciaire si le groupe Ericsson était effectivement retenu, estimant anormal qu'un des candidats puisse ainsi modifier son offre à la dernière minute.

FRANÇOISE VAYSSE.

(1) La proposition d'Ericsson prévoit que le suédois prendra une participation directe de 20 % dans la CGCT aux côtés de Matra (49,9 %) et d'investisseurs « amis » (0,2 %). Le reste du capital (29,9 %) est réuni dans une holding française où l'on trouve Ericsson (19,9 %), Indosuez (45 %) et Bouygues (35,1 %).

Le Monde
sur minitel
MESSAGES

Pour écrire au Monde. Pour dialoguer. Pour réagir.

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

Transports

Les partisans du rail et certains élus s'inquiètent de la nouvelle politique autoroutière

Le nouveau schéma directeur routier, qui prévoit, dans les dix prochaines années, la construction de 2 730 kilomètres d'autoroutes ou de routes à quatre voies, est applaudi par les élus des régions desservies, et notamment de l'Ouest et du Centre, ainsi que par les professionnels du bâtiment et des travaux publics qui, en Ile-de-France, annoncent la création de deux mille emplois par an pendant cinq ans (le Monde du 15 avril). En revanche, les élus de la région Midi-Pyrénées, de la côte atlantique, ainsi que le président socialiste du conseil régional du Limousin, M. Robert Savy, s'estiment dévalorisés. Quant aux défenseurs des transports collectifs, ils s'inquiètent de la préférence accordée à la voiture individuelle.

La déception du Limousin

LIMOGES
de notre correspondant

M. Robert Savy, président (PS) du conseil régional limousin, n'est pas content du tout du programme autoroutier du gouvernement. « Il est contraire à ce que nous avions proposé, dit-il. Il y a autour de Limoges, dans un rayon d'une centaine de kilomètres, une espèce de zone interdite ».

Une déception largement partagée par M. Robert Ardant, président de la chambre de commerce et d'industrie de Limoges : « Non seulement nous n'avons pas obtenu l'autoroute espérée, mais les délais de réalisation d'une RN 20 en deux fois deux voies risquent d'être beaucoup plus longs que ceux d'une autoroute ».

M. Michel Bernard, député (RPR) de la Haute-Vienne, souligne qu'il faut bien se dire que, dans vingt-cinq ans, ce sera insuffisant et que, dans l'immédiat, il faut obtenir le raccourcissement des délais de construction de cette voie express. Enfin, M. Marcel Rigout, député (PC), a aussitôt adressé une question écrite à M. Méhaignerie à propos de « la politique désastreuse pour le Limousin ».

Le Limousin, toutes instances confondues, est unanime à mettre en avant une priorité quasi obsession-

nelle : la liaison autoroutière vers Paris et le réseau existant. Limoges est, en effet, « la seule capitale régionale pour laquelle n'est prévue aucune liaison autoroutière ». Or, c'est vers le Sud, vers Toulouse, à partir de Brive, que se fera, selon le projet défini par le comité interministériel, cette liaison autoroutière.

Une opinion divergente s'est fait entendre, celle de M. Henri Bouvet, député de la Haute-Vienne (UDF) : le choix d'une RN 20 à deux fois deux voies lui semble préférable à celui d'une autoroute, car « elle peut être réalisée dans des conditions de délai et de dépenses bien moindres ».

En outre, ajoute M. Bouvet, « la voie express permet des entrées et des sorties tous les 3 ou 4 kilomètres, assurant ainsi l'irrigation des territoires traversés, alors qu'une autoroute n'a d'entrées et de sorties que tous les 30 ou 40 kilomètres ».

Quant à M. Jean Valentin, PDG des grandes surfaces Euronormarché, président de l'association Autoroutes Euro-20, destinée à promouvoir la RN 20, il affirme que « les décisions prises sont un coup sévère porté aux régions traversées par la RN 20 » et qu'il s'agit « d'une véritable non-assistance à région en danger ».

GEORGES CHATAIN.

POINT DE VUE

Et les transports collectifs ?

par Jean Sivadrière
Secrétaire général
de la Fédération nationale
des associations
d'usagers des transports.

Si la relance du réseau autoroutier — 2 700 kilomètres d'ici à l'an 2000 — répond à des préoccupations politiques immédiates, il faut aussi s'interroger sur son intérêt pour notre pays. Les axes routiers étant équipés depuis longtemps, ce super-programme se justifie-t-il ?

Le trafic maritime sera protégé entre les TOM et la métropole

Sur proposition de M. Ambroise Guéllier, secrétaire d'Etat à la mer, le conseil des ministres du 15 avril a adopté un projet de loi — qu'il faut lire dans le plan de redressement de la marine marchande — et qui tend à protéger la desserte maritime entre la métropole et les territoires d'outre-mer (TOM) ou de collectivité territoriale, et vice versa (1).

Le trafic entre la métropole et les départements d'outre-mer (DOM) est, lui, régi par l'article 258 du code des douanes qui permet au gouvernement, de façon discrétionnaire, et lorsque la situation l'exige, de réserver le transport de certaines marchandises aux navires français (2).

Selon le projet de loi les trafics entre la métropole et les TOM seront réservés aux navires battant pavillon français ou d'un pays de la CEE. Entre différents territoires d'outre-mer ou collectivités territoriales, seuls les navires français pourront accomplir les transports.

C'est surtout la desserte entre la métropole et Papéete et la Nouvelle-Calédonie qui est visée à cause de la concurrence jugée déloyale — sur les tarifs — de la part de compagnies de navigation coréennes et polonaises.

(1) Les TOM sont la Polynésie, la Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, les terres australes et antarctiques (TAAF) ; les collectivités territoriales sont Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte.

(2) Les DOM sont la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.

BENNETON

Graveur-Héraldiste
Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage
Chevalières gravées
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 13 au 16 avril

Microclimat

BAISSERA, baissera pas, montera, montera pas : au cours de cette semaine réduite à quatre séances par les fêtes de Pâques — le vendredi saint est traditionnellement chômé rue Vivienne — la Bourse de Paris a littéralement marché sur des œufs. Des pertes légères furent enregistrées les deux premiers jours (— 0,8 %, — 0,5 %), des gains modiques les deux suivants (+ 0,69 %, + 0,62 %), le tout avec relativement assez peu d'affaires. Bref, d'un vendredi à l'autre, les divers indices n'ont pratiquement pas varié (+ 0,18 %). Les temps changent. L'an dernier, quand les cloches étaient attendues en provenance de Rome, le marché s'était offert un joli galop (+ 5 %), qui avait ponctué un trajet marqué par dix journées de hausse consécutives (+ 15 %) et avait porté l'avance moyenne des cours à 35 % depuis le début de l'année. Entre le 31 décembre 1986 et ce jeudi soir 16 avril, la Bourse a tout juste réussi à monter de 13 %. Plus les sommets se succèdent, plus, avec l'altitude, l'ascension devient pénible.

C'est vrai. Mais l'environnement, il y a un an, était aussi sensiblement différent. La France sortait des élections législatives et le marché avait commencé à changer de dimension. Au cours de cette fameuse semaine de Pâques 1986, les communistes avaient même mis la crosse en l'air en signe de protestation contre l'insupportable surcroît de travail. Pensez donc ! Pour la première fois de l'histoire, le volume global des transactions avait dépassé 12 milliards de francs, et le règlement mensuel (RM) s'offrait, en termes d'échanges, des moyennes journalières de 1,5 milliard à 2,2 milliards de francs (entre 400 millions et 500 millions de francs l'année précédente).

Les pannes d'ordinateurs se succédaient en rafales et la comptabilisation des échanges fut même impossible les 26 et 27 mars 1986. Oui, les temps changent, et les espoirs d'une grande reprise économique aux Etats-Unis, qui aurait fortifié la planète, se sont évanouis. Aujourd'hui, une croissance modeste s'effrite au bonheur des marchés financiers, et des primes montent au ciel pour qu'elle ne s'effondre pas trop. Les boursiers, eux, se plaignent de la sous-activité avec des courants d'affaires journaliers tournant autour de 1,5 milliard de francs. Comme quoi, tout est relatif.

A la décharge du marché, recommandons lui, toutefois, de bonnes raisons d'avoir cette semaine agi avec circonspection. Les turbulences monétaires, avec un dollar irrésistiblement tiré vers le haut et des taux d'intérêt très vers le haut, n'étaient pas, il est vrai, de nature à rassurer les investisseurs. D'autant moins que les derniers grands réajustements internationaux, du type G-7 et FMI, genre tasse de thé dans une pâtisserie sélecte, ne paraissent pas avoir donné des résultats très probants. Le New York Stock Exchange avait, lui, très mal pris la chose et s'était effondré... avant de se remettre un peu de ses émotions. Mais mal, rue Vivienne, ne pouvait le deviner. Force est donc de constater que, finalement, malgré les incertitudes, Paris ne s'est pas mal comporté du tout. Les grands noms de la cote ont, dans l'ensemble, très bien résisté.

Principaux, Michellin et Peugeot ont même renforcé. Surtout, L'Oréal, Milif, Roussel-Uclaf et Carrefour se sont laissés grignoter et ont rendu la main. Question de sang-froid ? Londres, Francfort et les autres ne se sont pas mal débrouillés non plus. En fait, beaucoup flairaient que l'accord du Louvre pourrait une fois encore fonctionner. Ce qui devait se produire et ce que M. James Baker, le secrétaire américain au Trésor, allait confirmer en insistant sur la nécessité de maintenir la parité actuelle dollar/yen. Ouf ! Difficile d'anticiper pareille issue. Mais les 2 700 kilomètres d'autoroutes promises par le premier ministre au début de semaine ont bien arrangé les choses et valent les

références. Première conséquence de cette nouvelle : les valeurs de travaux publics se sont senties pousser des ailes (Colas, J. Lefebvre, Bouygues, SCREG, Auxiliaire d'Entreprises, Dumez, Spie-Batignolles) et leur fournisseur, Cimencs français, aussi. Deuxième effet : la fermeté du secteur a été bénéfique et a contribué au soutien d'un marché assez peu enclin, avec l'abondance des liquidités, à se laisser glisser. Par dessus le marché, la Bourse a eu la satisfaction de voir Wall Street reprendre ses esprits et la confirmation, encore une, du retour au calme sur le front de l'inflation, avec une hausse tranquille des prix de 0,1 % à 0,2 % en mars. Seules déceptions : les prévisions économiques médiocres et assez convergentes faites par le CNPF, le GAMA (Groupe d'analyses macro-économiques), l'Eurochambre et l'OPCE (Observatoire français des conjonctures économiques) ; surtout l'annonce d'une aggravation du déficit commercial en mars (+ 3,3 milliards de francs).

Mais à la corbeille personne, semble-t-il, ne souhaitait vraiment se laisser aller à la morosité. Et la détérioration des échanges avec l'étranger a été mise entièrement sur le compte de la reprise des investissements, ce qui correspond à un souci évident de ne voir seulement que le bon côté des choses. Les achats de biens d'équipements à l'étranger n'ont-ils pas été supérieurs de 3,8 milliards de francs à leur niveau mensuel moyen de 1986 ?

En fait on peut se demander s'il n'existe pas une sorte de microclimat à la corbeille. Des investisseurs étrangers le disent, paraît-il, à mots couverts.

Trois choses au moins sont certaines :

1) Les résultats des entreprises continuent de se redresser. Le pipeline est bien rempli et débite toujours son flot de bonnes nouvelles. L'augmentation des profits en 1986 est maintenant de 76 % pour la Société générale, de 63,7 % pour Saint-Louis, de 35,2 % pour la Générale des eaux, de 30 % pour Accor, de 25 % pour Immochemie de la Plaine Monceau. Surtout, les prévisions de bénéfices en 1987 sont très prometteuses. D'après le groupe Associés en finance, qui regroupe neuf bureaux d'études parisiens dont ceux de la BNP, de Crédit lyonnais, de la Société générale et d'Indosuez, le taux de croissance anticipé s'établit à + 19,3 % (de 8 % à 33,4 %).

2) La privatisation ne peut s'accommoder d'une baisse importante et durable sans risquer d'éloigner une clientèle dont l'Etat a le plus grand besoin. A moins d'une catastrophe, tout sera fait pour maintenir le marché à flot. C'est un argument non négligeable dont beaucoup tiennent compte dans leur appréciation. La présence de Hollandais cette semaine sous les lambris n'est certainement pas fortuite.

3) Le lancement, en principe le 1^{er} juin prochain, du plan d'épargne retraite (PER) va remuer vers le palais Brongniart une nouvelle foule aux fonds d'or. C'est là aussi un phénomène nouveau dont l'impact ne sera pas négligeable. Les mutations ne sont pas prêtes de manquer. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, de la résistance assez remarquable dont le marché a fait preuve ? Même Bie, victime, semble-t-il, d'une campagne de dénigrement aux Etats-Unis pour ses briquets jetables devenu singulièrement incendiaire, ne s'est pas trop mal remis du choc encaissé. La Bourse fera probablement score nul à la liquidation générale d'avril, qui aura lieu mercredi prochain 22 avril. Mais déjà, dans les traverses, des « gourous » spéculent sur sa remontée vers de nouveaux sommets. La semaine écoulée n'aura peut-être été qu'un round d'observation, avant une attaque en règle sur le front de la hausse.

ANDRÉ DESSOT.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 16 avril 1987

COURS	Jun 87	Sept 87	Déc 87	Mars 88
Premier	107,45	107,55	107,40	107,25
+ haut	107,50	107,60	107,45	107,25
+ bas	107,30	107,35	107,30	107,20
Dernier	107,40	107,50	107,40	107,25
Compensation	107,45	107,50	107,40	107,30

Nombre de contrats : 14 851.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	13 avril	14 avril	15 avril	16 avril	17 avril
RM	1 546 547	1 449 338	1 490 791	1 798 026	-
Comptant	7 023 170	8 989 086	7 930 751	5 940 493	-
R. et obl.	599 148	443 943	556 957	475 474	-
Total	9 168 865	10 882 367	9 978 499	8 213 993	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1986)

	110,2	109,7	110,3	-	-
Françaises	110,2	109,7	110,3	-	-
Etrangères	113,6	113,6	113,4	-	-

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 31 décembre 1986)

	112,7	112,2	112	113	-
Tendance	112,7	112,2	112	113	-

(base 100, 31 décembre 1981)

	447,4	444,5	446,3	450,1	-
Indice gén.	447,4	444,5	446,3	450,1	-

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	%	Valeurs	%
Leffebvre	+ 10,3	Veau-Clapet	- 11,9
Batf. Bie	+ 9,9	Podia	- 12,1
Prinsep	+ 8,1	Geyraud	- 12,1
Cole	+ 7,1	Francia	- 6,7
Alstom	+ 6,8	UPF	- 5,8
Thomson	+ 6,4	SOVAC	- 5,8
GT&E	+ 6,3	UCB	- 4,5
SBC	+ 6	Lohr	- 4,3
Ausim	+ 5,2	Oni	- 4,2
Sino	+ 4,8	TRT	- 4,2
Clare	+ 4,6	Salmson	- 4,2
Alpi	+ 4,5	Alpi	- 4,1
Dumez	+ 4,5	Candem	- 3,8

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en esp. (F)
Michellin	101 663	357 280 773
Peugeot	362 550	547 610 569
CSF	180 151	310 968 779
Bouygues	181 852	255 126 316
BSN (1)	23 646	121 399 620
Alstom (1)	30 732	126 437 570
Laforge	147 432	244 856 061
Martell (1)	121 598	234 072 730
Alstom	409 052	183 327 776
Havas (1)	68 331	152 035 162
Générali (1)	109 097	145 710 288
Carrefour	35 793	129 534 486
L'Oréal	23 011	101 250 118

(*) Du 9 au 16 avril inclus.
(1) Séances de jeudi non comprises.

BONS DU TRÉSOR

Séance du 16 avril 1987

Émissions	Fin	Fin	Cours	Variation
	100	100	100	(en %)
Jan 87	92,69	92,67	92,69	+ 0,02
Sept 87	92,72	92,70	92,72	+ 0,01
Déc 87	92,69	92,69	92,71	+ 0,02
Mars 88	92,71	92,70	92,72	+ 0,02

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Très fortes secousses

En relation avec les turbulences monétaires aggravées par le lourd déficit commercial américain, de très fortes secousses ont été ressenties cette semaine à Wall Street. Toutefois après être lourdement retombé très en-dessous de la barre des 2 300 points (2 252,98) et avoir perdu près de 86 points en deux jours avec de très gros volumes d'échanges, Wall Street s'est un peu remis de ses émotions. Jeudi soir, à la veille du long week-end pascal, le marché a consolidé ses positions et l'indice des industriels s'est établi à 2 275,99 (contre 2 338,78 le 10 avril).

L'alerte a été chaude, mais le retour au calme sur le front monétaire a un peu rassuré la communauté boursière, très chagrinée d'autre part par la mise en faillite de Texaco, l'une des sept sept. D'après les spécialistes, le marché n'est pas à l'abri d'un nouveau sisme, mais devrait, en principe, trouver un point d'équilibre autour de la cote des 2 200 points avant de reprendre son ascension.

En quatre séances, l'activité a porté sur l'échange de 838,05 millions de titres (contre 892,59 millions).

	Cours 10 avril	Cours 16 avril
Alcoa	43 7/8	46 3/8
AT&T	23 3/4	25 5/8
Boeing	51 3/8	50 1/8
Chase Man. Bank	36 3/8	35 1/8
Du Pont de Nemours	115 1/2	116
Eastman Kodak	75 7/8	73 1/8
Exxon	90 1/8	85
Ford	86 1/8	84 3/4
General Electric	107	103
General Motors	86	86 3/4
Goodyear	59 1/8	59 5/8
IBM	145	150 1/4
ITT	60 1/8	56 3/4
Mobil Oil	72 7/8	67 1/8
Philips	72	67 1/8
Schlumberger	41 3/4	42 3/8
Tecoma	31 7/8	31 1/4
U.S. Steel	72 1/8	72 5/8
Union Carbide	28 7/8	28 1/4
USX	27 7/8	27 1/8
Westinghouse	63 5/8	63 1/4
Xerox Corp	77 5/8	74 1/4

LONDRES

Raffermeissement

Donché par le reflux du dollar et l'affaiblissement de Wall Street que l'aggravation du déficit commercial américain avait déclenché, le marché s'est vite ressaisi. Et, après être tombé à son plus bas niveau depuis le début février, il a regagné tout le terrain perdu, et même au-delà. Plusieurs sondages d'opinion favorables aux courants de valeurs et des prévisions économiques encourageantes ont contribué, avec l'éloignement de la menace monétaire, à raviver la Bourse.

Indice « FT » du 16 avril : industriel, 1 540,3 (contre 1 523,8) ; financier, 444,5 (contre 479,9) ; fonds d'Etat, 90,36 (contre 89,68).

	Cours 10 avril	Cours 16 avril
Beecham	495	497
Bovril	484	485
Brit. Petroleum	863	875
Charter	330	333
Courtauld	490	418
De Beers (*)	13 9/16	13 1/4
Glan	15 1/32	14 17/32
Gr. Ind. Stores	18 1/2	18 1/4
Imp. Chemical	12 57/64	12 43/64
Shell	11 45/64	73 1/2
Unilever	26 45/64	26 21/64
Viscose	449	472
Warren	38 17/32	39

FRANCFORT

Mieux orienté

Malade lui aussi du dollar, de Wall Street et du déficit commercial américain, le marché allemand a repris le dessus. Malgré un rapport assez pessimiste des principaux instituts de conjoncture la tendance s'est progressivement affermie. Les automobiles, en particulier, ont retenu l'attention. Bonne orientation des banques.

Indice de la Commerzbank du 16 avril : 1 809,9 (contre 1 795,7).

	Cours 10 avril	Cours 16 avril
AEG	305	316
BAW	269,30	275,70
Bayer	310,50	316
Commerzbank	263,50	276,50
Deutschebank	651	655
Hoechst	272,10	277,60
Karstadt	426	434
Mannesmann	180,10	186
Siemens	694	763,30
Volkswagen	345,50	344,50

TOKYO

Toujours plus haut

Plus ça va mal et plus Tokyo monte. Insensible, semble-t-il, au renchérissement du yen, le Kabuto-cho a battu de nouveaux records, sous l'effet, il est vrai, du placement de capitaux retiré de Wall Street. Les valeurs liées à l'économie interne ont été les premières à en profiter dans l'espoir de la relance des affaires domestiques. On a néanmoins senti poindre une certaine nervosité à la veille du week-end.

Indices du 17 avril : Nikkei : 23 938,35 (contre 23 216,59) ; indice général : 2 171,97 (contre 2 054,94).

	Cours 10 avril	Cours 17 avril
Aist	413	405
Bridgestone	566	554
Canon	710	701
Fuji Bank	3 710	4 320
Fujitsu	1 250	1 230
Mitsubishi Electric	1 460	1 360
Mitsubishi Heavy	565	599
Sony Corp	2 750	2 750
Toyota Motors	1 460	1 500

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

150 000 000

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Argentine : vers la dénouement de la crise. 4 Italie : le gouvernement constitué par M. Fanfani.	5 Le voyage de M. Jacques Chirac en Guyane.	6 Justice : la condamnation de Roger Knobelspiess. 7 Sciences : le ministre de l'environnement publie le dossier de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine.	8 Le onzième Printemps de Bourges. — Théâtre : Alexandre le Grand, de Racine, à la Cartoucherie. 9 Photos : l'avant-garde des années 30. COMMUNICATION 9 Pornographie et censure (suite).	13 Le doublement des droits de douane sur certains produits japonais. 13 Le succès fou de la privatisation des petites banques. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés.	Météorologie 11 Mots croisés 11 Spectacles 10 RÉGIONS 12 Un musée pas comme les autres : Boulogne vraiment sur mer.	● Week-end de Paques : tout ce qui reste ouvert. ● Sports : l'actualité sportive de la semaine. ● Jeu : gagnez « l'Histoire au jour le jour ». Bourse, Immobilier, Télémat, Cinéma, Loisirs, Jeux. 36-15 Tapez LEMONDE

La flambée de violences en Cisjordanie

«Colombes» israéliennes et «modérés» palestiniens dénoncent en commun la répression dans les territoires occupés

JÉRUSALEM
de notre correspondant

L'actuelle flambée de violences en Cisjordanie ne décourage pas les adeptes du dialogue israélo-palestinien. Bien au contraire. Ceux qu'on appelle « colombes » en Israël et « modérés » dans les territoires occupés éprouvent, dans l'épreuve, le besoin de maintenir le contact. Pour confirmer leur communauté d'analyses ou constater leurs divergences. Pour exprimer, malgré tout, leur confiance en l'avenir et leur désir de vivre ensemble.

Une cinquantaine de responsables israéliens et palestiniens, rassemblés vendredi 17 avril dans un hôtel de Jérusalem-Est à l'initiative du mouvement La Paix maintenant (Chalom Archav), ont dénoncé avec une égale vigueur la répression dans les territoires sous toutes ses formes : brutalité des forces de l'ordre, arrestations arbitraires, détentions sans procès, fermeture prolongée de l'université de Bir-Zeit.

Un parterre de choix, où figuraient côté israélien des universitaires, des journalistes et deux députés, M. Dodi Zucker (Mouvement des droits civiques) et M. Elazar Granot (Mapam). Leur faisaient face, entre autres, M. Hanna Siniora, rédacteur en chef du quotidien *Al Fajr*, M. Faez Abou Rahmeh, avocat de Gaza, M. Moustapha Natché, ancien maire de Hébron, et M. Ziad Abou Zayed, journaliste. Tous sont des sympathisants de l'Olp, tendance Arafat. Un absent de marque, M. Foycal Hussein, placé cinq jours plus tôt en détention administrative pour six mois (le Monde du 15 avril).

Les premiers ont exigé de leur gouvernement l'ouverture d'une enquête sur le comportement de l'armée et réaffirmé le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Les seconds ont souligné, avec quelque défection, les contradictions qui tarissent non seulement la coalition au pouvoir, mais aussi le Parti travailliste : ainsi, M. Shimon Pérès fait connaître à l'envi son désir de paix tout en cautionnant l'opération sur le terrain d'un climat de

Le conflit du Golfe

M. Mitterrand a reçu une délégation de la Ligue arabe

Une délégation de la Ligue arabe, conduite par le prince Saoud El-Fayal, ministre saoudien des affaires étrangères, et comprenant M. Chadi Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, ainsi que de hauts diplomates marocain, tunisien et irakien, a été reçue vendredi matin 17 avril, durant une demi-heure, par le président Mitterrand, à l'Élysée. Cette délégation représentait le Comité arabe des Sept, chargé par la Ligue de suivre l'évolution du conflit irano-irakien et mandaté pour des démarches auprès des pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le prince Saoud, qui s'est déclaré « optimiste » quant à son action diplomatique, s'est félicité de la position française : « La France continue toujours à appuyer une solution viable à la fin du conflit irano-irakien. Il s'agit d'une affirmation claire et nette de coopération pour contribuer à mettre fin à cette guerre. » Selon le ministre saoudien des affaires étrangères, la France ne prendra pas de « mesures précises individuelles » autres que celles envisagées par les Nations unies. « Nous ne cherchons pas de nouvelles résolutions de l'ONU, n-él pourrions, mais uniquement l'application de la résolution 582 du Conseil de sécurité, adoptée en février 1986, et réclamant un cessez-le-feu entre les deux parties. » Le prince Saoud a encore indiqué que « nos contacts continuent avec l'Irak qui est un pays voisin, ce qui nous pousse à trouver avec lui une solution pour mettre fin au conflit ».

La délégation de la Ligue arabe avait été reçue jeudi par le premier ministre, M. Jacques Chirac, qui l'avait assurée qu'il « soutiendrait sans réserve » de la France à ses initiatives en faveur de la paix dans le Golfe.

guerre. « Si les choses continuent à ce rythme, notait amèrement M. Radouane Abou Ayash, président de l'Association des journalistes palestiniens, j'ai peur qu'un jour vous ne trouviez plus personne avec qui dialoguer. Nous serons tous expulsés ou en prison. »

Pour chacun la « bête noire » du moment, c'est M. Itzhak Rabin, ministre de la défense et maître d'œuvre du raidissement gouvernemental dans les territoires. « Rabin fait ce qu'il veut sous le nez de Pérès, assure M. Zucker. Il est plus dur que Sharon et s'en vante. Pérès n'ose rien lui dire. » Le matin même, Chalom Archav avait fait paraître dans la presse une attaque au vitriol contre l'ancien premier ministre, où on lisait notamment : « Un homme a commis un meurtre, des centaines de Palestiniens ont été emprisonnés. Des centaines de colons juifs ont fomenté une émeute, aucun n'a été arrêté. Vingt ans d'occupation, c'est assez. Les mains de Rabin sont bien les siennes, mais sa voix est celle de Léviner. » (Le rabbin Moshe Léviner est le chef du mouvement annexionniste juif Goush Emounim.)

Un courant très minoritaire

De ces deux heures de dialogue israélo-palestinien, on retiendra surtout la différence d'approche — ô combien révélatrice — envers le terrorisme. Le « camp de la paix », en Israël, attendait de ses interlocuteurs palestiniens qu'ils condamnent

sans la moindre équivoque l'assassinat la semaine dernière d'Ofra Mossa, une mère de famille brulée vive dans sa voiture. « Aucun argument politique ne peut justifier de tels attentats, a fait valoir M. Zucker. Je demande à mes frères palestiniens de le dire clairement. Car qu'on-ils obtiennent en vingt ans de violence ? Rien. »

Malgré son réel pouvoir de mobilisation parmi la gauche, Chalom Archav exprime un courant très minoritaire en Israël. Haï par la droite parlementaire et dénié par une partie de l'opinion, qui ne lui pardonne pas de « parler avec l'ennemi », ce mouvement pacifiste prend soin de ne pas aggraver son isolement. Il demande à ses partisans palestiniens de faire un bout du chemin qui doit conduire à la paix.

« Nous nous battons chez nous en position difficile, explique son porte-parole, M. Tsali Reshef. Vous, Palestiniens, devez nous aider. Vous le pouvez en dénonçant clairement, comme nous le faisons, les auteurs d'actes terroristes. Nous savons que nous ne sommes pas à égalité. Nous sommes les occupants, vous êtes les occupés. Mais vous devez comprendre notre lutte. Car, vous trouvez toujours quelques centaines d'Israéliens pour vous soutenir aveuglément. Mais cela ne vous suffira jamais. » A quoi, M. Abou Zayed répondit : « Nous condamnons toute violence d'où qu'elle vienne. Mais nous condamnons avant tout l'occupation qui engendre cette violence. »

J.-P. LANGELLIER.

Vives protestations de l'ambassadeur d'Israël après un reportage de TF1 sur la « Palestine occupée »

La diffusion, jeudi soir par TF1, d'un reportage sur la « Palestine occupée », dans le cadre de l'émission « Infovision », a suscité, vendredi 17 avril, de vives protestations de la part de l'ambassadeur d'Israël en France, M. Ovadia Soffer, et du Consistoire central israélite de France, pour lesquels ce film est un exemple de « désinformation » anti-israélienne.

Dénonçant « les erreurs de faits, les falsifications, les à-peu-près et la présentation tendancieuse », le communiqué de l'ambassadeur israélien accuse ce document d'être « une totale partialité » et le qualifie d'« incroyable film de propagande anti-israélienne » et de « modèle de désinformation ». En conclusion, M. Soffer « espère que TF1, sous sa nouvelle direction, saura adopter une attitude équilibrée et respectueuse des faits dans le traitement de l'actualité au Proche-Orient ».

Même réaction de la part du Consistoire central israélite de France (CCIF), qui proteste « contre le fait que la première chaîne de télévision française ait osé déformer de telle manière ses auditeurs », du président du Comité représentatif des institutions juives de France (CRIF), et du Congrès juif européen (CJE), qui affirme, dans un communiqué, que l'« ignorance des journalistes ou leur aveuglement ne justifient pas qu'ils puissent ainsi donner aux téléspectateurs une image subjective et partielle » de la situation.

De leur côté, les producteurs d'« Infovision » se sont étonnés vendredi, dans un communiqué, de « réactions, qu'ils jugent excessives, aux reportages sur les territoires

M. AHRWEILER

invité du Grand Jury RTL-«le Monde»

M. Hédi Ahrweiler, recteur de l'académie de Paris sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde», dimanche 19 avril, de 18 à 19 h 30.

M. Ahrweiler, docteur en lettres qui, nommé en 1962, est la première femme à diriger l'académie de Paris après avoir présidé l'université de Paris, répondra aux questions d'André Passeron et de Philippe Bernard du Monde, et de Philippe Caloni et de Jean-Pierre Tison, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

occupés ». Ils relèvent « la nature très vague des accusations concernant de prétendues « erreurs de faits » et « falsifications ».

« Les producteurs d'« Infovision », poursuit le communiqué, notent aussi que des scènes beaucoup plus dures auraient pu être présentées alors que depuis quelques jours la tension monte » (dans la région).

Ils rappellent ce qu'écrivait en novembre, dans l'*International Herald Tribune*, M. Abba Eban, ancien ministre israélien des affaires étrangères : « Les Palestiniens vivent sous le droit de voter ni d'être élus. (...) Ils sont exposés à des contraintes et à des punitions qui ne pourraient leur être infligées s'ils étaient juifs. (...) Voilà une existence morne, tendue, maussade, réprimée avec des coups de violence toujours prêts à exploser. »

PHILIPPINES : les troubles au sein de l'armée Une nouvelle mutinerie a été matée à Manille

MANILLE
correspondance

Aux premières heures de samedi 18 avril, treize soldats, conduits par un ancien sergent de la garde présidentielle, membres de confréries militaires en cours de réorganisation, ont tenté de délivrer certains de leurs collègues arrêtés au lendemain du « coup » manqué de janvier, après avoir momentanément occupé les locaux de la chaîne de télévision « Channel Seven » à Manille. Selon le chef d'état-major général, le général Fidel Ramos, les rebelles, à bord d'un camion civil, ont refusé de défoncer la grille et le poste de garde de la prison militaire de Fort-Bonifacio, en bordure de la capitale. Mais ils n'ont pas pu aller plus loin.

Appelés en renfort, des troupes loyales au gouvernement réussirent en effet à bloquer les voies d'accès, obligèrent les mutins, auxquels s'étaient joints quarante-deux des cent huit prisonniers — en attente de coup matricule — et « quelques-uns » de leurs gardes, à se rabattre sur les bâtiments du quartier général, à l'intérieur du camp. Au passage, les rebelles ont énuméré « plusieurs » otages civils et militaires. Après un siège de moins de neuf heures, des appels à la reddition et, selon le général Ramos, « un court échange de coups de feu », les forces de

Premières nominations à TF1

M. Alain Denvers reste directeur de l'information

Le personnel de TF1 connaît aujourd'hui le nom des principaux responsables qui composent — provisoirement — la nouvelle équipe de direction de la chaîne. Un organigramme a en effet été présenté le vendredi 17 avril au comité d'entreprise de TF1, qui révèle la répartition des postes les plus importants, étant entendu que de nouvelles arrivées pourraient être connues dès la semaine prochaine.

Aux côtés de M. Francis Bouygues, PDG de TF1, et de M. Patrick Le Lay, vice-président, trois hommes, issus du sérail Bouygues, accèdent aux principales commandes. Il s'agit de M. Cyrille de Peloux, chargé du secrétariat général de la chaîne mais aussi du plan gestion, de l'informatique et du nouveau siège ainsi que des bureaux à l'étranger et des missions ; de M. Michel Vinsonneau, nommé directeur financier, et de M. Jean-Pierre Rousseau, placé à la tête des « relations humaines ».

L'équipe Bouygues accueille, en outre, M. Ian Maxwell, le fils de Robert, lui aussi partenaire dans le tour de table des repreneurs de la Une à hauteur de 2,6 % et PDG de l'Agence centrale de presse (ACP) depuis la fin du mois de janvier dernier. A TF1, le voici chargé du « développement international ». Ancien journaliste à FR 3 et conseiller de l'équipe Bouygues, M. Alain Schmidt s'occupera des relations extérieures.

Horrmis ces nouveaux arrivants, les autres responsables de la direction figurent parmi les anciens colla-

borateurs de M. Hervé Bouygues. Ainsi, M. Pascal Joseph conserve la direction des programmes et M. Alain Denvers la direction de la rédaction. De son côté, M. Boichko, qui avait tenu le patron de la régie publicitaire de TF1.

Une stabilité qui ne manque pas d'irriter, déjà, des hommes politiques de la majorité. C'est le cas de M. Philippe Malaud qui, au nom du Centre national des indépendants (CNI), s'en est pris, vendredi, à M. Léotard et au gouvernement, lequel n'a, selon lui, aucune raison de se féliciter d'« avoir perdu un an pour conforter, par une privatisation inutile, une équipe mise en place par ses adversaires ».

Cet organigramme a été révélé à la chaîne le lendemain de la réunion du nouveau conseil d'administration. Un conseil qui aussi, par nature — provisoire — jusqu'à l'introduction en Bourse — avant l'été ou en septembre — des 40 % du capital de la chaîne destinés à être vendus au public (les 10 % restant étant réservés au personnel), compte encore parmi ses douze membres des représentants de l'Etat.

Préside par M. Francis Bouygues, ce conseil d'administration se compose donc de la manière suivante : cinq représentants des repreneurs, MM. Francis Bouygues, Patrick Le Lay et Olivier Poupard-Lafarge (pour le groupe Bouygues), M. Robert Maxwell (PDG du groupe Pargamon Media Trust) et M. Jean-Pierre Périat (PDG du groupe GMP) ; cinq représentants de l'Etat : MM. Jean-Pierre Daudan (conseiller d'Etat), Jean Favier (directeur général des

Archives de France), Marc-André Joffier (chef du service juridique et technique de l'information), Pierre Glaserot (inspecteur général des finances) et Jean-Pierre Teyssier (président de la Loterie nationale et du Loto sportif) ; enfin, deux représentants du personnel : MM. Roger Giquel (journaliste) et Marc Roger (technicien supérieur).

A. Rd.

Manifestations en ordre dispersé pour le 1^{er} mai syndical à Paris

Comme chaque année depuis 1980, à l'exception de 1983, les traditionnelles manifestations du 1^{er} mai se déroulent sous le signe de la division syndicale. A Paris, l'union régionale CGT appelle à un défilé à 15 heures de la gare de l'Est à Saint-Augustin. Dans un communiqué, le bureau confédéral de la CGT invite ses organisations à donner, au 1^{er} mai une « puissance exceptionnelle » pour « les revendications et la défense de la Sécurité sociale, les libertés syndicales et démocratiques, le paix et la solidarité internationale ».

De son côté, l'union régionale CFTD d'Ile-de-France organise le 1^{er} mai un « rassemblement-débat » de 10 heures à 13 heures à la Bourse du travail, rue du Château-d'Eau à Paris. Le thème du rassemblement est la « solidarité sociale », avec des revendications sur « la réduction du temps de travail, le partage du travail, le maintien du système de protection sociale » et le refus de « la précarité et la marginalisation des chômeurs ».

A l'intérieur de l'UDF

Les attaques de M. Gérard Longuet contre M. Barre provoquent des remous

Après l'interview accordée au *Nouvel Observateur*, dans laquelle M. Gérard Longuet, ministre délégué chargé des P et T, évoquait le général Boulanger, a provoqué la personnalité de M. Raymond Barre (le Monde du 18 avril). M. Michel Durafour, membre de l'UDF et sénateur de la Loire, a déclaré, le samedi 18 avril à notre correspondant à Saint-Etienne, qu'il n'a pas à l'université de printemps du Parti radical, du 8 au 10 mai, si M. Longuet y est présent.

M. Durafour, qui remarque que M. Longuet fait partie des ministres invités par les instances radicales, juge que l'interview de M. Longuet est « insultante », « dans de telles conditions [sic] sous de tels auspices ».

Le sénateur de la Loire préférerait donc renoncer à assister, à Chamonix, le groupe de travail dont il a la charge, plutôt que de le faire, si M. Longuet est présent, « dans de telles conditions [sic] sous de tels auspices ».

D'autre part, M. Paul Girod, sénateur de l'Ain et délégué des adhérents directs de l'UDF (proches de M. Barre), a « profondément regretté », vendredi, les déclarations de M. Longuet. Il souhaite « qu'on cesse donc, et surtout à l'intérieur de l'UDF, de chercher à déstabiliser le candidat qui (...) est le plus apte à solliciter la confiance de notre peuple ». M. Girod dénonce de ce propos les « calculs de politiciens de second ordre ».

Un élu communiste de l'Aube condamné pour outrage à la commission de police. — Premier secrétaire de la fédération du PC de l'Aube et conseiller régional de Champagne-Ardenne, M. Yves Roy a été condamné, vendredi 17 avril, à 1 000 francs d'amende pour outrage à la commission de police par la cour d'appel de Reims.

Le 4 février 1986, M. Roy, intervenant pendant une séance avec un couple de chômeurs troyens, avait traité le commissaire de police Martine de « policier de choc, policier de la Panx ».

Les bagagistes des aéroports de Paris en grève

Pour la deuxième journée consécutive, certains personnels au sol des aéroports de Paris-Orly et de Roissy-Charles-de-Gaulle se sont mis en grève, le samedi 17 avril, à l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO et de la CFTC, pour obtenir des augmentations de salaires et d'effectifs. Ce mouvement concerne l'accueil et l'information des passagers, l'enregistrement des bagages et l'assistance de pistes des avions. Il ne devrait pas affecter les compagnies Air France, UTA et Air Inter, qui disposent de leur propre personnel.

En revanche, la grève des contrôleurs aériens, prévue sous les maîtres pendant deux heures, du 21 au 24 avril, perturbera le trafic. La compagnie Air France pourrait être amenée à retarder une trentaine de vols, et Air Inter à en annuler également une trentaine chaque jour.

Le numéro de « Monde » daté 18 avril 1987 a été tiré à 471 867 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

KIM GORDON-BATES.

A B C E F G H